

GLOW

Gender Equality in a Low Carbon World



IMPLIQUER LES FEMMES DANS LES TRANSITIONS JUSTES

Enseignements tirés du programme GLOW



SOUTH
SOUTH
NORTH

Financé par:



Canada

Remerciements

Ce rapport a pu être réalisé grâce aux chercheurs et aux experts en communication suivants :

International : GLOW knowledge hub

ODI : Mairi Dupar, Responsable technique, Auteure principale du rapport, Chercheuse principale ; Elizabeth Tan, Chargée de recherche
SouthSouthNorth : Emma Baker, Responsable de la communication du CDKN ; Rosie Cumming, Coordinatrice du programme CDKN ; Shehnaaz Moosa, Directrice, Chercheuse principale ; Laura Owings, Conseillère en communication

ASEAN : Cambodge, Philippines et Vietnam : La relance verte de l'ASEAN par l'équité et l'autonomisation

GrowAsia : Amy Chua, Responsable Philippines, Cochercheuse principale ; Sarin Tey, Responsable Cambodge, Cochercheur principal ; Cam Thuy Nguyen, Responsable Vietnam, Cochercheur principal ; Reginald Lee, Coresponsable régional, Cochercheur principal ; Erin Sweeney, Coresponsable régionale, Cochercheuse principale ; Megan Sullivan, Coresponsable régionale, Cochercheuse principale ; Angel Bautista, Directrice ; Monica Milano, Coordinatrice Philippines ; Cherry Mae Tadeo-Cunanan, Coordinatrice régionale ; Ranthi Whesi Umbaran, Coordinatrice régionale

Bolivie : Le tourisme, moteur d'un développement durable et respectueux de l'égalité des sexes en Bolivie

SDSN Bolivia : Lykke E. Andersen, Directrice, Chercheuse principale ; Daniela Cubas, Chef de projet ; Andrea Fossati, Coordinatrice de la communication ; Jhanira Rodriguez, Attachée de recherche ; Agnes Medinaceli, Attachée de recherche

IES : Julian Vargas, Chef de projet ; Andrés Aramayo, Coordinateur de l'observatoire du tourisme ; Erika Oropeza, Administration et surveillance du projet ; Ignacio Trepp, Conseiller en affaires ; Silvia Salinas, Spécialiste genre, FUTURALAB

Bolivie : Création d'emplois verts pour les femmes autochtones dans le cadre d'actions bas carbone de reprise post-Covid-19 et relance du secteur du quinoa en Bolivie

INESAD : Beatriz Muriel H., Directrice générale et Chef de projet ; Javier Aliaga L., Attaché de recherche principal et Chef de projet ; Oscar Colque F., Chercheur principal ; Escarot Bernal M., Chercheur principal ; Alejandro Herrera J., Chercheur principal ; Rubén Collao P., Chercheur principal ; Daniela Romero R., Chercheuse principale ; Ignacio Garrón V., Chercheur principal ; Liliana Roca V., Chercheuse principale ; Carlos Gustavo Machicado S., Chercheur principal ; Alejandro Capriles A., Chercheur principal ; Luis Carlos Jemio M., Chercheur principal ; Ximena Coronado T., Chercheuse principale ; Sheila Muriel H., Chercheuse principale ; Diana Noriega N., Chercheuse principale ; Ramiro Gamboa R., Chercheur principal
Support des équipes terrain : Producteurs de quinoa ; Eusebio Encinas V. ; Eloy Veliz G. ; Claudia Colque C. ; Norma Feliciano C. ; Noemi Martinez M.

Jeunes chercheurs : Adriana Caballero C. ; Gabriela Alondra A. ; María Cecilia Lenis A. ; Noelia Magne A. ; Sergio Mansilla B.

Cameroun : Restauration des terres pour l'autonomisation post-Covid et la réduction de la pauvreté des femmes rurales et autochtones du Cameroun

Centre d'Appui aux Femmes et aux Ruraux (CAFER) :

Albertine Tchoulack, Chef de projet, Chercheuse principale ; Sarette Batobonak, Chercheuse ; Jean Daniel, Chercheur ; Ngame Rodrigue, Chercheur

Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF) :

Ann Degrande, Codirectrice du projet, Cochercheuse principale ; Divine Foundjem Tita, Coresponsable du projet, Coinvestigateur principal ; Djatal Ademola Arinloye, Chercheur ; Alain Atangana, Chercheur ; Bertin Takoutsing, Chercheur ; Jacques Bessengue, Chercheur ; Yvan Kwidja, Chercheur ; Sylvie Eponle, Doctorant ; Mefan Ngono Laurianne Gilda, Chargée de communication

Actions pour la Biodiversité et Gestion des Terroirs (ABIOfGeT) :
Clément Sofalné, Chercheur

Amérique centrale – Salvador, Guatemala et Nicaragua :

Autonomisation des femmes dans les chaînes de valeur agricoles pour une transition bas carbone en Amérique centrale

FUSADES : Margarita Bencke de Sanfeliú, Directrice de projet, Chercheuse principale ; Mauricio Shi, Administrateur de projet, Coordinateur Salvador ; María del Pilar Ruiz, Consultante, Experte en filières agricoles, Chercheuse principale ; Lissette Calderón, Chercheuse ; Eduardo Orellana, Chercheur ; Enriqua Alaniz, Coordinateur Nicaragua, Chercheur principal ; Cinzia Innocenti, Coordinatrice Nicaragua des opérations terrain ; Ninoska Hurtado, Chercheur Nicaragua ; Carlos Gómez, Coordinateur informatique et logistique ; David Anaya, Coordinateur Salvador des opérations terrain ; Carlos Isaac Pérez, Consultant, Expert en développement durable ; Juan Marco Álvarez, Consultant, Expert en développement durable

CoreWoman : Susana Martínez-Restrepo, Experte en genre, Chercheuse principale ; Laura Juliana Silva ; Laura Cristina Silva
ASIES : Gabriell Duarte, Coordinateur Guatemala ; Ana Silvia Escobar, Chercheuse ; Kevin López, Chercheur

Afrique de l'est – Kenya, Rwanda, Tanzanie, Ouganda : Réorienter le secteur privé vers des solutions agricoles climato-intelligentes afin de lutter contre les inégalités de genre

Services consultatifs d'Intellectap : Karnika Yadav, Directrice, Chercheuse principale ; Amar Gokhale, Cochercheur principal ; Niharika Agarwal, Chercheuse ; Lilian Wambui Kuria, Chercheuse ; Stella Kimani, Chercheuse ; Rahmat Eyinfunjowo, Chercheur

Guinée et Sénégal : La transition énergétique pour l'autonomisation économique post-Covid des femmes à travers la chaîne de valeur horticole en Guinée et au Sénégal

IPAR : Laure Tall, Directrice de recherche, Chercheuse principale ; Maramé Cissé, Sociologue, Coordinatrice de projet ; Cheikh Faye, Statisticien, Gestionnaire de fonds ; Elisabeth Gueye, Géographe, Attachée de recherche ; Isac L.A. Mingou, Statisticien, Économiste ; Oumou Khairy Coulibaly, Sociologue, Attaché de recherche ; Saboury Ndiaye, Agroéconomiste, Attachée de recherche ; Blaise Waly Basse, Économiste, Attaché de recherche

CECI : Mouhamadou Leye, Chercheur ; Fatoumata Balde, Chercheuse ; Mamadou Hérico Diallo, Chercheur

Université de Clermont-Ferrand : Asbath Alassani, Chercheur doctorant

Équipe Fondation FARM : Abdoul F. Tapsoba, Chercheur

Kenya : Aquaculture des algues et poissons : Possibilités d'autonomisation et de résilience post-Covid offertes par l'économie bleue au Kenya

ACTES : Joel Onyango, Chef de projet, Chercheur principal ; Erica Atieno, Spécialiste des politiques ; Samuel Juma, Chercheur ; Eva Komba, Chercheuse ; Fiona Makayoti, Chercheuse ; Luseka Mwanzi, Chercheuse ; Kenneth Odary, Expert en genre
Kenya Marine and Fisheries Research Institute

Université de Kenyatta : Anne Maundu, Chercheuse ; Caroline Wanjiru (hommage)

Malawi : Accorder la priorité aux solutions en faveur de l'autonomisation et de la résilience des femmes dans les filières d'arbres à fruits comestibles au Malawi

Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF) :
Karl Hughes, Chef de projet, Chercheur principal ; Joyce Njoloma, Chercheuse ; Emily Jeanne Gallagher, Chercheuse ; Betserei Nyoka, Chercheur

Université d'agriculture et de ressources naturelles de Lilongwe :
Jessica Kampanje Phiri, Chercheuse

Université d'Oxford : Lessah Mandolom, Chercheuse

Népal : Autonomisation économique des femmes grâce à des solutions forestières

ForestAction Népal : Kanchan Lama, Chercheuse principale ; Srijana Baral, Chercheuse ; Naya Sharma, Chercheuse ; Badri Prasad Bastakoti, Chercheur ; Bishnu Sharma, Chercheur ; Kalpana Giri, Chercheur ; Kamal Prasad Bhandari, Chercheur ; Aarati Khatri, Chercheuse ; Aarati Poudel, Chercheuse ; Usha Thakuri, Chercheur ; Ganga Maya Neupane, Chercheuse ; Sebika Devkota, Chercheuse ; Chadani Lama, Chercheuse ; Radhika Sapkota, Chercheuse

Népal : Coproduction d'un écosystème commercial résistant aux crises pour les entreprises dirigées par des femmes au Népal

Southasia Institute of Advanced Studies (SIAS) : Mani Ram Banjade, Chercheur principal ; Meeta Sainju Pradhan, Cochercheuse principale et Experte en genre ; Dil Khatri, Cochercheur principal et Chef de projet ; Sushant Acharya, Chercheur ; Anushiya Shrestha, Chercheuse ; Gyana Maskey, Chercheuse ; Govinda Paudel, Chercheur principal ; Andrea Pettit, Chercheuse principale ; Bibhor Kayastha, Chercheur ; Shyam Basnet, Statisticien, Chercheur ; Siddhartha Mainali, Économiste, Chercheur ; Rachana Upadhyaya, Chercheuse ; Salu Basnet, Chargée de recherche ; Parbati Pandey, Chargée de recherche

Palestine : Les connexions alimentaires de Gaza – Vers des initiatives d'agriculture agroécologique urbaine dirigées par des femmes résilientes

Groupe palestinien d'hydrologie : Ayman Rabi, Chef de projet, Chercheur principal

Université de Coventry : Georgina McAllister, Chercheuse principale
University College of Applied Science : Samah Hammouda, Chercheuse principale

Plateforme d'agriculture urbaine et périurbaine de Gaza (GUPAP) :
Ahmed Sourani, Coordinateur de projet

Photo de couverture : Angad Pandey via Pixabay

Conception et mise en page :

Ink Design Publishing Solutions, Le Cap, Afrique du Sud

Sommaire

Résumé.....	2
CHAPITRE 1 Introduction	8
CHAPITRE 2 Des transitions justes à l'échelle mondiale sont possibles	16
CHAPITRE 3 Des transitions justes à l'échelle nationale sont possibles	23
CHAPITRE 4 Analyses transversales : Pourquoi l'autonomisation économique des femmes et l'action climatique vont de pair	33
CHAPITRE 5 Stratégies courantes d'autonomisation économique des femmes dans des transitions bas carbone	38
CHAPITRE 6 Conclusions et recommandations	73
Notes finales.....	79

Résumé

Le « zéro émission nette » est le nouveau modèle de développement mondial – notre avenir en dépend. Afin d'atteindre l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C tel que fixé par l'Accord de Paris, le monde doit viser des émissions de carbone nulles d'ici le milieu du siècle. Il reste encore beaucoup à faire.

Parallèlement, la lutte pour le droit fondamental qu'est l'égalité des genresⁱ est plus urgente que jamais. La pandémie de Covid-19 a sapé les progrès réalisés en matière d'égalité des sexes, creusant l'écart de développement entre hommes et femmes.¹ Si ce retard a en grande partie été rattrapé, les moyennes mondiales dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la survie et de l'émancipation économique et politique n'ont guère progressé au cours des deux dernières décennies.

La justice sociale, la préservation de l'environnement et le développement économique durable exigent une intensification importante des actions en faveur de l'égalité des sexes et du changement climatique. Il existe une synergie entre ces deux objectifs, et les poursuivre ensemble donnera de meilleurs résultats que de se focaliser uniquement sur l'égalité des sexes ou sur le changement climatique.

Le programme **GLOW (Égalité des genres dans un monde à faible émission de carbone)**² 2021–2024 est un programme de recherche-action qui étudie les possibilités d'autonomisation économique des femmes dans le cadre des transitions bas carbone, au travers de 12 projets menés dans 17 pays. Les projets sont axés sur des secteurs liés à l'exploitation des terres (agriculture, agroforesterie et foresterie), à l'économie bleue et à l'écotourisme. Le programme examine comment l'application des principes de l'économie biocirculaire peut contribuer à revaloriser les déchets organiques, à réduire les émissions et à améliorer les moyens de subsistance des populations. Le présent rapport résume les conclusions de GLOW sur les défis courants à surmonter et les solutions prometteuses à envisager pour renforcer l'autonomisation des femmes lors des transitions dans ces secteurs.

Les projets GLOW ont défini **quatre grands axes qui permettent de renforcer l'autonomie des femmes tout en favorisant l'atténuation et l'adaptation dans les secteurs basés sur les ressources naturelles** :

- 1. Rendre les activités économiques actuelles des femmes plus productives et plus respectueuses de l'environnement** : Introduire des méthodes de production bas carbone et résilientes aux changements climatiques afin de générer des rendements plus importants et des revenus stables dans les secteurs de l'agriculture, de la forêt, de l'aquaculture et de l'écotourisme dans lesquels les femmes sont déjà impliquées. Plusieurs méthodes climato-intelligentes ont été proposées dans le but d'améliorer la productivité des femmes et de réduire la pénibilité de leur travail. Par exemple, l'agriculture régénératrice permet d'enrichir le contenu organique des sols pour un meilleur rendement. L'irrigation à l'énergie solaire a une empreinte carbone faible, ce qui permet d'augmenter les rendements et de réduire la charge de travail des femmes. Une utilisation plus efficace de l'eau permet de maintenir la production même en période de stress hydrique.

ⁱ Le genre est un spectre qui englobe l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles différentes des individus. Il est désigné par l'acronyme anglais SOGIESC (sexual orientations, gender identities and expressions and sex characteristics). Le présent rapport et les travaux de recherche sur lesquels il s'appuie se concentrent sur les relations hommes-femmes.



Agricultrice, Kenya. © CIFOR-ICRAF

2. **Aider les femmes à pénétrer des secteurs d'activité à prédominance masculine tout en intégrant les aspects climatiques dans ces activités et ces secteurs :** Identifier au sein des filières et des secteurs existants les activités traditionnellement dominées par les hommes (où les femmes se heurtaient à une barrière invisible). L'objectif est de développer les capacités des femmes qui se lancent dans ces différents secteurs. Le soutien des détenteurs de pouvoir (membres masculins de la famille et de la communauté, responsables gouvernementaux et chefs d'entreprise) est également recherché afin qu'ils favorisent l'accès des femmes à ces emplois, tout en introduisant des mesures climato-intelligentes. Par exemple, différents points d'entrée de la filière de la mangue au Malawi qui permettraient aux femmes d'accroître leurs revenus ont été identifiés. Cette catégorie décrit l'intégration à la fois des questions de genre et de climat dans les politiques de développement, les programmes et les modèles commerciaux. Les activités de cette catégorie ont permis de tirer de nombreuses leçons.
3. **Aider les femmes à consolider les plans d'affaires de leurs activités économiques bas carbone et résilientes au changement climatique :** Renforcer la stabilité financière des femmes et formaliser (sécuriser) les activités intrinsèquement bas carbone et résilientes au climat qu'elles mènent. Cela suppose d'aider les femmes à créer leurs propres entreprises, ainsi qu'à identifier et à développer des marchés pour leurs biens et services. Par exemple, des entreprises formelles de produits forestiers non ligneux ont été créées pour des femmes du Népal et de Bolivie, dans le but de développer l'écotourisme communautaire et le tourisme culturel et scientifique à faible impact.
4. **Aider les femmes à accéder à de nouveaux emplois bas carbone et résilients au changement climatique,** par exemple en leur donnant accès aux nouvelles technologies et aux systèmes de production innovants. Des technologies telles que l'hydroponie et l'aquaponie sont conçues pour réutiliser et recycler les matériaux. L'utilisation de l'eau et de l'énergie est optimisée et la production est maximisée grâce à des systèmes en boucle fermée. Le point de départ consiste à définir les moyens d'intégrer l'égalité des genres dès la conception de ces nouveaux systèmes de production climato-intelligents. Les études de GLOW traitent principalement de la réutilisation et du recyclage des matières organiques dans l'économie biocirculaire. Certaines technologies présentent moins d'obstacles à l'entrée pour les femmes que les systèmes de production traditionnels. Ces technologies nécessitent généralement peu de terres (comme dans le cas de l'élevage de la mouche soldat noire) et des coûts de lancement relativement faibles. Cela représente un avantage pour les femmes entrepreneurs, car elles font souvent face à des discriminations et à des obstacles structurels en matière d'accès à la terre et au capital.

De ces quatre axes principaux de la transition vers une économie bas carbone et de l'autonomisation économique des femmes, découlent les conclusions et les recommandations suivantes :

- **Dans les secteurs basés sur les ressources naturelles sur lesquels GLOW se concentre, il n'est ni facile, ni pratique, ni souhaitable de séparer le « bas carbone » de la « résilience au changement climatique ».** Il y a tout à gagner à combiner l'annulation des émissions avec une meilleure résilience aux crises et aux catastrophes climatiques. Les chercheurs ont donc élargi leurs travaux sur la lutte contre le changement climatique pour y intégrer la question de l'adaptation.
- **L'action climatique doit être fondée sur les droits et être adaptée au contexte local.** Les normes de genre sont des constructions sociales façonnées par les croyances et les pratiques culturelles locales. Par exemple, les opportunités offertes aux femmes sont parfois fonction de leur âge, de leur situation matrimoniale, de leurs capacités physiques et intellectuelles ou de leur appartenance à une ethnie ou à une caste. Il est désormais reconnu que *l'adaptation* au changement climatique doit être menée et alimentée par les acteurs locaux. Les travaux de GLOW soulignent également l'importance, du point de vue de l'égalité des sexes, d'adapter les *plans d'action contre le changement climatique* **aux contextes locaux. Les normes sociales déterminent la capacité des femmes à adopter de nouvelles pratiques, à accéder à de nouveaux emplois, à de nouvelles compétences et à de nouvelles informations, ainsi que leur mobilité, autant d'éléments clés dans les plans d'action.**
- **En s'attaquant aux obstacles discriminatoires auxquels se heurtent les femmes, les initiatives en faveur du climat peuvent avoir des retombées positives dans d'autres domaines de la vie des femmes.** S'il est primordial de s'adapter aux réalités locales, le contexte local ne doit jamais servir à justifier des pratiques discriminatoires ou préjudiciables à l'égard des femmes, ou qui violent leurs droits. Au contraire, l'action climatique peut et doit être intentionnellement conçue pour confronter les préjugés sexistes et contribuer à les abolir.
- **Les femmes ont un rôle important à jouer.** Les initiatives en faveur du climat sont plus efficaces et plus durables lorsque les femmes sont pleinement impliquées et participent de manière équitable à la prise de décision, à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation de ces initiatives.
- **L'accès des femmes aux nouvelles technologies bas carbone et résilientes au changement climatique stimule l'innovation et l'apprentissage.** La présence et la participation équitable des femmes aux emplois verts utilisant de nouvelles technologies climato-intelligentes (élevage de la mouche soldat noire, aquaponie, etc.) accélèrent et renforcent l'apprentissage des institutions.
- **Certains groupes de femmes détiennent des connaissances et des pratiques qui sont par nature bas carbone, résilientes au changement climatique et écologiquement durables.** Ces femmes n'ont pas nécessairement besoin de perfectionner leurs techniques, mais elles profitent à travailler en équipe. Cela peut leur assurer des débouchés pour leurs produits et leur permettre d'influencer les pratiques écologiques d'autres acteurs de leur secteur. Le rôle des organisations intermédiaires n'est pas à négliger. C'est ce qui ressort de la collaboration entre les chercheurs de GLOW et les femmes autochtones et des castes inférieures des régions rurales du Népal. La collaboration avait pour but d'améliorer les perspectives commerciales des activités écologiquement durables de ces femmes, de documenter leurs histoires passionnantes et d'augmenter leur participation aux grandes plateformes commerciales et de défense des intérêts. Dans certains cas, en particulier dans les sites gérés par des femmes autochtones, les chercheurs de GLOW ont constaté que les techniques de production pratiquées par les femmes préservaient l'écosystème et la biodiversité. Il est important que l'étude et le suivi de la biodiversité soient mieux intégrés dans les travaux futurs.

De nombreuses bonnes « pratiques en matière de genre et de développement » s'appliquent ou peuvent être adaptées à des initiatives de développement bas carbone et résilientes au changement climatique. Ces bonnes pratiques reconnues ne doivent pas être occultées en raison de la focalisation sur les aspects technologiques de la réduction des émissions. Afin d'améliorer l'efficacité des actions en faveur du climat et de l'égalité des genres et de favoriser la synergie dans ces domaines, il est important de :

- **Remédier à la sous-représentation des femmes dans l'élaboration des politiques publiques et la prise de décision collective** en augmentant leur représentation et en renforçant leurs capacités à assumer ces fonctions. Cela suppose de :
 - Renforcer les connaissances des femmes sur le climat et leurs capacités dans les aspects techniques de la production, de la logistique, de la commercialisation et d'autres activités bas carbone et résilientes de la chaîne de valeur.
 - Renforcer les capacités des femmes dans la gestion et la prise de décision grâce à une meilleure éducation financière et commerciale.
 - Renforcer l'assurance et l'aptitude des femmes à collaborer avec les principales parties prenantes grâce à la coproduction de preuves documentaires et la participation à des débats publics.

- **Offrir aux femmes plus d'emplois décents, bas carbone et résilients au changement climatique passe par les actions suivantes :**
 - Identifier les lacunes et les possibilités de participation des femmes à plusieurs activités réparties le long des filières bas carbone et résilientes au changement climatique ; identifier à chaque étape les obstacles liés au genre ; concevoir et financer les activités adaptées aux femmes afin de surmonter les obstacles à leur participation à ces filières.
 - Établir des partenariats avec les détenteurs de pouvoir afin d'accroître la sphère d'influence et d'action des femmes dans les activités bas carbone et résilientes au changement climatique.
 - Encourager les défenseurs de l'égalité des sexes, les mentors et les figures emblématiques à s'investir dans l'éducation, la formation et les activités professionnelles bas carbone et résilientes au changement climatique.

- **Faciliter l'accès des femmes aux ressources de production pour des transitions économiques bas carbone et résilientes au changement climatique suppose de :**
 - Soutenir les actions collectives menées par les femmes pour défendre, sécuriser et mettre en commun les actifs de production, y compris les liquidités, les terres et les ressources que sont par exemple un plus grand pouvoir d'achat, la possibilité de collecter des fonds ou l'accès à l'information en tant que groupe plutôt qu'en tant qu'individus.
 - Étudier dans quelle mesure les nouvelles technologies bas carbone et résilientes au changement climatique et les nouveaux modes de production tels que l'hydroponie peuvent particulièrement convenir aux travailleuses et aux entrepreneuses, étant donné que ces modes ont par nature une faible empreinte au sol et/ou des besoins en capitaux de départ limités. Cela peut contribuer à réduire les obstacles à l'entrée des femmes dans les conditions actuelles d'inégalité entre les genres.



- **Augmenter l'accès des femmes aux marchés des biens et services produits de manière durable suppose les actions suivantes :**
 - Exploiter le potentiel qu'offrent les technologies de l'information et de la communication (TIC) telles que les smartphones et les plateformes numériques, pour permettre aux travailleuses et aux entrepreneures d'accéder plus facilement aux informations météorologiques et climatiques (pour une production, une transformation, un stockage et une distribution résistants au climat) et aux informations sur les produits durables et les conditions de marché.

- **Capitaliser sur le fort degré d'initiative des femmes, tout en s'assurant que les femmes les plus marginalisées ne sont pas laissées pour compte. Cela suppose les actions suivantes :**
 - Adapter la formation des femmes à leur parcours de vie et aux opportunités et contraintes socioculturelles auxquelles elles sont susceptibles d'être confrontées. Par exemple, les jeunes femmes célibataires peuvent acquérir des compétences techniques, pratiques et commerciales qui les accompagneront une fois qu'elles seront mariées et auront changé de lieu de résidence.
 - Concevoir et mettre en œuvre des mesures de protection sociale pour les femmes les plus pauvres et les plus défavorisées, qui ne peuvent pas participer tout de suite à la formation et au développement des capacités et/ou qui ont besoin de soins de santé. Des périodes d'intervention plus longues impliquant des partenariats entre les agences gouvernementales, les organisations communautaires et/ou les organisations non gouvernementales (ONG) peuvent être souhaitables ou nécessaires (en réponse à des crises climatiques soudaines) afin de répondre à des besoins élémentaires de survie. L'objectif est d'aider les femmes à passer de la pauvreté à des conditions de vie stables, et à terme à un niveau de vie plus élevé.

- **Renforcer les politiques de soutien et leur mise en œuvre. Il peut s'agir de :**
 - Renforcer les aspects égalité sociale et genre des politiques climatiques et des politiques sectorielles et économiques pertinentes (telles que la restauration des terres, la protection de l'environnement, la pêche et les politiques maritimes), de façon à mieux intégrer la législation sur les droits de l'homme, agir en faveur de différents groupes sociaux (répartis par âge, capacité, par sexe) et tirer parti des transitions bas carbone et résilientes au changement climatique.

- Décrocher des financements pour les femmes entrepreneurs et accroître ainsi leur leadership et leur efficacité dans les transitions (en plus des mesures de renforcement des capacités évoquées précédemment).
 - Encourager les partenariats entre les groupements ou entreprises de femmes ou à prédominance féminine et les organisations intermédiaires dans le but de regrouper les données, de défendre les intérêts et la transparence liés au genre, et de booster les opportunités économiques bas carbone pour les femmes.
 - Augmenter le personnel féminin des administrations locales. Si la sensibilisation, la prise de conscience et la volonté d’agir en matière d’égalité des sexes sont essentielles dans tous les domaines de l’administration, les projets GLOW ont mis en évidence certaines lacunes au niveau local. Une formation ciblée est donc nécessaire à l’intention des fonctionnaires locaux, qui disposent d’une grande marge de manœuvre opérationnelle pouvant être exercée au profit ou au détriment des femmes et des personnes défavorisées.
- **Aborder les tâches non rémunérées et fortement sous-payées comme une partie intrinsèque de l’action climatique,** notamment en promouvant les technologies bas carbone et résilientes au changement climatique qui réduisent la pénibilité du travail, tant dans le domaine des soins et de la subsistance que dans les secteurs de la petite agriculture, de l’agroforesterie et de l’économie bleue de manière plus générale.

Dans chaque pays, ces recommandations s’appliquent aux stratégies et aux plans des gouvernements pour des « transitions justes », qui peuvent comprendre des investissements prioritaires dans des industries et des secteurs entièrement nouveaux. Les recommandations sont également très pertinentes dans les dialogues et les négociations internationales sur les transitions justes au sein de la CCNUCC et ailleurs.

Agir dans ces différents domaines permettra d’instaurer la justice climatique et sociale à laquelle nous aspirons. Les personnes exerçant des activités vulnérables sur les plans économique et climatique, peu productives et précaires, et qui sont actuellement laissées pour compte, bénéficieront d’un travail décent et de nouvelles possibilités de leadership qui amélioreront leurs capacités et leur bien-être. Les femmes seront codirigeantes et bénéficieront autant que les hommes des transitions vers un avenir zéro émission et résilient au changement climatique.

LES PERSONNES EXERÇANT DES ACTIVITÉS VULNÉRABLES SUR LES PLANS ÉCONOMIQUE ET CLIMATIQUE, PEU PRODUCTIVES ET PRÉCAIRES, ET QUI SONT ACTUELLEMENT LAISSÉES POUR COMPTE, BÉNÉFICIERONT D’UN TRAVAIL DÉCENT ET DE NOUVELLES POSSIBILITÉS DE LEADERSHIP QUI AMÉLIORERONT LEURS CAPACITÉS ET LEUR BIEN-ÊTRE.

Une femme colombienne tient dans ses mains des cerises de café provenant de sa plantation. © Neil Palmer, CIAT

INTRODUCTION

Le Zéro émission nette est le modèle de développement mondial

Il est urgent de passer à une économie mondiale zéro émission nette, dans laquelle nous réduisons si possible à une valeur nulle les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'utilisation des combustibles fossiles, du changement d'utilisation des sols et d'autres sources. Dans une telle économie, produire et consommer ne génèrent que très peu d'émissions. Les émissions résiduelles sont annulées pour atteindre le « zéro émission nette », principalement (mais pas exclusivement) en emprisonnant les gaz à effet de serre dans des écosystèmes riches en carbone tels que les forêts, les zones humides et les sols sains.

L'urgence réside dans le fait que les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'activité humaine sont responsables des changements climatiques qui ont entraîné « des conséquences néfastes généralisées et des pertes et dégâts pour la nature et les populations » dans toutes les régions du monde, selon le rapport A.2 de 2023 du **Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)**.³ D'ores et déjà, la fréquence et l'intensité croissantes des sécheresses et des vagues de chaleur entraînent des pertes de récoltes, la mort des arbres et des risques pour la santé et la productivité des travailleurs. Nous devons faire face à ces réalités.

Le monde semble mal parti pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5°C. La moyenne mondiale de température est déjà supérieure de 1,1°C aux niveaux préindustriels, et les pertes et les dommages actuels liés au climat sont plus importants que ne l'avaient anticipé les scientifiques. Au-delà d'un réchauffement climatique moyen de 1,5°C, les risques pour les systèmes sociaux et écologiques vulnérables sont énormes.

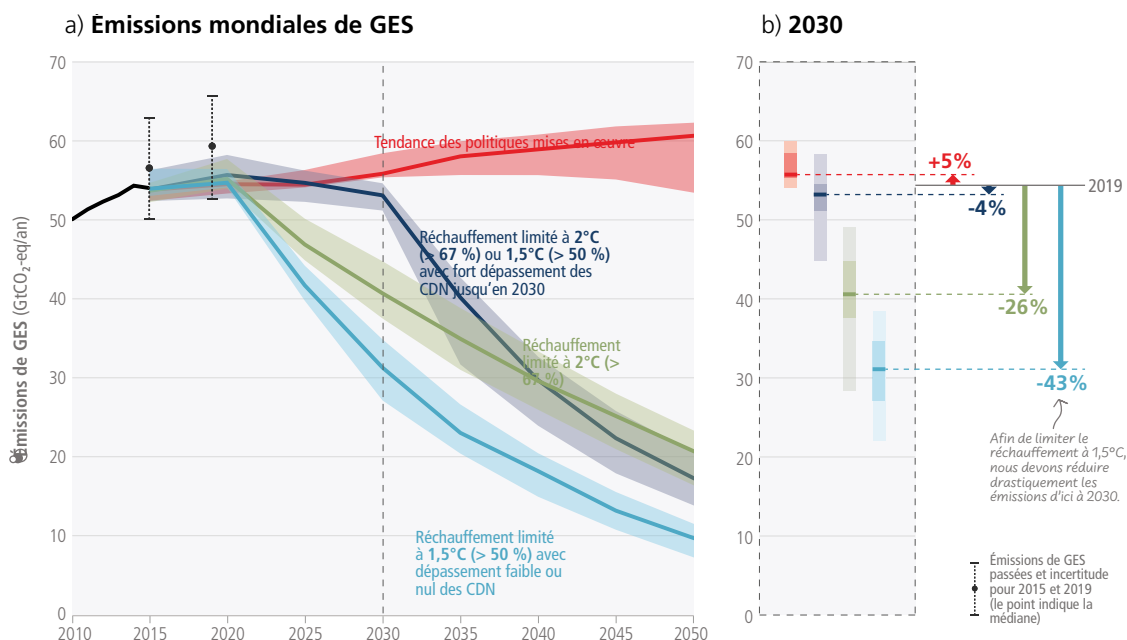
Pourtant, les émissions mondiales augmentent d'année en année. Après avoir connu une légère baisse lors de la pandémie de Covid-19 en 2020, elles sont aujourd'hui plus élevées que jamais. Afin de se remettre sur les rails, les émissions mondiales doivent diminuer constamment à partir de 2025 et être inférieures d'au moins 43 % (par rapport aux niveaux de 2019) d'ici à 2030 (voir **Figure 1**). Le défi est de taille.



Inventaire de la flore forestière, Népal. © Usha Thakuri

Les « CDN », les engagements internationaux pris par les gouvernements pour réduire ou éviter les émissions. L'ensemble des Contributions déterminées au niveau national⁴ est loin de répondre à ce besoin. Avec les CDN, la courbe des émissions de gaz à effet de serre atteint 2,9°C de réchauffement climatique – ou 2,5°C si les pays en développement reçoivent un soutien international pour leurs plans de lutte contre le changement climatique.ⁱⁱ

FIGURE 1 : Une réduction rapide et importante des émissions est indispensable pour atteindre l'objectif de 1,5°C⁵



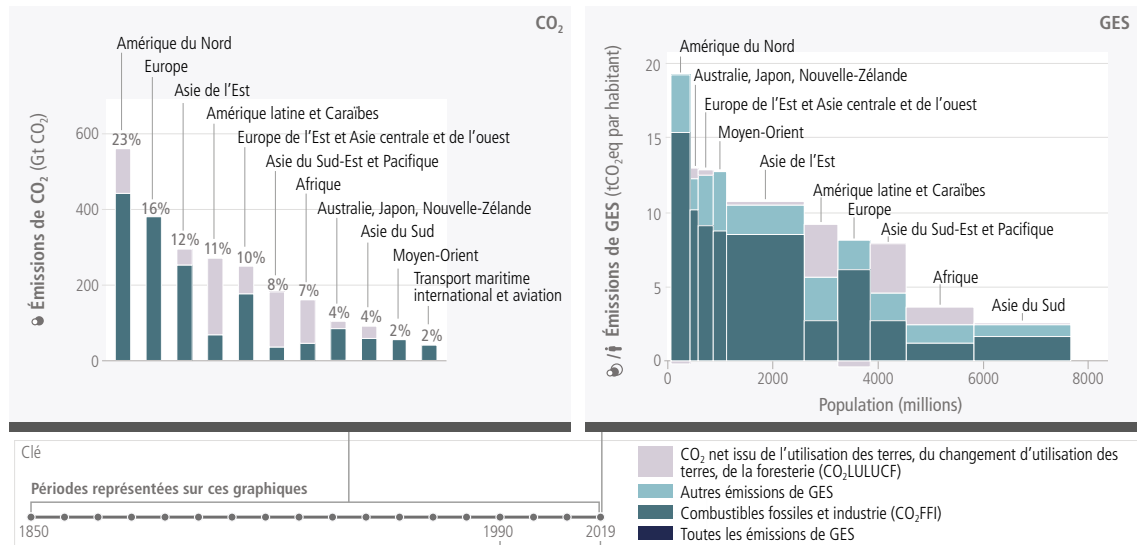
Les contributions déterminées au niveau national (CDN) sont les émissions mondiales de gaz à effet de serre prévues par les plans climatiques des pays. Selon les chiffres annoncés avant la COP26 de fin 2021, le réchauffement climatique dépassera probablement 1,5°C et après 2030, il sera plus difficile de le limiter à moins de 2°C.

Source : GIEC, 2023

ii Les pays fortement pollueurs doivent réduire leurs émissions. Les pays en développement dont les émissions par habitant sont faibles calculent le volume d'émissions qu'ils éviteraient en adoptant une politique bas carbone par rapport à une politique de « statu quo ».

FIGURE 2 : Les émissions ont augmenté dans la plupart des régions, mais sont émises de façon inégale depuis 1850⁶

a) Émissions anthropiques nettes cumulées de CO₂ par région (1850-2019) b) Émissions anthropiques mondiales nettes de GES par habitant et pour la population totale, par région (2019)



Les émissions mondiales proviennent principalement du dioxyde de carbone issu de l'utilisation et de la production des combustibles fossiles (barres vert foncé-bleu dans la figure), du dioxyde de carbone issu de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (barres grises dans la figure, par exemple le défrichement des forêts) et d'autres émissions de gaz à effet de serre telles que le méthane, les oxydes d'azote et les gaz fluorés (barres bleu clair). Pour chaque rectangle, la hauteur indique les émissions par habitant tandis que la largeur indique la population de la région. La surface des rectangles correspond donc aux émissions totales de chaque région. Les émissions provenant des transports aériens et maritimes internationaux ne sont pas incluses. Dans le cas de deux régions, la partie CO₂-LULUCF se situe en-dessous de l'axe, indiquant une absorption du dioxyde de carbone (par l'atmosphère, grâce par exemple à la culture des arbres et de l'amélioration de la gestion des sols) et non une émission.

Source : GIEC, 2023

Le genre et l'inclusion sociale impactent le risque et la résilience

Le changement climatique crée des injustices criardes. En effet, les pays les plus durement touchés sont les pays les moins développés et les petits États insulaires qui ont généré le moins d'émissions.

Dans ces pays, le changement climatique affecte plus particulièrement certains groupes de personnes (y compris les biens qu'ils détiennent et contrôlent) en raison de leur statut social et économique et des normes socioculturelles qui déterminent l'exercice de leurs droits :

« Les régions et les populations peu développées sont très vulnérables aux aléas climatiques (degré de certitude élevé). La vulnérabilité est aggravée selon les régions par les inégalités et la discrimination liées au sexe, à l'origine ethnique, aux faibles revenus ou à une combinaison de ces facteurs (degré de certitude élevé), en particulier pour les peuples autochtones et les communautés locales (degré de certitude élevé). Les défis actuels en matière de développement, qui entraînent une grande vulnérabilité, tirent leur origine de drames ancestraux tels que le colonialisme, dont les injustices rampantes continuent d'affecter de nombreux peuples autochtones et communautés locales (degré de certitude élevé). »⁷

Si les pertes et les dommages liés au climat sont désormais une réalité mondiale, il faut néanmoins s'attendre à ce que les effets du changement climatique s'aggravent. Même si les économies mondiales modifiaient leur trajectoire pour atteindre l'objectif de 1,5°C, les températures continueraient d'augmenter au moins jusqu'en 2040, avec les conséquences qui s'ensuivent.⁸ Pour faire face aux risques climatiques actuels et futurs, il est urgent de renforcer la résilience et la capacité d'adaptation à toutes les échelles.

Le changement climatique et l'injustice sociale sont souvent réputés pour s'alimenter l'un l'autre et créer un risque « composé ». Les populations sont plus vulnérables aux risques climatiques lorsqu'elles manquent d'éducation, de santé, de pouvoir politique et de sécurité économique. Leur résilience augmente lorsqu'elles acquièrent ces attributs. Dans les sociétés où sévit la discrimination, par exemple à l'égard des femmes et d'autres groupes sociaux comme c'est le cas dans plusieurs régions, les crises et les bouleversements climatiques peuvent susciter des réactions vives et discriminatoires telles que les violences sexistes. Les catastrophes climatiques, plus fréquentes et plus intenses en raison du changement climatique, agissent alors comme des catalyseurs d'injustices. Comprendre les inégalités sociales et économiques sous-jacentes et la manière dont elles contribuent à la vulnérabilité et aux risques climatiques est fondamental pour élaborer des actions équitables d'un point de vue social et de genre et qui s'attaquent aux causes et aux conséquences du changement climatique.

Les inégalités de genre : la toile de fond

Les inégalités criardes entre les hommes et les femmes sont un aspect fondamental du contexte de l'action climatique. L'égalité des genres est un droit de l'homme qui se fonde dans la plupart des pays sur les lois nationales et internationales. L'égalité entre les hommes et les femmes est étroitement liée aux performances économiques et aux facteurs de développement humain.

L'Indice des normes sociales de genre du PNUD mesure l'écart de longévité, d'éducation et de revenu par habitant entre les hommes et les femmes. Certains pays sont au même point d'égalité sur ces indicateurs combinés tandis que d'autres ont un écart de 15 points de pourcentage ou plus, en particulier en ce qui concerne l'éducation et les revenus. **L'indice d'inégalité de genre du PNUD**⁹ mesure le niveau d'inégalité entre les hommes et les femmes sur la base de la santé reproductive, de l'autonomisation et du taux d'activité sur le marché du travail. Il met en évidence de profondes disparités entre hommes et femmes, garçons et filles, par pays.

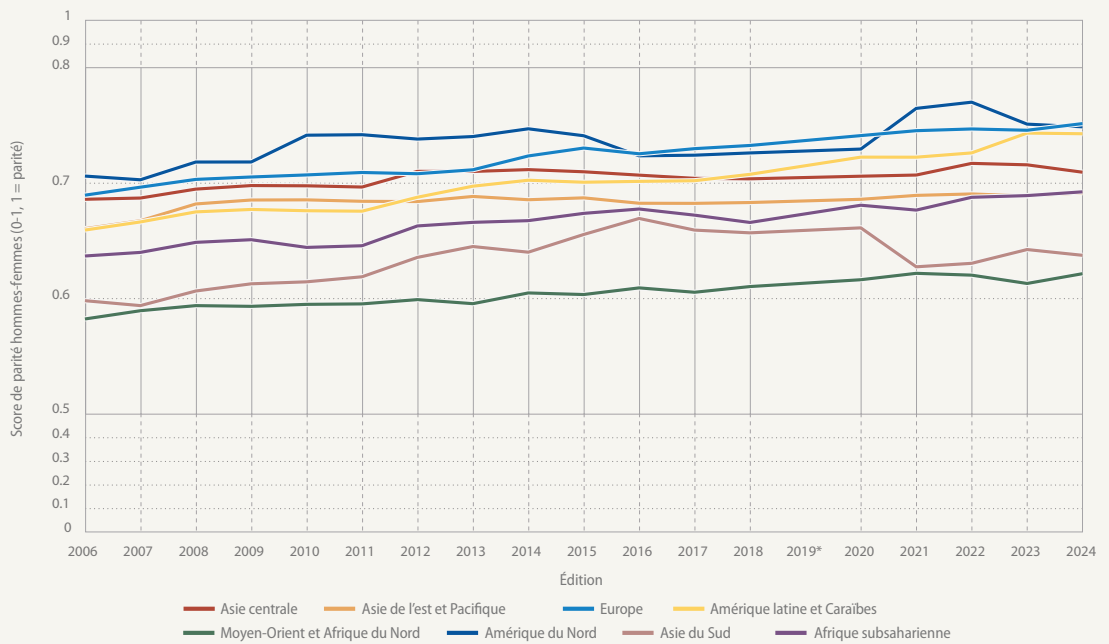
À l'échelle mondiale, **l'indice Global Gender Gap du Forum économique mondial (FEM)**¹⁰ mesure l'écart de développement entre les hommes et les femmes dans les domaines de l'économie, de la politique et de l'éducation. Selon cet indice, au rythme actuel, il faudrait 134 ans pour combler l'écart.

Ces indices ont montré que l'inégalité entre les sexes s'est aggravée pendant la pandémie de Covid-19. Les femmes ont perdu plus vite leur emploi rémunéré, les filles ont été plus nombreuses que les garçons à abandonner l'école et les femmes et les filles ont assumé encore plus de tâches de soins non rémunérées.

Si le retard a été largement rattrapé depuis, l'indice Global Gender Gap 2024 du FEM montre néanmoins qu'au niveau mondial, le niveau des inégalités entre les sexes n'a quasiment pas bougé depuis près de vingt ans.

FIGURE 3 : Écarts hommes-femmes au fil du temps¹¹

L'indice GGGI (Global Gender Gap Index) du Forum économique mondial compare la participation et les opportunités économiques, le niveau d'éducation, la santé et la survie, et l'autonomisation politique des femmes et des hommes. Il se concentre sur les résultats (le bien-être actuel des personnes) plutôt que sur les processus qui pourraient conduire à leur bien-être futur. Le graphique montre la tendance au fil du temps, pour les indicateurs combinés et ventilés par région, depuis la création du GGGI en 2006. La parité hommes-femmes est représentée par la valeur 1.0.



Remarque : Moyennes pondérées par la population pour les 101 économies figurant dans toutes les éditions de l'indice, de 2006 à 2024. Les résultats de la quatorzième édition de l'Indice mondial d'écart entre les sexes ont été présentés dans le *Report Global Gender Gap 2020* publié en décembre 2019. Il n'y a pas d'édition correspondante pour 2019.

Source : FEM, 2024

Les facteurs d'inégalité de genre, ainsi que les obstacles et les possibilités d'autonomisation économique des femmes, dépendent du contexte. Selon le PNUD, les inégalités entre les hommes et les femmes sont complexes et nécessitent des analyses approfondies pour les comprendre et les traiter correctement. Il n'existe pas d'approche universelle. C'est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de promouvoir l'égalité des sexes dans le contexte de l'action climatique, qu'il s'agisse de l'atténuation ou de l'adaptation au changement climatique.

Pour cette raison, ce rapport consacre un chapitre entier (**Chapitre 3**) à l'examen de la manière dont l'égalité des sexes, le développement économique et l'action climatique se recoupent dans chaque pays et secteur du programme GLOW. En outre, les opportunités pour les femmes sont étroitement liées à leurs revenus, leur éducation, leur appartenance ethnique, leur statut matrimonial, leur âge, leurs capacités et d'autres facteurs. Sur la base de critères transversaux, les projets du programme GLOW ont analysé les obstacles rencontrés par des groupes de femmes spécifiques et les possibilités qui s'offrent à elles. Les enseignements tirés de cette analyse et présentés dans ce rapport permettront aux futures approches d'être mieux adaptées aux différentes situations.

La vision de GLOW

Le programme GLOW (Gender Equality in a Low Carbon World) 2021–2024, financé par le Centre de recherche pour le développement international, a un double objectif : mener des actions suffisamment fortes contre le changement climatique et promouvoir l'égalité des genres grâce à une vision intégrée et à des recommandations pratiques qui profiteront à ces deux domaines. Le programme soutient la recherche sur les solutions prometteuses proposées par les femmes en faveur des économies vertes et du climat.

Le programme GLOW a été lancé alors que le monde était ébranlé par la pandémie de Covid-19 et que le PIB mondial s'était effondré. Les gouvernements et les organismes internationaux, y compris les institutions de financement du développement, réfléchissaient aux mesures fiscales et aux investissements ciblés nécessaires pour aider les pays à se redresser et pour soutenir les secteurs et les groupes de population les plus touchés. La réflexion portait également sur la possibilité de « mieux reconstruire » après la pandémie, de manière à accélérer la réalisation des Objectifs de développement durable.

Douze projets de recherche-action GLOW ont été sélectionnés à la suite d'un appel ouvert et concurrentiel, sur la base de leur pertinence par rapport aux défis locaux et de leurs plans d'action clairs destinés à influencer les politiques et les interventions.

Les projets de recherche ont concerné 16 pays : la Bolivie, le Cambodge, le Cameroun, El Salvador, le Guatemala, la Guinée, le Kenya, le Malawi, le Népal, le Nicaragua, la Palestine, l'Ouganda, les Philippines, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie et le Vietnam. Le territoire palestinien de Gaza était également concerné, mais les travaux ont été interrompus en raison des conflits.

Les projets GLOW étudient les innovations en matière d'autonomisation économique des femmes et d'action climatique dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie et de l'agroforesterie, de l'aquaculture, de la restauration des terres et du tourisme. Ils sont menés par des chercheurs locaux, qui collaborent étroitement avec les membres des gouvernements, des entreprises et de la société civile qui peuvent mettre en œuvre les solutions.

Autonomisation économique des femmes dans les pays du Sud

Les travaux de recherche de GLOW ont examiné comment les transitions économiques vers des systèmes de production plus durables et plus respectueux du climat peuvent permettre aux femmes de s'émanciper sur le plan économique.

Il n'existe pas de définition unique de l'autonomisation économique des femmes, mais la plupart des définitions incluent les aspects suivants :

- la place des femmes sur le marché du travail
- la qualité de l'emploi (les niveaux de revenus, la sécurité/fiabilité du travail, etc.)
- l'accès au développement des compétences
- l'autonomie (pouvoir décisionnel sur les actifs économiques, la vie et le bien-être à plusieurs niveaux : famille, micro, méso et macro)

- les ressources (juridiques, financières et sociales qui permettent aux femmes d'avoir un travail décent)
- l'économie des soins (tâches considérées comme du travail, plutôt que des loisirs, qui sont sous-payées et/ou attribuées de manière inéquitable).¹²

En réalité, beaucoup d'activités telles que des tâches occasionnelles ou des travaux champêtres à faible productivité permettent simplement aux gens de vivre au jour le jour. Intellectap explique qu'en Afrique de l'Est, les femmes représentent la moitié de la main-d'œuvre agricole et « les femmes travaillent souvent de manière informelle dans ce secteur, ont de mauvaises conditions de travail, des salaires bas et ne bénéficient pas de protection sociale ». ¹³ Il faut changer de cap pour « accroître les revenus réels et les capacités, développer le capital et ... réparer les injustices sociales, notamment les inégalités entre les hommes et les femmes ». ¹⁴

L'objectif de fournir aux femmes un « travail décent » est un fil conducteur dans ce rapport, qui relie les définitions de l'autonomisation économique des femmes dans la littérature aux Objectifs de développement durable et autres cadres politiques internationaux. L'**Organisation internationale du travail (OIT)** définit le travail décent comme suit :

« Un travail répondant aux aspirations des personnes. Il s'agit de possibilités de travail productives et offrant des revenus équitables, une sécurité sur le lieu de travail et une protection sociale pour tous, de meilleures perspectives de développement personnel et d'intégration sociale, la liberté pour les gens d'exprimer leurs préoccupations, d'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur vie et l'égalité des chances et des traitements pour tous les hommes et les femmes. »¹⁵

Les conclusions de l'étude GLOW présentent d'un point de vue contextuel comment le travail des femmes peut devenir plus « décent » grâce à une meilleure rémunération et à la sécurité des revenus, à des conditions plus dignes et moins dégradantes, à l'assistance en cas de maladie ou d'invalidité, et à l'aide aux personnes à charge.

Ces aspirations et objectifs soutiennent **l'ODD 8 : Travail décent et croissance économique** de l'Agenda 2030 et son alignement avec **l'ODD 5 : Égalité entre les sexes** et **l'ODD 13 : Action climatique**.

Les secteurs d'intervention de GLOW, à savoir l'agriculture, la foresterie et l'agroforesterie, l'aquaculture, la restauration des terres et le tourisme, s'inscrivent également dans le cadre de **l'ODD 2 : Éliminer la faim (et promouvoir une agriculture durable)**, de **l'ODD 12 : Consommation et production responsables**, et de **l'ODD 15 : Vie terrestre**.¹⁶

Les synergies entre l'émancipation des femmes et le développement durable sont également de plus en plus reconnues par les entreprises. L'autonomisation des femmes représente clairement un avantage financier pour les dirigeants de petites et grandes entreprises. Lorsque les femmes sont autonomes, le réservoir de travailleurs talentueux dans lequel les entreprises peuvent puiser est plus fourni. Le leadership des femmes dans les entreprises bas carbone et résilientes au changement climatique renforce la proposition de valeur des entreprises. Cela permet souvent aux entreprises de mieux comprendre leurs consommateurs et d'établir un lien plus profond avec eux. Ces thèmes résonnent profondément tout au long de ce rapport et sont développés à travers des études de cas.

À PROPOS DE LA TERMINOLOGIE UTILISÉE DANS CE RAPPORT

Dans ce rapport, le terme « bas carbone » est un terme abrégé. Étant donné la nécessité pour l'économie mondiale d'adopter une trajectoire « zéro émission nette de carbone » d'ici le milieu du 21^e siècle, les ambitions à l'égard des secteurs liés à l'utilisation des sols et qui font l'objet du présent rapport doivent être revues à la hausse. Lorsqu'il est question de pratiques « bas carbone », elles incluent bien souvent une gestion des terres, des forêts et des côtes qui permet d'emprisonner le carbone et d'autres gaz à effet de serre présents dans l'air et de les fixer dans les sols et la végétation.

Le terme de « résilience climatique » utilisé dans ce rapport est une expression abrégée. Ce terme englobe bien plus que les pratiques qui permettent aux systèmes de production économique de résister aux crises et aux pressions climatiques, de les absorber et de s'en remettre. La « résilience climatique » désigne également des pratiques qui aident les écosystèmes et diverses espèces à résister aux catastrophes climatiques. Elle englobe la notion d'action « positive pour la nature », conformément au Cadre mondial de la biodiversité.¹⁹

Les projets GLOW n'ont généralement pas été conçus pour aborder explicitement la question de la biodiversité. Si ce rapport présente quelques données probantes de l'impact des activités de GLOW sur les écosystèmes et la biodiversité, la question reste abordée de façon sommaire.

Les travaux de recherche, la documentation et les analyses politiques de GLOW ont également mis en évidence la manière dont les processus de développement bas carbone ainsi que les nombreuses dimensions de la résilience sont essentiels à l'autonomisation économique des femmes. Le programme GLOW se fondait sur l'hypothèse que la transition vers des systèmes de production bas carbone (ou à zéro émission nette) sans tenir compte de la dimension de genre risquait de marginaliser les femmes si elles n'étaient pas pleinement impliquées en tant que leaders et participantes de cette transition. Tous les éléments présentés dans ce rapport confirment cette hypothèse.¹⁷

La recherche a également révélé que dans le cadre de l'autonomisation économique des femmes, il est important à l'ère actuelle de comprendre la résilience des femmes aux chocs et aux pressions climatiques, ainsi que toutes ses dimensions économiques, sociales et psychologiques. La résilience est définie comme la capacité à s'adapter, à anticiper et à absorber les chocs et les pressions climatiques.

La résilience est apparue naturellement comme une question majeure dans le cadre des projets, en raison des risquesⁱⁱⁱ et des impacts^{iv} climatiques importants ainsi que des ondes de choc économiques plus larges (telles que la pandémie de Covid-19) qui touchent les économies dépendantes des ressources naturelles.¹⁸

Dans ces environnements et ces secteurs économiques, il n'est ni facile, ni pratique, ni souhaitable de séparer le « bas carbone » de « la résilience », qu'il s'agisse de la résilience aux chocs et aux pressions climatiques (sécheresse, inondations, vagues de chaleur, fonte des glaces, précipitations irrégulières, élévation du niveau de la mer) ou de la résilience à d'autres événements externes tels que les guerres ou les pandémies. Il est possible d'éviter les émissions tout en renforçant la résilience. Par conséquent, les projets de recherche-action de GLOW ne portent pas uniquement sur le développement bas carbone, mais abordent également de façon pragmatique la résilience, notamment la résilience des écosystèmes, des populations et de leurs moyens de subsistance. Les conclusions et les recommandations font le lien entre ces multiples aspects.

iii Les conséquences négatives potentielles pour les systèmes humains ou écologiques, étant donné les différents objectifs et valeurs de ces systèmes. Les risques liés au changement climatique découlent des conséquences potentielles que ce phénomène va entraîner et des actions entreprises par l'homme pour y faire face.

iv Les conséquences de risques réels pour les systèmes naturels et humains, ces risques résultant de catastrophes climatiques (par exemple des événements climatiques/météorologiques extrêmes), de l'exposition et de la vulnérabilité. Les impacts désignent généralement les conséquences sur les vies, les moyens de subsistance, la santé et le bien-être, les écosystèmes et les espèces, les actifs économiques, sociaux et culturels, les services (y compris les services écosystémiques) et les infrastructures. Les impacts sont aussi appelés conséquences ou résultats et peuvent être positifs ou négatifs.

CHAPITRE 2

DES TRANSITIONS JUSTES À L'ÉCHELLE MONDIALE SONT POSSIBLES

Il est temps d'aborder les questions de genre et de climat ensemble

Le genre et le climat sont trop souvent dissociés dans le domaine du développement. Ils ont souvent été traités en vase clos, tant par le secteur privé que par les politiques publiques. Et ce fut particulièrement le cas durant la période qui a précédé la pandémie de Covid-19. Entre 2020 et 2021, les textes avaient tendance à prôner l'égalité des sexes et le « verdissement » de la relance économique. Les deux concepts ont rarement, voire jamais, été sérieusement intégrés.

Cela transparait clairement dans la politique gouvernementale et les investissements du secteur public, mais également dans les initiatives du secteur privé, comme l'explique Amar Gokhale :

« Pour obtenir des résultats positifs, il est important de prendre les choses sous l'angle de la transversalité et de ne pas considérer le climat ou le genre comme des secteurs cloisonnés. Il est également nécessaire de renforcer les capacités et de mettre en place des cadres adaptés au centre. »²⁰

Bolivie, Atelier de producteurs de quinoa organisé par l'INESAD. © INESAD





C'est seulement en reconnaissant les dynamiques croisées du genre et du climat que l'on peut les intégrer dans les politiques, les programmes et les investissements :

- **L'inégalité entre les sexes aggrave les impacts climatiques pour certains groupes de femmes.** Le changement climatique amplifie les formes existantes de désavantage et d'exclusion, car de nombreuses réponses sociales spontanées aux impacts sont fortement discriminatoires (en corrélation avec l'augmentation du mariage des jeunes filles, de la violence sexiste et du trafic sexuel. Les récits de résilience 2023 du **Centre mondial pour l'adaptation et du CDKN**²¹ fournissent de nombreux exemples au niveau communautaire. Par conséquent, il est nécessaire de créer des systèmes d'autonomisation et de soutien pour différents groupes de femmes et de filles en fonction de leurs vulnérabilités liées aux risques climatiques.
- **L'inégalité entre les sexes rend plus difficile l'accès aux informations climatiques, aux solutions de résilience et aux connaissances, compétences et actifs bas carbone dont certains groupes de femmes ont besoin.** En raison des barrières existantes liées au genre et aggravées par la discrimination fondée sur la caste, l'appartenance ethnique, l'âge, les capacités différentes et la situation matrimoniale, ainsi que par les obstacles économiques, les groupes de femmes ont besoin d'une aide ciblée pour bénéficier des opportunités liées au climat et à la durabilité qui émergent dans les économies locales, nationales, régionales et mondiales. Il existe un « consensus de plus en plus fort sur le fait que le changement climatique et les actions non inclusives en faveur du climat ont des effets différenciés selon le sexe et exacerbent les inégalités entre les hommes et les femmes dans le monde du travail. Les femmes, souvent à l'origine ... d'initiatives inclusives pour une économie bas carbone, sont les premières victimes de ces effets. »²² En outre, l'analyse de la documentation traitant des relations entre le genre et le développement bas carbone par le programme GLOW a révélé que le rôle des femmes dans l'atténuation du changement climatique est souvent mal compris. Les documents de recherche et d'évaluation des programmes bas carbone incluant des questions de genre décrivent le plus souvent l'aide apportée aux femmes dans leur rôle de consommatrices au sein du foyer de biens à faible émission. La promotion de fours écologiques ou améliorés en est un exemple. Ce type d'initiatives très importantes et louables présentent de multiples avantages en termes de développement (par exemple la réduction des tâches ménagères pénibles). Pourtant, de tels programmes ont souvent été conçus pour maintenir le statu quo social plutôt que pour promouvoir l'égalité des sexes.

Très peu de documents traitent du développement de l'autonomie économique des femmes, c'est-à-dire du soutien actif apporté aux femmes en tant que productrices de biens et de services bas carbone ou en tant que responsables de politiques publiques et d'entreprises privées bas carbone. Les femmes ont tout le potentiel de participer à titre égal à l'élaboration d'économies bas carbone, en tant que consommatrices, productrices et dirigeantes de politiques publiques et d'entreprises. Cependant, à l'heure actuelle, la participation des femmes à ces rôles est de forme pyramidale (Figure 4).

FIGURE 4 : Aspects de l'autonomie des femmes décrits dans les publications sur les « transitions justes »²³



Les perspectives des femmes et des pays du Sud remodelent les transitions justes

La transition vers des économies à zéro émission nette et résilientes au changement climatique est au centre des initiatives internationales de partage des connaissances et de négociation dans le cadre de la CCNUCC, selon les priorités des pays.

Les négociations sur le climat comportent deux volets. Le premier volet est le principal sujet de recherche du programme GLOW, et est étroitement lié au second volet :

- le Programme de travail sur la transition juste.
- Les travaux sur l'impact de la mise en œuvre des mesures dans le cadre du pilier Atténuation du changement climatique de la Convention et de l'Accord de Paris.

L'axe de travail « Impact de la mise en œuvre des mesures » a été présenté plus tôt et visait à identifier les impacts socio-économiques des mesures d'atténuation du changement climatique : « Ces impacts peuvent être positifs ou négatifs. La Convention de Paris, le Protocole de Kyoto et l'Accord de Paris cherchent à minimiser les impacts négatifs et à maximiser les impacts positifs de la mise en œuvre des politiques et actions d'atténuation. »²⁴

Cet axe de travail s'est surtout concentré sur les transitions énergétiques, tant au niveau de la production que de la consommation. De nombreux travailleurs ont dû changer d'activité en raison de l'abandon des combustibles fossiles au profit de la production d'énergie bas carbone. L'étude portait sur l'indemnisation, la reconversion, la formation et le redéploiement des travailleurs du secteur de l'extraction du charbon vers des alternatives plus vertes. Les travaux ont également porté sur les instruments politiques susceptibles de protéger les consommateurs démunis et économiquement vulnérables lors de la baisse progressive des subventions aux combustibles fossiles et de la promotion de combustibles plus écologiques.

Comme décrit par **Dupar et Tan (2023)**,²⁵ les discussions portaient généralement sur le redéploiement de la main-d'œuvre. Ce cadre de réflexion éclipsait les besoins des travailleurs occupant les postes les plus défavorisés (les femmes, les travailleurs du secteur informel et des zones rurales des pays du Sud) et qui doivent évoluer vers des emplois plus sûrs, bas carbone, compatibles et résilients au changement climatique, y compris dans le même secteur. Le sujet a été peu abordé dans les publications internationales, notamment en ce qui concerne les impacts socio-économiques de la transition vers une économie bas carbone pour la main-d'œuvre informelle ainsi que d'autres aspects liés aux moyens de subsistance et au bien-être socio-économique.

Paysage du Vietnam.
© Georgina Smith, CIAT

Le discours sur la transition juste s'est développé à partir de débats de diverses voix du Sud dans le cadre plus restreint de discussions sur les « impacts de la mise en œuvre des mesures ».

Par la suite, le mandat du **Programme de travail pour une transition juste**²⁶ a été décidé lors de la COP27 à Charm el-Cheikh (2022) et mis en œuvre lors de la COP28 aux Émirats arabes unis (2023). Il reflète la volonté des gouvernements et des organisations de la société civile des pays du Sud en général d'aborder les questions liées à la transition socio-économique sous un angle beaucoup plus large. Dans le cadre de **la mise en œuvre du plan d'action de Charm el-Cheikh**²⁷, les décisions des gouvernements sont énoncées comme suit :

« 50. *Affirme* que des solutions durables et justes à la crise climatique doivent être fondées sur un dialogue social constructif et une participation effective de toutes les parties prenantes, et constate que la transition mondiale vers une économie bas carbone crée des opportunités de développement économique durable et d'éradication de la pauvreté ; 51. *Met l'accent* sur le fait qu'une transition juste et équitable passe par des solutions qui intègrent plusieurs dimensions (énergétique, socio-économique, main-d'œuvre, etc.), toutes fondées sur des priorités de développement définies au niveau national et incluant la protection sociale afin d'atténuer les effets éventuels de la transition. Souligne l'importance des instruments liés à la solidarité et à la protection sociales pour atténuer les effets des mesures appliquées ; 52. *Décide* d'établir un programme de travail sur la transition juste afin d'examiner les moyens d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris énoncés au paragraphe 1 de l'article 2, dans le contexte du paragraphe 2 de l'article 2. »²⁸ ... "85. *Encourage* les parties à accroître la participation totale, effective et équitable des femmes à l'action climatique et à garantir des actions et des moyens de mise en œuvre tenant compte de la dimension de genre, notamment en mettant pleinement en œuvre le Programme de travail de Lima relatif au genre, afin de revoir à la hausse les ambitions en matière de climat et d'atteindre les objectifs fixés."²⁹

Le programme de travail de la CCNUCC pour une transition juste ouvre le débat sur la manière dont l'éducation, l'information, la formation professionnelle, les mesures de protection sociale et l'accès aux moyens de production peuvent être étendus de manière juste et équitable aux travailleurs et aux petites entreprises qui effectuent des travaux mal rémunérés, dangereux et précaires, qui sont à la fois très vulnérables sur le plan économique et sur le plan climatique, dans divers contextes de développement.

Le Programme de travail pour une transition juste prévoit :

- au moins deux discussions par an pour les Parties et les observateurs – sur les questions de transition juste – qui seront examinées à la table ronde ministérielle annuelle de haut niveau sur la transition juste
- un texte sur les transitions justes à chaque Conférence des Parties (COP)
- un volume croissant d'informations destinées à alimenter le Bilan mondial des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Le programme GLOW contribue à fournir une analyse de divers pays en développement sur la promotion de l'égalité des sexes dans le cadre d'une transition juste, ainsi que des recommandations de politiques et de pratiques concrètes et testées sur le terrain.

À propos de ce rapport

Se fondant sur les données recueillies par le programme GLOW, ce rapport raconte l'histoire de femmes et d'hommes vivant dans des zones majoritairement rurales et périurbaines des pays du Sud et qui, pour la plupart, sont désœuvrés après avoir travaillé dans des mines de charbon ou après avoir abandonné les générateurs diesel polluants ou les engrais chimiques à base d'azote. Ils se retrouvent en situation d'impuissance économique en raison du manque de ressources matérielles, de financement et d'actifs de production pour assurer leur subsistance et leurs activités. Ils tentent alors d'accéder aux énergies et aux moyens de production dont ils manquent cruellement. Ils veulent des moyens de subsistance décents et productifs et sont prêts à abandonner les méthodes conventionnelles polluantes pour adopter des solutions bas carbone et résilientes au changement climatique.

Les projets concernent autant les femmes maraîchères du Sénégal et de Guinée qui souhaitent gagner du temps et réduire la pénibilité de l'irrigation manuelle grâce à l'énergie solaire, que les femmes camerounaises qui travaillent à leur émancipation économique en rétablissant la santé et la fertilité de terres appauvries et improductives.

Les projets impliquent des femmes dans le développement de nouvelles technologies telles que l'aquaculture multitrophique intégrée au Kenya, qui démontrent leur durabilité écologique et climatique et leur potentiel d'autonomisation économique. Les femmes sont également à l'origine de la renaissance de l'artisanat local et autochtone sur les marchés locaux du Népal.

Les perspectives d'autonomisation des femmes dépendent dans une large mesure de leur situation géographique, de leur classe sociale et de leur statut socio-économique, ainsi que des types et des niveaux de production et de consommation existants. Ces éléments sont encadrés par des aspects structurels des économies nationales et par les possibilités offertes par les politiques nationales de gestion des transitions justes.

Cependant, toutes ces histoires ont un fil conducteur : dans le monde actuel, les discours, les politiques et les investissements en matière de transition économique ont été jusqu'à récemment dominés par des sociétés des pays du Nord, à prédominance masculine. Le monde auquel nous aspirons est un monde où les femmes sont codirigeantes, bénéficient équitablement de la transition juste et disposent de ressources adéquates. Ce rapport examine comment y parvenir.



Travail difficile d'une productrice de café, Colombie. © Neil Palmer, CIAT



FIGURE 5 : La contribution de GLOW aux politiques et aux pratiques de transition juste³⁰

Le programme GLOW a évalué, dans le cadre des transitions justes, le potentiel d'autonomisation économique des femmes de secteurs basés sur les ressources naturelles (agriculture, (agro)foresterie, tourisme côtier et marin et écotourisme) sur la base de quatre axes intégrés.

BAS CARBONE OU CARBONE POSITIF

Passer à une production et à une consommation faiblement émettrices en carbone et fournir des services bas carbone à ceux qui n'y ont pas accès (par exemple, une énergie peu polluante) ; favoriser une gestion des terres, de l'eau et des zones côtières et marines qui renforce le captage et le stockage naturels des gaz à effet de serre.



RÉSILIENCE AUX CHOCS ET AUX PRESSIONS CLIMATIQUES (ET AUTRES)

Anticiper et absorber les chocs et les pressions climatiques futurs, s'adapter pour éviter et réduire les conséquences négatives actuelles et futures du changement climatique (par exemple en gérant plus efficacement l'eau pour anticiper la sécheresse) ; renforcer cette résilience peut également permettre de se protéger contre d'autres chocs et pressions qui s'alimentent mutuellement.



ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Promouvoir l'accès équitable des femmes à une transition économique bas carbone et résiliente au changement climatique, ainsi qu'aux avantages qui en découlent en termes de compétences et d'emplois. Ces avantages comprennent l'accès des femmes aux postes de direction, l'égalité de rémunération pour un travail égal et la répartition équitable des tâches non rémunérées, y compris les soins. S'attaquer aux difficultés transversales rencontrées par les femmes autochtones, jeunes, âgées et issues de minorités, ainsi que celles vivant avec un handicap.



UN TRAVAIL « DÉCENT »

Progresser vers des conditions de « travail décent » : rémunération convenable, conditions de travail dignes et non abusives, possibilités d'avancement professionnel, protection sociale (contre la maladie, le handicap, etc.), autant d'éléments qui devraient permettre d'élever et de maintenir le niveau de vie et de survivre en situation de crise.



DES TRANSITIONS JUSTES À L'ÉCHELLE NATIONALE SONT POSSIBLES

CHAPITRE 3

Ce chapitre présente en détail les possibilités économiques bas carbone et résilientes aux changements climatiques. Les projets GLOW apportent des preuves et testent la création d'emplois décents,^v bas carbone et résilients au changement climatique pour les femmes dans 17 pays du Sud. Les données recueillies dans le cadre de ces projets permettent de faire évoluer les politiques et les pratiques.

Une meilleure productivité pour les agricultrices

Bolivie

L'*Altiplano* est un ensemble de hauts plateaux des Andes situés principalement en Bolivie et en partie au Pérou et au Chili. Les communautés autochtones de l'*Altiplano* bolivien vivent dans des conditions climatiques difficiles et subsistent grâce à l'agriculture, principalement en cultivant le quinoa.

Les communautés nourrissent l'espoir de voir la culture du quinoa fournir des emplois sûrs et respectueux de l'environnement. Ces dernières années, les incidents météorologiques catastrophiques se sont multipliés et les communautés ont dû faire face à des changements climatiques aggravés par les pressions économiques et la pandémie de Covid-19. Tous ces chocs ont accru la vulnérabilité des ménages et diminué leur résilience.

La **Constitution bolivienne (2009)**³¹ fait des emplois décents l'un des principaux objectifs de développement du pays [voir : Constitution bolivienne (2009), article 46]. La Constitution promeut également l'égalité sociale et de genre et interdit la discrimination.

v L'Organisation internationale du travail définit le « travail décent » comme un « travail productif qui assure un revenu équitable, des droits sur le lieu de travail et une protection sociale. » Pour une définition complète, consultez le site <https://www.ilo.org/topics/decent-work>

Autonomisation des femmes, usine du Kenya. © Georgina Smith, CIAT

Selon les données de 2019, 91 % des emplois agricoles sont économiquement vulnérables car il s'agit de travaux pour compte propre ou de travaux champêtres non rémunérés pour le compte de la famille.^{vi} Les femmes, en particulier les femmes autochtones, ont les plus forts taux d'emplois vulnérables.

- **Une solution** consiste à créer des possibilités pour les femmes autochtones cultivatrices de quinoa d'adopter des pratiques intelligentes sur le plan climatique et de stabiliser leurs revenus face au changement climatique.
- Dans le cadre du projet GLOW **Création d'emplois verts pour les femmes autochtones dans le cadre d'actions bas carbone de reprise post-Covid-19 et relance du secteur du quinoa en Bolivie**³², des femmes autochtones cultivant du quinoa ont expérimenté des moyens de rendre leurs moyens de subsistance plus sûrs. Le projet a permis d'estimer les empreintes carbone et hydrique de la culture du quinoa dans plusieurs endroits de l'*Altiplano*. Les communautés et les chercheurs appliquent des mesures d'économie d'eau et d'énergie afin de rendre les pratiques agricoles plus durables et les agricultrices moins vulnérables aux perturbations climatiques.

Cameroun

Le Cameroun s'est engagé à restaurer 12 millions d'hectares de terres dégradées dans le cadre de l'**Initiative pour la restauration des paysages forestiers africains (AFR100)**.³³ Lorsqu'elles sont exploitées ou défrichées de manière non durable, les terres se dégradent, ce qui diminue la fertilité des sols ainsi que leurs réserves de carbone et leur richesse biologique. Le Cameroun est un vaste pays qui présente des microclimats et des types de sol et de végétation différents. La meilleure façon de restaurer les terres dépend donc de l'endroit où ces terres se trouvent. Planter des espèces d'arbres appropriées et gérer les arbres, les cultures et le bétail de manière durable peut contribuer à revitaliser les sols et les cours d'eau, dans l'optique de lutter contre la pauvreté.

Les femmes rurales sont au cœur de ces efforts, en raison du rôle essentiel qu'elles jouent dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la gestion des arbres et des terres. Cependant, leur participation à la restauration des terres est freinée par des facteurs socioculturels et institutionnels. L'apport d'un soutien technique et de fournitures aux associations de femmes rurales, souvent par l'intermédiaire d'ONG, peut constituer une forte incitation à la participation des femmes.

- **Une solution** consiste à permettre à un plus grand nombre de femmes et de groupes minoritaires des zones rurales de mener des initiatives de restauration des terres et de développer des activités arboricoles au Cameroun. Leur sécurité financière, alimentaire et nutritionnelle s'en trouverait améliorée.
- Le projet **Restauration des terres pour l'autonomisation post-Covid et la réduction de la pauvreté des femmes rurales et autochtones du Cameroun**³⁴ de GLOW vise à renforcer les politiques gouvernementales et les pratiques commerciales afin de favoriser le leadership et la participation des femmes et des groupes minoritaires et leur permettre de bénéficier des initiatives de restauration des terres.

vi L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) classe les travaux familiaux et pour compte propre dans la catégorie des « travaux vulnérables ».

Sénégal et Guinée

Les gouvernements du Sénégal et de la Guinée comptent tous deux sur les énergies renouvelables – énergies solaire, hydroélectrique et éolienne – pour soutenir leur transition énergétique verte et répondre à leurs besoins croissants en énergie.

Le secteur de l'horticulture fournit de nombreux emplois aux femmes dans les deux pays et connaît une croissance rapide. L'horticulture contribue au PIB du Sénégal et de la Guinée respectivement à hauteur de 16 % et de 5 %, et sa production a augmenté de 37 % entre 2012 et 2018. Les femmes sont très présentes dans les filières horticoles, de la production à la commercialisation et à la transformation. Cependant, certaines activités telles que l'irrigation des plantes prennent beaucoup de temps aux cultivateurs et nécessitent un investissement financier. Le travail d'irrigation est également fastidieux, en particulier pour les petites exploitations qui l'effectuent à la main.³⁵

Une solution consiste à offrir aux femmes un meilleur accès à l'énergie solaire pour l'irrigation dans l'horticulture, ce qui allégerait leur charge de travail et leur permettrait de dégager du temps pour elles ou pour d'autres activités génératrices de revenus.

- Le projet **Transition énergétique en Guinée et au Sénégal en faveur de l'autonomisation économique des femmes grâce à la filière horticole dans un contexte post-Covid**³⁶ de GLOW démontre les bénéfices qu'apportent l'accès et le contrôle par les femmes des systèmes d'irrigation à énergie solaire. Les preuves présentées contribueront à la prise de décisions politiques en vue d'établir un cadre réglementaire et des politiques publiques soutenant la généralisation de ces systèmes.

Le leadership des femmes dans les filières agricoles

Amérique centrale

De nombreux fabricants et détaillants internationaux s'approvisionnent en produits agricoles et en aliments transformés dans des pays d'Amérique centrale comme le Salvador, le Guatemala et le Nicaragua.

L'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets sont cependant encore mal gérées dans ces chaînes de valeur. Les pays restent très vulnérables aux conséquences du changement climatique et leur bilan carbone pourrait être nettement amélioré.

Les chefs d'entreprise sont peu informés des disparités de genre au sein des chaînes de valeur agricoles et de la manière de créer de nouveaux emplois décents pour les femmes dans le secteur.

- **Une solution** consiste à mieux intégrer les travailleuses dans les chaînes de valeur agricoles des grandes entreprises en leur offrant des emplois bien rémunérés et sûrs, tout en rendant ces chaînes de valeur plus « vertes ». Cette stratégie à deux volets pourrait sensiblement augmenter les revenus des femmes, créer des emplois résilients et accélérer la transition vers des économies bas carbone.



- Le projet **Renforcer l'autonomie des femmes dans les filières agricoles pour une transition bas carbone en Amérique centrale**³⁷ de GLOW élabore des recommandations sur la manière dont les entreprises agricoles du Salvador, du Guatemala et du Nicaragua peuvent réduire l'empreinte carbone et hydrique de leurs filières tomate et cacao. Cela peut créer des occasions pour les femmes d'améliorer leur situation économique, notamment en renforçant leurs compétences en matière de gestion de l'eau et des émissions de carbone.

Malawi

Au Malawi, la plupart des gens vivent dans des zones rurales. Près des deux tiers des terres cultivées sont occupées par de petites exploitations de maïs. Les agriculteurs utilisent peu d'intrants agricoles et dépendent de l'eau de pluie. Leurs rendements sont faibles et ils sont pris au piège d'une pauvreté chronique et de l'insécurité alimentaire. Le tabac est depuis longtemps la principale culture de rente du Malawi. Toutefois, la demande mondiale de tabac est en baisse. Le gouvernement cherche à restructurer l'économie par le biais de cultures de rente alternatives susceptibles d'améliorer les moyens de subsistance des populations rurales et de générer des exportations.

Le changement climatique compromet également les moyens de subsistance des agriculteurs. Il peut s'agir de précipitations irrégulières ou de conditions météorologiques extrêmes telles que des tempêtes fréquentes. Ces différents facteurs, combinés à la pandémie de Covid-19, ont plongé les foyers d'agriculteurs encore plus dans la pauvreté. Les femmes sont particulièrement touchées en raison des normes et des barrières locales discriminantes.

Les marchés domestiques et d'exportation de produits fruitiers sélectionnés tels que les mangues et les noix de macadamia transformées sont en pleine croissance au Malawi. Les arbres fruitiers et à noix prospèrent dans les systèmes agroforestiers – « les plantations d'arbres sur les terres agricoles ». La bonne gestion de ces systèmes peut permettre d'enrichir les sols et d'emprisonner le carbone. Ils offrent également aux agriculteurs une certaine protection contre les effets du changement climatique, car les espèces diversifiées des systèmes agroforestiers sont plus résistantes que les cultures agricoles individuelles.

- **Une solution** consiste à fournir aux petits exploitants agricoles les ressources et la formation appropriées pour intégrer les filières des fruits et de la noix de macadamia et améliorer ainsi leurs perspectives économiques. En concevant des activités d'autonomisation économique qui luttent contre les normes sociales discriminatoires et donnent aux femmes l'accès aux connaissances, aux compétences, au financement et à d'autres actifs de production, cela contribuera à faire progresser la question de la parité.

- Le projet **Accorder la priorité aux solutions en faveur de l'autonomisation et de la résilience des femmes dans les filières d'arbres à fruits comestibles au Malawi (POWER)**³⁸ de GLOW a sollicité la collaboration des partenaires des secteurs public et privé, des universités et des ONG pour codévelopper et tester des activités de transformation des mangues et des noix de macadamia par les femmes. La collaboration avec les autorités régionales et nationales ainsi qu'avec les entreprises privées permet de faire évoluer les politiques et les pratiques de sorte qu'un plus grand nombre de femmes s'impliquent dans les activités porteuses de la chaîne de valeur et gagnent en autonomie.

Népal

Au Népal, les hommes quittent la campagne pour aller travailler dans les villes et à l'étranger, si bien que les femmes constituent la majeure partie de la main-d'œuvre agricole. Elles doivent prendre soin des jeunes et des personnes âgées qui dépendent d'elles, en plus de leurs tâches agricoles.

L'agriculture est un secteur très sensible au climat. Les possibilités de promouvoir la résilience climatique grâce aux mesures d'adaptation basées sur les nouvelles technologies et pratiques – ou même en généralisant des pratiques autochtones efficaces – sont considérables. Bien que le gouvernement et la Constitution défendent fermement l'égalité des sexes, les investissements et les pratiques ne sont pas encore suffisants pour permettre aux femmes d'acquérir des compétences et des technologies intelligentes sur le plan climatique dont elles peuvent tirer parti.

La pandémie de Covid-19 a eu davantage de conséquences pour les femmes du Népal et a aggravé leur vulnérabilité face au climat.

- **Une solution** consiste à créer un écosystème entrepreneurial sensible à la question de l'égalité des genres et qui soutient l'autonomisation économique des femmes. Cela permettrait de tirer parti de l'utilisation croissante des technologies numériques et d'être en harmonie avec les mesures en faveur de l'autonomisation des femmes des Contributions déterminées au niveau national (CDN) du Népal. Celles-ci donnent la priorité aux pratiques agroforestières à faible empreinte carbone, aux politiques favorisant la parité, à une économie inclusive, à des paysages agricoles sains et à un meilleur accès aux technologies agricoles intelligentes sur le plan climatique.
- Dans le cadre du projet **Coproduction d'un écosystème commercial résistant aux crises pour les entreprises dirigées par des femmes au Népal**³⁹ de GLOW, une enquête est menée conjointement avec des femmes locales et des « dialogues délibératifs » sont organisés avec des agricultrices, des négociants et des détenteurs de pouvoir locaux, tels que des fonctionnaires (également des entrepreneurs forestiers, voir la section sur les entreprises forestières durables dirigées par des femmes). Le projet vise à renforcer la voix des femmes, leur confiance en elles et leur participation active à la création de chaînes de valeur pour leurs petites entreprises.
- En réponse aux besoins des agricultrices en particulier, le marché hebdomadaire des agriculteurs locaux a été rouvert après le Covid. Dans le but de garantir la continuité des efforts, le projet a souligné l'importance d'intégrer la dimension de genre dans la budgétisation des plans municipaux. Cette approche vise à répondre durablement aux besoins et aux priorités des agricultrices à l'avenir et a été adoptée avec succès dans une municipalité. Dans une autre localité, les efforts ont abouti au soutien technique et institutionnel d'une coopérative agricole locale et au renforcement de l'esprit d'entrepreneuriat des femmes, grâce à l'aide apportée à la promotion et à la commercialisation des légumes cultivés.


Asie du Sud-Est

Les petits exploitants constituent l'armature de l'agriculture de l'Asie du Sud-Est. Les femmes représentent environ 32 % de la main-d'œuvre agricole dans les pays exportateurs de produits agricoles, dans des communautés où le taux de pauvreté est 50 % plus élevé que dans les villes.

Les décideurs politiques de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont reconnu l'importance de l'agriculture pour atteindre les objectifs d'atténuation du changement climatique de la région. Les sols, les arbres et les cultures peuvent stocker d'importantes quantités de gaz à effet de serre, particulièrement si des efforts sont déployés pour protéger et restaurer les forêts. Le secteur pourrait grandement contribuer à la résilience climatique, grâce à de bonnes pratiques d'adaptation locales.

La plupart des femmes ne travaillent souvent que comme ouvrières agricoles, possèdent rarement des terres, sont moins éduquées et alphabétisées que les hommes et assument la majeure partie des soins non rémunérés. Puisque les hommes migrent vers les villes pour travailler, de plus en plus de femmes se retrouvent à la tête des foyers et sont vulnérables aux chocs climatiques et économiques.

- **Une solution** consiste à favoriser l'intégration du climat et du genre dans les politiques et les pratiques des acteurs de la filière agricole. Plus précisément, la pandémie de Covid-19 a mis à mal les moyens de subsistance de 55 millions de petits exploitants agricoles. Le **plan de mise en œuvre du Cadre de redressement global de l'ASEAN pour la reprise post-Covid-19**⁴⁰ a été l'occasion de mettre en place des actions tenant compte de l'égalité des sexes et du climat.
- Le projet **La relance verte de l'ASEAN par l'équité et l'autonomisation (AGREE)**⁴¹ de GLOW aide les entreprises agroalimentaires et sociales à intégrer la dimension de genre et à renforcer l'inclusion tout en contribuant aux objectifs nationaux et régionaux en matière de climat. Les entreprises testent des formations destinées aux agricultrices et aux coopératives sur le développement des affaires, l'accès aux marchés, la préservation de l'environnement et les pratiques intelligentes en matière de climat. Dans le cadre du projet, les décideurs politiques reçoivent des conseils pratiques sur la réalisation des objectifs des CDN et l'autonomisation des femmes par le biais de mesures incitatives, de marchés publics, de programmes de financement et de politiques alignées sur les CDN.



Récolte des feuilles pour la fabrication d'assiettes. © Srijana Baral



Entreprises forestières durables dirigées par des femmes

Népal

Plus de 40 % de la superficie du Népal est couverte de forêts. Le gouvernement du Népal a présenté la gestion durable des forêts saines comme une priorité en matière d'adaptation et d'atténuation dans ses **CDN**.⁴² Le gouvernement et les communautés locales reconnaissent également que les forêts constituent une source importante de revenus, de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de matériaux pour les maisons et de soutien à la vie culturelle, religieuse et spirituelle.

Les femmes sont fortement impliquées dans la gestion des forêts. Le Népal a pris des dispositions strictes en matière d'égalité des sexes dans sa Constitution et dans ses CDN. La réglementation prévoit une plus grande représentation des femmes au sein des groupes d'utilisateurs des forêts communautaires. Cependant, dans la réalité, les femmes ont peu de pouvoir de décision sur les ressources naturelles. Les femmes autochtones, les Dalits (historiquement connues comme « les intouchables »), les femmes pauvres, sans terres, handicapées, célibataires ou veuves, sont exclues de ce système.

- **Une solution** serait d'améliorer la gestion, la technologie et les marchés des produits forestiers de manière à renforcer l'autonomie économique et la résilience climatique des femmes des zones rurales du Népal. Toutefois, certaines difficultés les empêchent d'utiliser leurs connaissances et leurs compétences pour créer un avenir plus durable.
- Pour surmonter ces défis, le projet de recherche-action Autonomisation économique des femmes grâce à des solutions forestières⁴³ de ForestAction Nepal vise à améliorer le statut économique des femmes grâce à des activités bas carbone basées sur les ressources forestières. L'objectif est de permettre aux femmes et aux communautés marginalisées de relever les défis posés par le changement climatique et les pandémies telles que Covid-19. En fait, le projet a déjà aidé des femmes à acquérir les compétences nécessaires pour lancer leur propre entreprise en transformant et en commercialisant des produits forestiers récoltés de manière durable. Pas moins de 18 entreprises dirigées par des femmes ont été soutenues dans le lancement et le développement de leurs activités.
- Le projet Coproduction d'un écosystème commercial résistant aux crises pour les entreprises dirigées par des femmes au Népal (CREW)⁴⁴ a également permis de travailler avec des femmes sur la gestion durable de la *gaulthérie*, une plante aromatique de grande valeur. Dans l'un des sites, cet arbuste forestier constitue la principale source de revenus pour les femmes.
- Ces deux initiatives lancées au Népal ont démontré que la collaboration continue avec les groupes d'utilisateurs des forêts peut faciliter l'émergence d'un leadership féminin au sein des institutions locales et favoriser des formes plus inclusives de gouvernance forestière.

Emplois décents pour les femmes dans l'aquaculture

Kenya

Le projet **Kenya Vision 2030**⁴⁵ vise à faire du Kenya « un nouveau pays industrialisé à revenu intermédiaire, offrant une grande qualité de vie à tous ses citoyens dans un environnement propre et sûr ». Dans cette optique, l'économie bleue (liée aux océans, aux côtes et aux lacs) est aujourd'hui l'un des secteurs économiques prioritaires du gouvernement kenyan. L'économie bleue est considérée comme un moteur de croissance et de développement, qui peut contribuer dans une grande mesure à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la création d'emplois, de revenus, de richesses et de recettes en devises, ainsi qu'à la réduction de la pauvreté.

Cependant, la place des femmes dans l'économie bleue n'est pas assurée. En raison des inégalités structurelles qui existent dans les communautés de pêcheurs des zones côtières du Kenya, les femmes ont été les premières à pâtir de la baisse brutale des opportunités commerciales. Elles ont enregistré les plus importantes pertes et une baisse des rendements. En effet, les femmes ont un accès limité aux ressources marines, elles se sentent en insécurité en mer, elles n'ont pas les compétences et les capitaux nécessaires pour investir dans des navires de pêche et des installations de traitement après capture, et elles subissent des pressions sociales et des discriminations liées aux rapports de force établis au sein de leurs communautés.

- **Une solution** serait d'offrir aux femmes des emplois décents dans la culture des algues et l'élevage des poissons, à l'aide de nouvelles technologies. Ce travail leur assurerait des revenus sûrs et un environnement de travail sécurisé, tout en leur permettant de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.
- Le projet **Culture des algues et pisciculture : Opportunités d'autonomisation économique et de résilience de la population kenyane grâce aux produits de la mer dans un contexte post-Covid-19**⁴⁶ de GLOW montre comment l'aquaculture multitrophique intégrée (AMTI), l'élevage de poissons et la production d'algues peuvent favoriser l'émancipation économique des femmes. Des efforts sont faits pour renforcer l'action des femmes,^{vii} leurs ressources et leurs structures institutionnelles afin de créer des emplois productifs bas carbone et résilients au changement climatique dans les comtés de Kwale et de Kilifi. Les auteurs du projet espèrent que ces expériences pilotes pourront se généraliser afin de créer une économie bleue plus équitable pour les femmes. Vous trouverez de plus amples informations sur le site Web du projet.⁴⁷

vii **Autonomie** : la capacité d'agir ou de choisir l'action à entreprendre (Dictionnaire anglais de Cambridge)





L'autonomisation des femmes grâce au tourisme durable

Bolivie

En Bolivie, les secteurs fortement émetteurs en gaz à effet de serre, tels que l'industrie minière, ont été privilégiés dans la structure de l'économie. Aujourd'hui, le débat national porte sur les moyens de soutenir les différents secteurs de l'économie afin qu'ils se développent de manière plus durable sur le plan écologique et qu'ils assurent des revenus décents et équitables aux femmes et aux hommes.

L'écotourisme est au centre de l'attention. Les femmes sont déjà bien représentées dans les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie. Les visiteurs apprécient l'artisanat et les activités écologiquement durables, telles que la randonnée et le cyclisme, où les femmes excellent déjà soit comme productrices, soit comme guides.

- **La solution** serait de développer le secteur de l'écotourisme de manière à permettre aux hommes et aux femmes de s'émanciper sur le plan économique. L'écotourisme pourrait générer des recettes en devises tout en offrant aux hommes et aux femmes un travail décent. Il permettrait à la Bolivie d'abandonner les activités minières à prédominance masculine et nocives pour l'environnement sur lesquelles le pays s'appuyait par le passé. Le secteur pourrait se développer de manière à protéger et à mettre en valeur ses nombreux atouts naturels et culturels, en particulier grâce au tourisme à forte valeur ajoutée.
- Le projet **Le tourisme, moteur d'un développement durable et respectueux de l'égalité des sexes en Bolivie**⁴⁸ de GLOW vise à orienter la trajectoire de développement du pays. Dans le cadre du projet, l'Observatoire du tourisme durable **ORBITA**⁴⁹ a été créé. Cette nouvelle institution a pour mission de stimuler la réflexion, la formation et l'innovation afin de développer un écotourisme respectueux de l'égalité des genres.
- Les conclusions du projet ont eu un tel écho auprès du gouvernement bolivien que l'équipe travaille actuellement avec le Bureau de la Vice-présidence à la rédaction d'un décret suprême définissant comment le tourisme a le potentiel de devenir le principal produit d'exportation de la Bolivie en seulement 5 à 6 ans, générant des devises étrangères indispensables et des centaines de milliers d'emplois de haute qualité, en particulier pour les femmes et les jeunes, avec un minimum de dommages environnementaux.

L'autonomisation des femmes dans les économies circulaires

Afrique de l'Est

La main-d'œuvre agricole africaine est majoritairement composée de femmes. Pourtant, elles ont des taux de productivité agricole inférieurs à ceux de leurs homologues masculins. Elles doivent cette sous-performance non pas à leur manque d'habileté mais à leur accès limité aux intrants agricoles, à la propriété foncière et aux marchés où écouler leurs produits. Ces difficultés n'ont fait que s'aggraver pendant la pandémie de Covid-19.⁵⁰

Selon la FAO, la productivité agricole en Afrique subsaharienne augmenterait de 20 % si les femmes avaient un accès égal aux intrants et aux terres. Des changements notables dans l'accès des femmes à ces actifs de production permettraient d'accroître la productivité et d'autonomiser les femmes en tant qu'agricultrices, employées, consommatrices et partenaires.⁵¹

La solution à apporter à la baisse des rendements ne consiste pas nécessairement à acheter davantage d'intrants agricoles externes. De nombreuses technologies et techniques émergentes de régénération^{viii, 52} et d'économie circulaire^{ix, 53} offrent des solutions intelligentes sur le plan climatique, avec des retours sur investissement rapides et/ou des avantages en termes d'économies d'argent. Ces technologies peuvent également offrir aux femmes des opportunités économiques le long des chaînes de valeur, opportunités relativement peu demandeuses en terres. Citons par exemple l'élevage de mouches soldats noires, pratique qui se développe en Afrique subsaharienne : les mouches se nourrissent de déchets organiques et produisent un compost de grande qualité, tandis que les larves constituent une alimentation riche en protéines pour le bétail. Il s'agit d'une forme de bioéconomie circulaire.

Citons également l'aquaponie, une nouvelle technique d'agriculture durable qui combine l'aquaculture (élevage de poissons) et l'hydroponie (culture de plantes sans terre). Son système de production requiert peu d'intrants, émet peu de carbone et est résilient au changement climatique. L'aquaponie a le potentiel de transformer en profondeur la vie des femmes en Afrique, d'améliorer leur autonomie économique et leur sécurité alimentaire et de rendre leurs pratiques environnementales plus durables.

- Une solution consiste à présenter les « perspectives d'investissement intelligentes en matière de climat et d'égalité des sexes » à un plus grand nombre d'entrepreneurs, en leur démontrant l'intérêt financier et à long terme d'intégrer ces deux aspects. L'introduction de technologies et de techniques de (bio)économie régénératrice et circulaire peut également contribuer à réduire les vulnérabilités au changement climatique (les précipitations imprévisibles, etc.) et à accroître les rendements agricoles des travailleuses et des entrepreneurs.
- Le projet **Réorienter le secteur privé vers des solutions agricoles climato-intelligentes afin de lutter contre les inégalités de genre**⁵⁴ de GLOW s'est déployé dans les pays d'Afrique de l'Est que sont le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda et le Rwanda. Le projet s'est focalisé sur un ensemble de petites et moyennes entreprises utilisant des technologies et des pratiques d'agriculture régénératrice et d'économie circulaire. Ce projet a démontré le bien-fondé d'intégrer les questions de genre et de climat. Il a permis d'identifier les types de soutien spécifiques que les travailleuses et les entrepreneuses souhaitent obtenir et de définir comment les politiques gouvernementales et les normes commerciales pourraient permettre aux entreprises peu polluantes et respectueuses de l'égalité des sexes de prospérer.

viii **L'agriculture régénératrice** est un mode d'agriculture axé sur la santé des sols. Lorsque les sols sont sains, ils sont plus productifs et chargés de nutriments. Ils stockent également plus de carbone et favorisent la biodiversité, c'est-à-dire la variété des espèces. » (FEM)

ix **L'économie circulaire** vise à « réduire l'utilisation de matières premières vierges et la production de déchets, à améliorer la circularité des matières premières utilisées, et à prolonger leur durée de vie, bouclant ainsi les cycles économiques et écologiques des flux de ressources ». (Paes et al. 2019)

ANALYSES TRANSVERSALES : POURQUOI L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET L'ACTION CLIMATIQUE VONT DE PAIR

La contribution des femmes est cruciale au développement et fait la différence

L'autonomisation économique des femmes et les mesures de lutte contre le changement climatique sont indissociables, car les femmes apportent des perspectives et des expériences différentes en tant que productrices, consommatrices, entrepreneures et élaboratrices de plans d'action. Pour cette raison, les femmes de tous horizons doivent être impliquées en tant que participantes et dirigeantes.

Lorsque les femmes participent à la conception et à la planification, elles donnent leur point de vue sur la faisabilité de la production et de la conception du produit, ainsi que sur la logistique et le marketing. Elles fournissent notamment des conseils sur l'adéquation des produits aux différents segments du marché. Les femmes sont souvent mieux informées que les hommes sur la consommation et l'utilisation des produits, en raison de leur rôle économique traditionnel.

CHAPITRE

4



Une femme coupe la citronnelle pour la production d'huile essentielle, Népal. © Chandra Shekhar Karki, CIFOR

En Bolivie, par exemple, les femmes créatrices d'entreprises [dans le secteur du tourisme] ont souvent un accès limité au financement, ce qui les empêche de se développer et de s'épanouir sur le plan personnel et professionnel. Malgré ces obstacles, le secteur offre des opportunités uniques aux femmes. Les femmes sont souvent celles qui prennent les décisions concernant les vacances et les activités en famille. Elles sont bien placées pour diriger des entreprises d'écotourisme respectueuses de l'environnement. En outre, la notion « d'entraide » est cruciale. Le besoin est croissant en offres touristiques spécialement conçues pour les femmes, qui mettent l'accent sur des expériences de voyage sûres et agréables.⁵⁵

L'accès des femmes aux technologies émergentes stimule l'innovation et l'apprentissage

Les perspectives différentes et les compétences acquises par les femmes contribuent également à une meilleure efficacité des technologies émergentes bas carbone et résilientes au changement climatique. Cela est particulièrement évident dans l'aquaculture multitrophique intégrée (AMTI) pratiquée dans les régions côtières du Kenya, où elle constitue une alternative écologiquement durable à la pêche conventionnelle.

Les systèmes AMTI reposent sur la culture de diverses espèces (poissons, crustacés et algues marines) qui interagissent favorablement les unes avec les autres sur le plan écologique. Les déchets produits par les poissons constituent une source précieuse de nutriments pour les algues, qui à leur tour contribuent à la purification de l'eau et à la santé globale de l'écosystème. Achieng G. et al. concluent que l'AMTI fonctionne nettement mieux lorsque les femmes sont impliquées à tous les niveaux des activités. Selon eux, l'intégration de la dimension de genre dans les expériences pilotes et généralisées des systèmes AMTI n'est pas seulement une question de justice sociale, mais aussi un moyen pragmatique d'obtenir des résultats probants et de pérenniser l'utilisation de ces systèmes :

« Par exemple, dans de nombreuses sociétés, les femmes interviennent généralement dans la transformation et de la commercialisation des produits issus de l'aquaculture, tandis que les hommes s'occupent davantage des aspects liés à la culture et à la récolte.

« En reconnaissant et en intégrant ces compétences et rôles spécifiques au genre dans le projet Blue Empowerment, le projet a permis de gagner en efficacité, en productivité et en équité sociale. Cette approche permet au système AMTI d'offrir des avantages tels que la diversification économique, la préservation de l'environnement et le bien-être social, de façon équitable aux hommes et aux femmes, contribuant ainsi à la résilience et à la réussite du projet. »⁵⁶

Les femmes apportent des compétences et des connaissances ancestrales qui sont par nature bas carbone et résilientes au changement climatique

Les normes socioculturelles qui ont sous-tendu les rôles différenciés des femmes et des hommes dans la société induisent des connaissances et des compétences spécifiques chez les femmes, dont la transmission est très importante dans le contexte de la transition vers des économies bas carbone et résilientes au changement climatique.

Comme l'explique le projet **La relance verte de l'ASEAN par l'équité et l'autonomisation** de GLOW, les femmes jouent un rôle très important dans la culture du maïs aux Philippines.⁵⁷ En témoigne « la présence des femmes dans la plupart des activités de la chaîne de valeur. Grâce à leur diligence dans l'entretien des exploitations et à l'utilisation de pratiques respectueuses du climat, elles obtiennent des bons rendements. » Plus de la moitié des cultivatrices de maïs interrogées s'occupent de la récolte, de la lutte contre les parasites, de la pulvérisation, de l'élagage, du défrichage, de l'entretien des terres et du repiquage. En désherbant elles-mêmes, elles réduisent les besoins en herbicides et contribuent ainsi à la durabilité écologique. Cette culture responsable est souvent passée inaperçue. La contribution pourtant essentielle des femmes à la production responsable de maïs est peu valorisée. En l'absence de femmes pour effectuer ce travail, la différence est flagrante :

« À Maguindanao, les femmes abandonnent les exploitations de maïs et s'expatrient pour travailler comme femmes de ménage. Avec moins de femmes disponibles pour s'occuper du désherbage, du nettoyage et de l'entretien des terres (sans compter les fonctions de reproduction), les champs de maïs sont négligés. Les mauvaises herbes envahissent les champs. De ce fait, au lieu de cultiver le maïs blanc local, les hommes préfèrent les variétés de maïs à haut rendement et tolérantes au glyphosate. Ces variétés résistantes à la sécheresse s'adaptent bien au changement climatique, mais elles sont également gourmandes en intrants et plus coûteuses, et leur production émet davantage de gaz à effet de serre (GES). »⁵⁸

Au Népal, le projet ForestAction Nepal a soutenu 18 entreprises forestières durables dirigées par des femmes autochtones, qui fabriquent des bols, des assiettes et des seaux/paniers en plastique à partir de produits forestiers non ligneux, une alternative écologique au plastique. La production et la vente de ces produits durables apportent des avantages économiques directs aux femmes autochtones et aux femmes des castes inférieures et renforcent leur confiance en elles. Les « bols et assiettes bio » (Duna-Tapari) et les paniers tissés sont utilisés dans le cadre des rituels religieux. Ils font donc l'objet d'une forte demande locale et constituent une importante chaîne de valeur. Leur fabrication repose sur les techniques traditionnelles des femmes, qui se renforcent et sont remises au goût du jour dans les communautés. La production de ces articles a fourni des revenus immédiats, réguliers et sûrs aux productrices et a favorisé l'emploi des personnes âgées et à mobilité réduite.⁵⁹

Le domaine des emplois verts et décents recèle de nombreuses possibilités d'autonomisation économique pour les femmes

Les projets de recherche-action de GLOW ont étudié la manière de renforcer les transitions économiques bas carbone et résilientes au changement climatique dans quatre grandes dimensions, décrites dans la **Figure 6** ci-dessous :

1. Introduire des techniques et des technologies de gestion intelligentes face au climat (par exemple l'irrigation à l'énergie solaire) peut être bénéfique aux activités actuelles telles que les travaux agricoles de petits cultivateurs, dont la productivité est faible et qui sont vulnérables au changement climatique. Cela peut réduire les niveaux actuels de travail manuel, améliorer la productivité, les rendements et la stabilité des revenus, et rendre le travail plus gratifiant.
2. Intégrer le climat dans les activités à plus forte valeur ajoutée dans l'agriculture et les chaînes de valeur (agro)forestières, où il existe un potentiel d'introduction de mesures d'évitement des émissions et de résilience climatique (telles que la réduction des empreintes carbone et eau dans les activités de traitement, d'emballage, de distribution, de marketing et de commerce).
3. Consolider les projets pilotes et développer les activités reposant sur de nouvelles technologies et des techniques de production résilientes au changement climatique et qui sont par nature bas carbone ou carbone positives (l'aquaponie, la culture hydroponique, l'élevage de la mouche soldat noire, etc.).
4. Renforcer la viabilité financière, consolider et développer les entreprises basées sur des métiers existants dirigés par des femmes, qui sont fondamentalement bas carbone/carbone positifs et résilients au changement climatique et souvent basés sur les techniques et connaissances locales et autochtones des femmes (tels que les produits forestiers non ligneux durables et l'écotourisme communautaire).

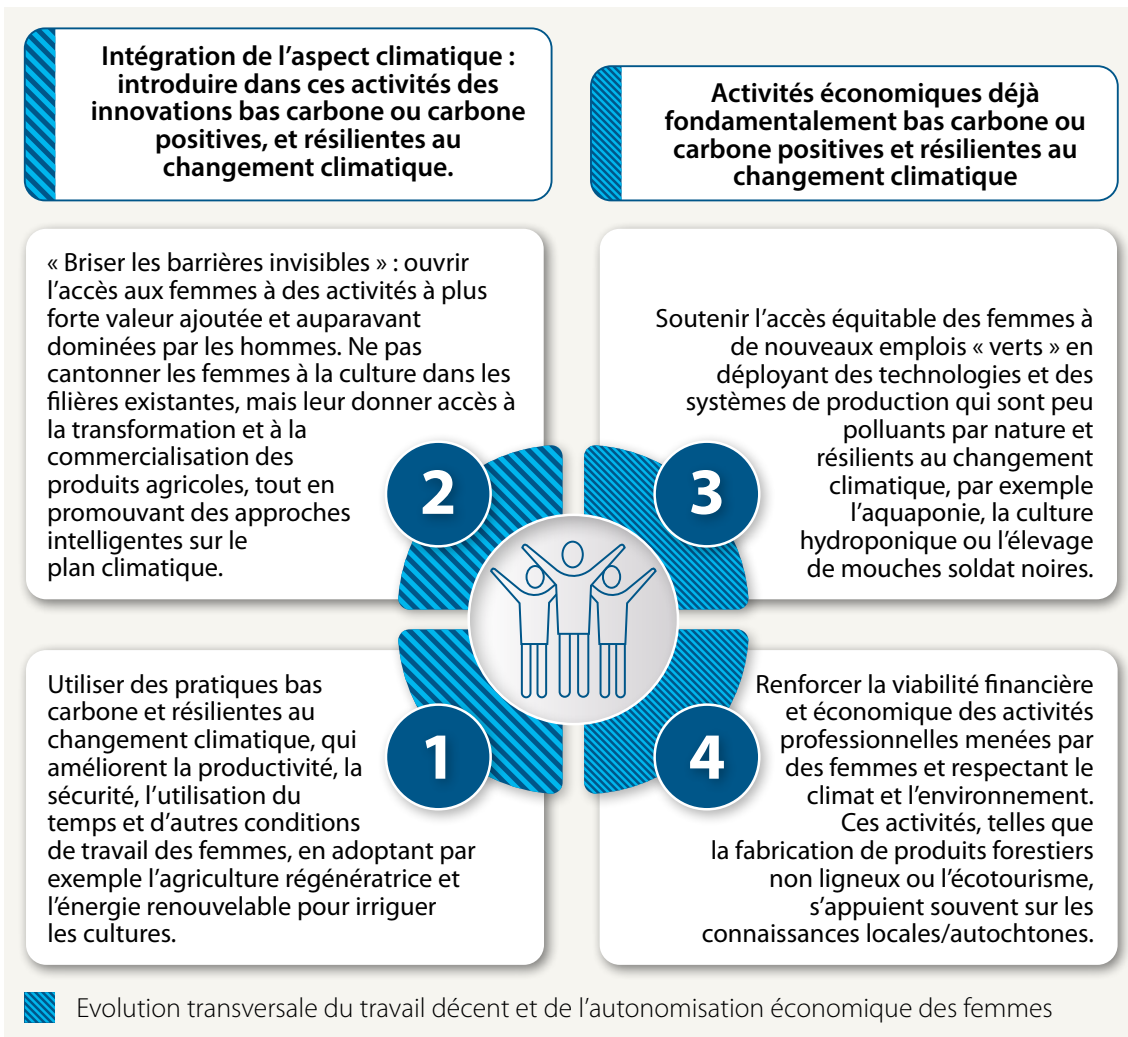
Les catégories 1 et 4 regroupent généralement plus de femmes que d'hommes, mais cela dépend beaucoup du contexte. Les normes sociales peuvent en outre limiter la participation des femmes à la catégorie 2. La catégorie 3 semble plus ouverte au changement et à la création de nouvelles normes plus équitables pour les femmes. Cependant, les préjugés socio-culturels concernant l'accès des femmes aux nouvelles technologies peuvent influencer la manière dont la participation des femmes est appréhendée.

Toute stratégie d'autonomisation des femmes devra tenir compte du positionnement des femmes dans chaque quadrant et ce, qu'il soit dominé par les femmes, par les hommes ou qu'il soit émergent. Le chapitre suivant aborde les défis, les opportunités et les recommandations du programme GLOW en matière d'autonomisation économique des femmes. Chaque défi et recommandation doit être interprété à la lumière du positionnement des femmes dans les différents domaines professionnels. Par exemple, le besoin reconnu d'une participation accrue des femmes au leadership dans le cadre d'une transition bas carbone et résiliente au changement climatique est particulièrement évident pour les catégories 1, 2 et 3, qui comptent peu de femmes dirigeantes. La nécessité d'améliorer l'accès des femmes aux moyens de production et les stratégies spécifiques pour y parvenir s'appliquent aux quatre catégories.



Les quatre catégories recèlent un potentiel considérable d'autonomisation économique des femmes, qui s'il est exploité, boostera les possibilités de réduction des émissions de carbone et de résilience au changement climatique dans chaque catégorie d'activité économique. Cela requiert une analyse approfondie de la question du genre et des stratégies à multiples facettes, adaptées à chaque contexte.

FIGURE 6 : Pistes d'autonomisation économique des femmes dans le cadre d'une transition juste vers un monde zéro émission nette et résilient au changement climatique⁶⁰



Source : Graphique d'origine des auteurs

CHAPITRE

5

STRATÉGIES COURANTES D'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES DANS DES TRANSITIONS BAS CARBONE

Dans ce chapitre, nous allons identifier un ensemble d'obstacles (sociaux, politiques, économiques, écologiques, technologiques) à l'autonomisation économique des femmes dans le contexte des transitions vers une économie bas carbone et résiliente au changement climatique. Seront également présentées les stratégies pratiques permettant de surmonter chaque obstacle, telles qu'elles ont été mises en œuvre dans le cadre des projets GLOW.

Tourisme scientifique et animalier en Bolivie. © SDSN Bolivia



Certaines barrières et solutions sont d'ores et déjà largement reconnues et même mentionnées spécifiquement dans les Objectifs de développement durable. D'autres abordent l'autonomisation des femmes dans le cadre du développement bas carbone et résilient au changement climatique sous un angle complètement nouveau. Le chapitre 6 est consacré aux conclusions et aux recommandations. Il présente les domaines qui se prêtent particulièrement bien aux projets pilotes, à la recherche et à l'apprentissage organisationnel, afin d'avancer vers l'égalité des sexes et de lutter contre le changement climatique, deux domaines étroitement liés.

Promouvoir la participation des femmes à la prise de décision dans les transitions économiques vertes

Difficultés

La première difficulté réside dans le fait que les femmes ne participent généralement pas à la prise de décision dans les entreprises familiales et les petites entreprises, ni dans les entreprises non familiales, ni au niveau de la communauté et du gouvernement. Cela vaut pour les activités de production en général, mais aussi pour la prise de décision dans le domaine de la lutte contre les émissions et de la résilience au changement climatique.

Par exemple, selon Intellectap, les femmes constituent la majorité de la main-d'œuvre agricole en Afrique de l'Est. Pourtant, ce sont les hommes qui prennent la plupart des décisions, notamment en ce qui concerne les dépenses, le type de culture à planter et le type d'engrais et d'intrants à appliquer. Dans certains endroits, les femmes ne sont autorisées à pratiquer que des activités agricoles de subsistance, comme la culture de légumes, tandis que les cultures de rente sont réservées aux hommes.

D'après les constats d'Intellectap, les entreprises considèrent qu'elles « intègrent la dimension de genre » lorsqu'au moins un tiers de leur personnel est composé de femmes, une exigence prescrite par la **Constitution du Kenya (2010, article 27)**.⁶¹ Mais en y regardant de plus près, le mandat d'un tiers n'est rempli que pour les employés en entreprise. De plus, en termes de gestion et de direction d'entreprise, les femmes restent largement minoritaires.

Une situation similaire de **manque de femmes dirigeantes se présente également au Cambodge**.⁶² Ici, hommes et femmes déclarent participer aux décisions agricoles au niveau du ménage. Les femmes tiennent souvent les comptes du foyer, elles prennent elles-mêmes les décisions concernant les petites dépenses et se chargent de rembourser les prêts. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'assumer des responsabilités publiques en dehors du foyer, les rôles s'inversent.

Le projet **La relance verte de l'ASEAN par l'équité et l'autonomisation**⁶³ de GrowAsia révèle que les femmes représentent 51 % de la main-d'œuvre agricole cambodgienne et produisent 70 % de la nourriture du pays, mais ne représentent que 24 % des gestionnaires d'exploitations agricoles familiales, 12 % des chargés de développement agricole et 10 % des bénéficiaires des services de développement agricole. 60 % des membres des coopératives agricoles et 34 % des membres des conseils d'administration sont des femmes.

Peu de femmes font partie des comités directeurs des coopératives agricoles ; et lorsque c'est le cas, elles occupent souvent des postes administratifs tandis que les hommes ont des postes de direction.⁶⁴

La deuxième difficulté est la suivante : lorsque les programmes de développement résilients au climat ciblent uniquement ou principalement les femmes et visent à élever leur statut, il peut y avoir de la résistance de la part des maris et/ou des membres plus puissants de la communauté. Les détenteurs de pouvoir peuvent avoir le sentiment que leur pouvoir de décision et leur contrôle sont compromis, et ils peuvent se sentir menacés. Ce risque est bien décrit dans les publications et reconnu dans la pratique. Certains projets GLOW ont rencontré de la résistance, mais pas d'autres. Cela dépendait du contexte local. Grâce à différentes stratégies, les projets GLOW ont réussi à atténuer les réticences, susciter l'enthousiasme pour l'évolution du rôle des femmes et renforcer le leadership des femmes dans les initiatives bas carbone et résilientes au changement climatique.

La troisième difficulté tient au fait que lorsqu'elles se voient confier de plus grandes responsabilités décisionnelles de façon formelle (par exemple par le biais d'une nomination publique) ou par défaut (lorsque les foyers dirigés par des femmes deviennent prédominants à la suite de l'exode rural des hommes en âge de travailler), les femmes n'ont pas toujours les capacités nécessaires pour assumer pleinement leur rôle décisionnel, en raison de la discrimination et de l'exclusion dont elles ont fait l'objet par le passé. Les projets GLOW ont examiné les compétences dont les femmes ont besoin pour être des décideurs efficaces dans le contexte du changement climatique et de la diminution des ressources naturelles, ainsi que la manière dont les compétences actuelles des femmes peuvent être renforcées.

Solutions : Promouvoir la prise de décision par les femmes et renforcer leurs capacités à remplir ces rôles

Attribuer aux femmes des rôles décisionnels dans la gestion et l'élaboration des politiques des secteurs public et privé. Les programmes et initiatives en faveur du climat peuvent inclure des objectifs ambitieux visant à équilibrer la répartition hommes-femmes dans les postes de direction et de décision, afin de mieux faire entendre la voix des femmes et renforcer leur influence.

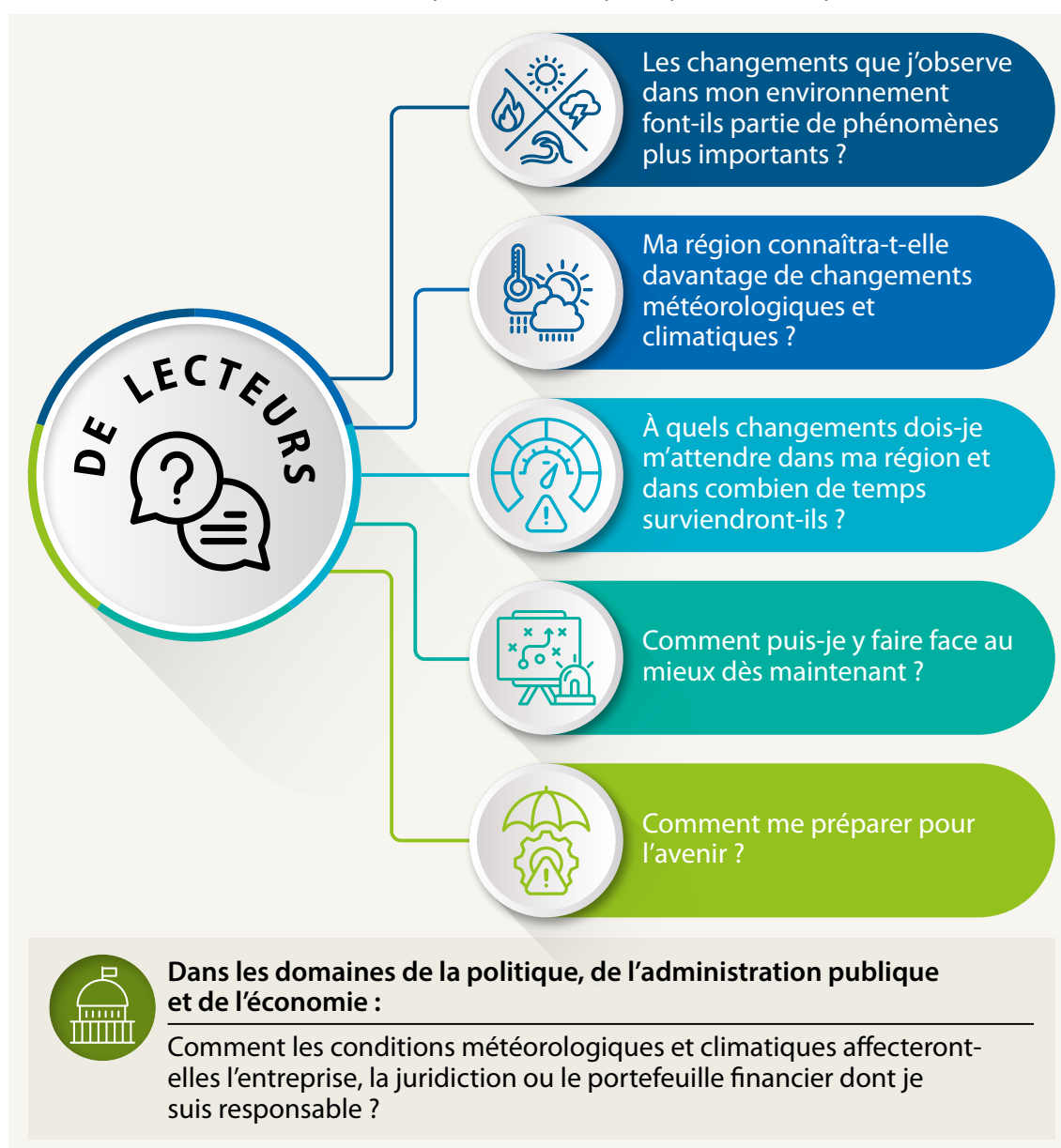
En outre, il est indispensable d'équiper les femmes des connaissances, des compétences et de la confiance dont elles ont besoin pour réussir dans leur rôle de responsables. Les travaux de recherche de GLOW ont identifié trois axes permettant de renforcer les capacités des femmes à réussir dans la prise de décision, la gestion et la direction de projets de développement bas carbone et résilients face au changement climatique :




Agricultrice kenyane sur son portable. © Neil Palmer, CIAT

1. **Renforcer les connaissances des femmes en matière de climat et leurs capacités dans les aspects techniques, bas carbone et résilients de la production, de la logistique, du marketing et d'autres activités de la chaîne de valeur.** Les femmes ont besoin d'avoir un accès équitable aux informations sur les prévisions météorologiques (sur une base quotidienne ou saisonnière). Ces informations les aideront à mieux gérer leur production, à devenir des leaders avertis et à mieux appréhender les conditions météorologiques de plus en plus imprévisibles dues au changement climatique. Elles doivent également pouvoir accéder, autant que les hommes, aux récits d'expériences vécues en matière de chocs et de pressions climatiques recueillies par les scientifiques, ainsi qu'aux informations décrivant les tendances futures du changement climatique. Pour être des leaders efficaces en matière de climat, les femmes doivent comprendre comment le changement climatique affecte leur sphère d'activité économique présente et future. (Voir [Figure 7](#) suivante.)

FIGURE 7 : Les efforts d'éducation sur les questions climatiques répondent à ces questions⁶⁵




Source : Dupar et al., 2019



Les femmes ont également besoin de gagner en compétences et en connaissances techniques afin d'introduire des pratiques bas carbone et plus résilientes au changement climatique dans les systèmes de production existants et/ou d'innover, et de créer de nouveaux métiers basés sur des pratiques intelligentes face au changement climatique. Dépendamment du contexte, les méthodes participatives destinées à promouvoir le développement des femmes devront surmonter des obstacles liés à l'alphabétisation, au manque de temps et à la mobilité (leur disponibilité pour les formations ou les ateliers, leur sécurité et leur facilité d'accès aux lieux de réunion). Les méthodes doivent également être conçues de façon à tirer parti des expériences et des compétences parfois méconnues ou sous-évaluées des femmes dans les domaines de la production responsable, bas carbone et résiliente au changement climatique.

Le projet **Renforcer l'autonomie des femmes dans les filières agricoles pour une transition bas carbone en Amérique centrale**⁶⁶ a démontré la nécessité de mettre en place et de consolider une alliance « verte » multipartite destinée à soutenir les femmes dirigeantes. L'alliance récente **Iniciativa IXCHEL**⁶⁷ (documents en espagnol), a démarré en 2024 sous forme digitale grâce à une série de webinaires présentant les multiples facettes de l'autonomisation des femmes et des réductions d'eau et d'émissions dans les filières agricoles (à des fins d'atténuation du changement climatique, d'adaptation et de résilience).

2. Renforcer la capacité des femmes à assumer des rôles de gestion et de prise de décision en améliorant leurs connaissances financières et leurs compétences commerciales (le cas échéant). Plusieurs projets GLOW ont souligné l'importance de renforcer les compétences commerciales des femmes dans le contexte du développement d'activités bas carbone et résilientes au changement climatique. Par exemple, selon Achieng et al.⁶⁸, le renforcement des capacités des femmes des régions côtières kenyanes a porté non seulement sur les techniques d'aquaculture et la gestion des écosystèmes, mais aussi sur le leadership, la gestion d'entreprise et les connaissances financières, le but étant d'aider les femmes à jouer un rôle plus important au sein du secteur.



Une femme récolte les feuilles de gnetum (okok), au Cameroun.
© Ollivier Girard, CIFOR

En Bolivie, les services de conseil prodigués par ORBITA aux entreprises d'écotourisme dirigées et dominées par des femmes ont renforcé leurs compétences managériales. Les femmes ont ainsi pu mieux utiliser les informations, comprendre leur avantage concurrentiel, accéder à de nouveaux marchés et prendre de meilleures décisions stratégiques. Au terme d'une campagne de recrutement et de procédures d'enregistrement, les services ont été fournis à 54 entreprises, dont au moins les trois quarts étaient soit à prédominance féminine, soit dirigées ou détenues par des femmes.⁶⁹

Les compétences commerciales peuvent également servir de fondement à des travaux techniques visant à lutter contre les émissions de gaz à effet de serre et la vulnérabilité face au climat. Le projet **Renforcer l'autonomie des femmes dans les filières agricoles pour une transition bas carbone en Amérique centrale**⁷⁰ a révélé que « très peu d'agricultrices conservent des archives administratives de la production de leurs exploitations agricoles. Dans le cadre de ce projet, nous verrons comment mieux préserver l'environnement en réduisant les empreintes carbone et eau. Il s'agit là d'un défi de taille car, en l'absence d'archives, il est très difficile d'évaluer précisément l'empreinte générée dans le secteur. »

Renforcer la confiance en soi des femmes. Outre le « développement des compétences », d'autres activités moins formelles peuvent donner davantage confiance aux femmes et leur offrir des possibilités d'apprentissage. Il peut s'agir, par exemple, d'espaces sécurisés réservés aux femmes, où elles peuvent échanger des informations et s'entraider. Dans les régions côtières du Kenya, les coopératives et les groupes de soutien dirigés par des femmes et nouvellement créés constituent des plateformes d'échange de connaissances, de ressources et de bonnes pratiques. Dans les zones rurales du Népal, ForestAction Nepal a créé des groupes de femmes autour d'activités commerciales écologiques et durables. De plus, des lieux sécurisés ont été choisis pour stocker leur matériel, gérer leurs affaires commerciales, accueillir leurs enfants, et équilibrer ainsi leur travail et leurs responsabilités familiales. Il a été prouvé que le soutien entre pairs participe à renforcer la confiance en soi des femmes ; voir aussi l'encadré « **Développer la force intérieure** » à la page suivante et la section « **Soutenir les défenseurs de l'égalité des sexes, les figures emblématiques et les mentors** » à la page 49.

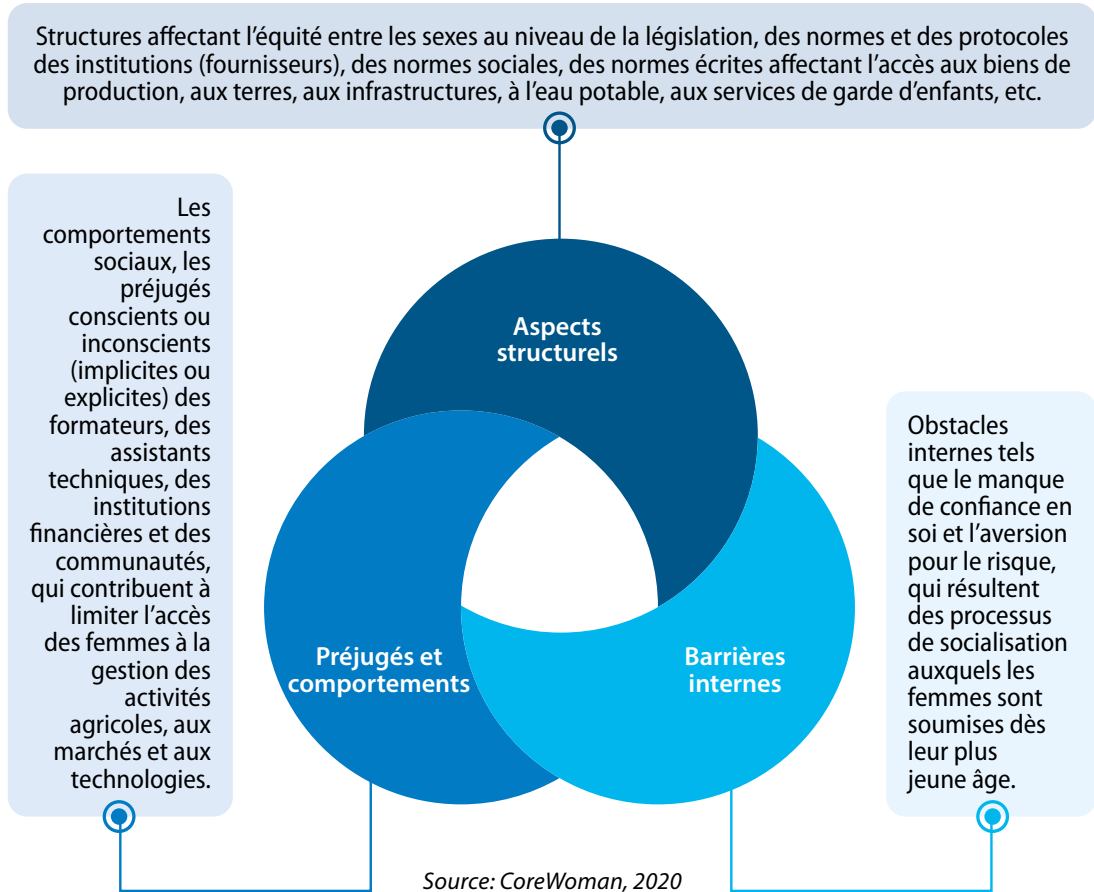
Outre ces aspects techniques et psychosociaux de renforcement des capacités des femmes, les programmes climatiques doivent intégrer des moyens logistiques facilitant le recrutement et la fidélisation des participantes et des responsables féminins. Il peut s'agir de prévoir des locaux pour les mères qui allaitent, de rendre les sites et le matériel accessibles aux personnes à mobilité réduite, de programmer les activités en fonction de la disponibilité des femmes, etc. Toutes ces mesures de soutien pratique doivent également être correctement budgétisées, dans un souci d'équité et de bonnes pratiques. Ces éléments constituent des pièces d'un grand puzzle. Une approche holistique du leadership des femmes est nécessaire, notamment pour s'attaquer aux normes et aux obstacles qui limitent la participation des femmes et affectent leur environnement de travail.

Encadré 1 : Développer « la force intérieure »

Les approches systémiques permettent de lutter contre la discrimination fondée sur le sexe et favorisent l'autonomisation des femmes. L'approche systémique Corewoman de GLOW en est un exemple. Dans son analyse **Gender Analysis Framework de**

1996,⁷¹ Naila Kabeer la résume de façon à faciliter l'engagement des décideurs politiques, des organisations et des communautés. L'approche Corewoman comporte trois volets principaux, illustrés dans la **Figure 8** ci-dessous.

FIGURE 8 : Les trois principaux volets de l'approche Corewoman⁷²



Dans son approche, Naila Kabeer décrit comment les femmes manquent parfois de confiance en elles en raison de leur conditionnement social. Selon Susana Martinez Restrepo, cofondatrice de Corewoman, le manque de compétences en matière de négociation et de communication « a des origines liées à la socialisation et non à la biologie. »⁷³ Ces conditions entravent la participation économique, le leadership et l'autonomisation des femmes.

Les conséquences sont pires lorsque les institutions incorporent des normes discriminatoires dans leurs politiques et leurs pratiques institutionnelles. Par exemple, une banque peut présumer que les femmes seront ou ne seront pas intéressées par certains produits ou informations.

Une partie de la solution consiste bien sûr à renforcer la force psychosociale des femmes,

c'est-à-dire leur confiance en elles et leur volonté de s'exprimer et de faire valoir leurs droits à l'égalité. Les mesures visant à renforcer la confiance en soi des femmes et leur « sens du possible » en matière de leadership sont très importantes et peuvent être incluses dans les initiatives bas carbone et résilientes au changement climatique.

Comme nous le verrons plus loin dans ce rapport, une approche holistique de l'action en faveur du climat doit comprendre les éléments suivants : le renforcement de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale dans toutes les politiques climatiques, la création d'espaces sûrs et de forums d'action collective où les femmes peuvent s'entraider, le soutien aux défenseurs et aux figures emblématiques de l'égalité des sexes ou encore la lutte contre les croyances et les comportements toxiques et discriminatoires.

Encadré 2 : Qu'est-ce qui motive les femmes à prendre la tête des opérations de restauration des terres ? Les leçons apprises au Cameroun

Au Cameroun, dans le souci de favoriser la participation des femmes, les organisations qui œuvrent pour l'autonomisation des femmes grâce aux activités de restauration des terres ont tendance à privilégier la collaboration avec des groupes d'agriculteurs composés à au moins 50 % de femmes. Ces organisations font également appel aux autorités traditionnelles et administratives (conseils de village).

En dépit de cette approche, le projet **Restauration des terres pour l'autonomisation post-Covid et la réduction de la pauvreté des femmes rurales et autochtones du Cameroun**⁷⁴ a révélé qu'à peine 32 % des femmes interrogées occupaient des postes à responsabilité dans leurs groupements de restauration des terres.

Lorsqu'on leur a demandé ce qui les avait motivées à diriger des groupements agricoles, 89 % des femmes interrogées ont répondu que c'était parce qu'elles avaient eu connaissance du projet, et 79 % ont dit que c'était en raison de leur bon niveau d'éducation. D'autres facteurs encouragent les femmes à devenir dirigeantes : le désir de générer des revenus (68 %), le statut matrimonial (63 %) et la culture et la tradition (63 %).

21 % des femmes interrogées ont déclaré que le faible niveau d'éducation, le manque de moyens financiers et la situation matrimoniale sont d'autres facteurs qui les empêchent d'accéder à des postes de direction. L'équipe de recherche n'a pas été en mesure de déterminer dans quelle mesure le statut matrimonial affecte le leadership des femmes, car ce facteur a des effets à la fois positifs et négatifs. La structure du groupe, la charge de travail domestique et les expériences passées semblent avoir peu d'impact sur la volonté des femmes d'assumer des responsabilités, puisque plus de 60% des femmes ont déclaré que [ces facteurs] étaient sans incidence sur leur capacité de leadership. »

Certaines femmes choisissent de devenir leaders par désir d'aider les autres et de contribuer au développement de la communauté (37 %) ; d'autres sont nommées à ces postes et décident de respecter le souhait du groupe (37 %). Le désir d'un meilleur statut social est la motivation de 17 % des femmes interrogées.

Les chercheurs ont constaté que l'envie d'acquérir de nouvelles connaissances et compétences grandit chez les femmes. 4 % d'entre elles l'ont cité comme une raison d'accéder à un poste de direction, et 16 % comme une raison de rester à ce poste.⁷⁵



Cultivatrice de mangues, Malawi. © CIFOR-ICRAF

Offrir à davantage de femmes des emplois décents, bas carbone et résilients au changement climatique

Difficultés

De nombreux projets GLOW se sont intéressés aux femmes prises au piège dans des emplois improductifs et mal rémunérés – tels que la petite agriculture à faible rendement – et qui ne participent pas à certaines activités à plus forte valeur ajoutée au sein des chaînes de valeur. (Voir 1 et 2 à la Figure 6 de la page 37).

Une étude de GLOW s'est penchée sur ce qui se passe lorsque les femmes bénéficient d'une formation visant à améliorer leurs pratiques agricoles, agroforestières et de la chaîne de valeur sur les plans écologique et économique.

De manière générale, les raisons du manque de formation et de la faible participation des femmes à des activités à plus forte valeur ajoutée sont complexes et très liées au contexte local. Les difficultés sont de natures diverses. Il peut s'agir des pressions exercées par les travaux non rémunérés des femmes et du peu de temps dont elles disposent, des attentes sociales et/ou des préoccupations en matière de sécurité personnelle qui limitent les déplacements des femmes. Dans certains cas encore, les environnements professionnels et de formation sont hostiles et sexistes (voir plus loin les sections consacrées aux travaux non rémunérés et aux normes sociales).

Par ailleurs, de nombreux stéréotypes sur les rôles et les capacités des femmes et des hommes peuvent, sans qu'on le réalise, limiter l'accès des femmes à la connaissance, à l'information et aux opportunités économiques. Cette section présente ces stéréotypes et la manière dont les projets ont abordé des préjugés conscients et inconscients. Vous verrez comment les projets ont débloqué des opportunités économiques climato-intelligentes pour les ménages pauvres qui effectuent des activités vulnérables au climat, et ce dans le respect de l'égalité des sexes.

Solutions : Identifier les lacunes et les potentiels de participation des femmes au sein des filières bas carbone et résilientes au changement climatique

Les projets GLOW invitent souvent les producteurs hommes et femmes à identifier des possibilités d'accroître le rôle des femmes dans les chaînes de valeur. Cette approche vise à orienter les femmes vers des emplois mieux rémunérés qui étaient auparavant dominés par les hommes, tout en « verdissant » les chaînes de valeur.

Une analyse de la situation de départ sert de base au processus de réflexion sur l'approche à adopter et permet d'évaluer les options et les plans. Dans plusieurs projets, les producteurs ont fait appel à des exercices de visualisation pour cartographier les chaînes de valeur des différents produits et les avantages financiers potentiels à chaque étape. Ce processus pose les questions suivantes : Quels rôles les hommes et les femmes jouent-ils aujourd'hui à chaque étape de la filière ? Quels rôles plus importants les femmes pourraient-elles assumer à chaque étape ? Il en découle la question suivante : quelles actions en faveur de l'égalité des genres pourraient renforcer le rôle et l'autonomie économique des femmes à divers niveaux de la chaîne de valeur et quels en seraient les avantages pour elles et leurs familles ?

La valeur ajoutée n'est pas le seul élément à prendre en compte. L'analyse évalue également à chaque étape des aspects tels que la durabilité écologique et la pertinence vis-à-vis du climat, ainsi que l'environnement commercial (accès au marché et maturité du marché). Les questions suivantes se posent : Les activités actuelles de la chaîne de valeur (culture des plantes, extraction des produits forestiers, empreinte carbone et eau des processus de fabrication industrielle, etc.) sont-elles bas carbone et résilientes au changement climatique ? Si non, de quelles manières la durabilité climatique et écologique des activités tout au long de la filière pourrait-elle être améliorée ?

Le projet Accorder la priorité aux solutions en faveur de l'autonomisation et de la résilience des femmes dans les filières d'arbres à fruits comestibles au Malawi (**POWER**) est un exemple d'approche cartographique des rôles par genre et des contributions des femmes.⁷⁶ Dans le cadre de ce projet de recherche-action, la résilience de la culture et de la production d'arbres aux pressions climatiques est d'une importance fondamentale, et le rôle que « la plantation d'arbres sur les terres agricoles » joue dans l'atténuation du changement climatique est bien reconnu. Par conséquent, la cartographie et la visualisation tout au long de la chaîne de valeur décrivent à la fois l'autonomisation des femmes et les objectifs bas carbone et de résilience climatique.

Après la cartographie, vient la réflexion sur les possibilités d'impliquer davantage les femmes dans des activités à plus grande valeur ajoutée. La valorisation des matières premières par la transformation, l'emballage et la manutention est souvent au cœur des stratégies d'autonomisation économique des femmes. Cependant, le rôle de la commercialisation n'est pas à négliger. En effet, l'autonomisation économique des femmes peut également passer par un meilleur accès des femmes aux nouveaux marchés ou leur contribution au développement de ces marchés (en tant que responsables de la communication et du marketing en développement durable).

Bien que la définition et la poursuite d'activités de production à plus forte valeur ajoutée constituent des éléments importants de l'autonomisation des femmes, bien souvent, l'attention est principalement portée sur la génération de revenus. La vision de l'autonomisation économique des femmes doit être plus large et englober un ensemble de compétences et d'éléments de bien-être tels que le gain de temps. (Voir aussi B. Muriel et D. Romero, 2024, '**Engaging gender equality in the economic-productive sphere**').⁷⁷

L'intelligence économique peut grandement contribuer à maximiser le potentiel d'autonomisation économique des femmes dans les chaînes de valeur. De même, l'évaluation environnementale ne se limite pas aux seuls facteurs climatiques, comme illustré dans le projet **Création d'emplois verts pour les femmes autochtones dans le cadre d'actions bas carbone de reprise post-Covid-19 et relance du secteur du quinoa en Bolivie**.⁷⁸ Les chercheurs ont étudié la baisse des rendements de quinoa dans la région des hautes plaines de Bolivie au cours des dernières années, baisse qui a affecté à la fois la sécurité alimentaire (la consommation de quinoa par les ménages) et les revenus générés par la vente de cette céréale.

Ils ont constaté que les facteurs climatiques, tels que les précipitations irrégulières, ne sont pas les seuls à être à l'origine de la baisse des rendements du quinoa. Le marché international du quinoa a également été beaucoup fluctué. De nouveaux pays producteurs comme l'Espagne ont fait leur entrée sur le marché. Les prix mondiaux du quinoa ont été affectés par la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Sur le plan environnemental, les pratiques agricoles intensives destinées à accroître les rendements ne cessent de réduire d'année en année la fertilité et l'épaisseur des couches arables. Auparavant, les champs étaient laissés en jachère pour récupérer entre les saisons de culture. Des espèces variées et complémentaires étaient cultivées ensemble, et la production de quinoa était associée à l'élevage de lamas, qui fournissait du fumier pour la régénération des sols. Ces pratiques disparaissent aujourd'hui au profit de monocultures intensives. La culture du quinoa exige un approvisionnement en eau régulier. Or, les précipitations sont de plus en plus irrégulières en raison du changement climatique et les sols infertiles, pauvres en matière organique, ne retiennent pas bien l'eau.

Face à ces facteurs croisés de déclin agricole, il faut envisager différentes solutions pour renforcer l'autonomie économique des agricultrices autochtones. Une solution consiste à produire et commercialiser des variétés de quinoa aux qualités nutritionnelles et esthétiques élevées et tirer parti des marchés du quinoa bio. Une autre solution peut consister à créer de la valeur en diversifiant les produits à base de quinoa, notamment en les associant à d'autres produits locaux (cañahua, amarante, cacao, noix du Brésil et café), en produisant du lait et de la bière de quinoa et en utilisant des techniques de gestion agricole intégrée permettant d'enrichir le sol et l'agrobiodiversité afin de créer un système de production plus durable.

Solutions : Établir des partenariats avec les détenteurs de pouvoir dans le but d'accroître la sphère d'influence et d'activité des femmes

L'une des approches les plus prometteuses pour lutter contre la résistance ou le rejet des programmes d'émancipation économique des femmes est le dialogue organisé à différentes échelles entre plusieurs types d'acteurs masculins et féminins, des ménages aux collectivités locales en passant par les communautés.

Cette stratégie se fonde sur l'idée que tous les membres d'un foyer ou d'une communauté peuvent bénéficier de l'autonomisation des femmes, grâce à des discussions guidées et délibératives. Par exemple, le programme **Accorder la priorité aux solutions en faveur de l'autonomisation et de la résilience des femmes dans les filières d'arbres à fruits comestibles au Malawi (POWER)** a eu recours à plusieurs méthodes de dialogue facilité.⁷⁹ Ces outils doivent également être testés afin de s'assurer qu'ils sont adaptés à la culture et à la situation.

Le projet POWER a adapté au contexte malawite la méthodologie GALS (Gender Action and Learning System) et la méthodologie FALS (Financial Action and Learning System), des systèmes d'apprentissage basés respectivement sur le genre et sur l'action financière, et développés à l'origine par le Dr Linda Mayoux. Plusieurs cadres d'analyse participative ont également été empruntés et adaptés, notamment la Participatory Rural Appraisal (PRA) pour l'analyse des moyens de subsistance (Chambers, 1994), le Harvard Analytical Framework pour l'analyse du genre (March et al., 1999) et le cadre d'autonomisation de Kabeer pour l'analyse du pouvoir (Kabeer, 2021).

La méthode POWER se sert d'outils participatifs pour examiner tout d'abord la situation et la position actuelles du ménage (chef ou chefs de famille, partenaires, enfants et membres de la famille élargie) dans la filière de la mangue. L'objectif est de comprendre comment les actions du projet POWER pourraient modifier ou améliorer leur position, puis d'aider la famille à planifier ces changements dans le respect de l'égalité des sexes.⁸⁰



Accueil des membres de la municipalité dans le village. © ForestAction Nepal

La méthode vise à transformer les relations hommes-femmes au sein des ménages, au niveau des « centres de stockage » des mangues (l'endroit où les mangues sont collectées et regroupées pour être vendues) et au niveau des districts.⁸¹ Des mentors sont assignés aux familles et mènent un processus sur plusieurs mois, qui se déroule comme suit :

« [Le processus] se sert d'outils participatifs pour examiner tout d'abord la situation et la position actuelles du ménage (chef ou chefs de famille, partenaires, enfants et membres de la famille élargie) dans la filière de la mangue. L'objectif est de comprendre comment les actions du projet POWER pourraient modifier ou améliorer leur position, puis d'aider la famille à planifier ces changements dans le respect de l'égalité des sexes. »⁸²

Il y a dix modules à parcourir, et chacun dure environ deux heures. Une fois les dix modules terminés, les participants sont invités à planifier et à organiser avec d'autres membres de la famille et de la communauté leur propre cérémonie de remise des diplômes : « La cérémonie de remise des diplômes est l'occasion de réfléchir aux changements en matière d'égalité des genres, en compagnie de nouvelles figures emblématiques POWER. »⁸³

L'intervention testée par l'équipe du projet a été jugée très efficace. Il en est ressorti que les membres du foyer étaient disposés à reconsidérer, sur la base de l'égalité des sexes et du contexte, le partage des tâches de planification, l'acquisition d'actifs et la prise de décision en matière d'utilisation des ressources.⁸⁴ Selon l'équipe POWER, il faudrait cependant au moins cinq ans de mise en œuvre pour que ces approches plus équitables envers les femmes soient pleinement ancrées dans la culture.

Solutions : Encourager les défenseurs, les figures emblématiques et les mentors de l'égalité des sexes

Les projets GLOW ont systématiquement mis en évidence le fait que des défenseurs de l'égalité des sexes peuvent grandement contribuer à renforcer l'autonomie économique des femmes, dans le cadre d'un ensemble de mesures plus large. Dans les entreprises du secteur privé, Intellectap a jugé nécessaire de désigner un défenseur attiré des droits des femmes. Sa responsabilité est de « mettre en œuvre des actions et des activités qui améliorent l'inclusion des femmes et permettent de progresser dans l'agenda de l'entreprise en matière d'égalité des sexes ». ⁸⁵ Cela suppose que cette personne désignée identifie et fasse la promotion au sein de l'entreprise des possibilités ou des résultats plus équitables entre les hommes et les femmes.



Une telle personne peut, bien sûr, être de n'importe quel sexe. La présence d'un défenseur attiré de la parité n'empêche pas les autres membres de l'entreprise de faire de l'égalité et de l'équité hommes-femmes une priorité et une valeur à incarner dans leur travail au quotidien. Ces principes s'appliquent également au secteur public.

Les figures emblématiques ont également été largement recommandées. Elles diffèrent des défenseurs attirés des droits des femmes dans la mesure où elles désignent des femmes chefs d'entreprise et des dirigeantes qui ont réussi et qui partagent leur expérience avec les nouvelles arrivantes dans le secteur qui font face à des défis similaires. De même, du fait de leur expérience dans le secteur public, le secteur privé ou la société civile, pour leurs pairs, les mentors apportent un soutien moral et pratique à leurs homologues moins expérimentées.

Les figures emblématiques et les mentors peuvent intervenir dans un cadre formel ou informel. L'observatoire bolivien du tourisme durable a soutenu la création de plateformes d'échange de connaissances pour les femmes autochtones entrepreneures dans le domaine de l'écotourisme, ce qui a favorisé l'émergence de figures emblématiques et de mentors.

Même lorsque ces activités sont informelles, il faut une coordination active et des financements pour organiser et stimuler de telles opportunités de réseautage et de rencontres. Dans le cadre des projets GLOW, les groupements de femmes, les entreprises et les organisations intermédiaires (telles que les ONG nationales) se sont reposés sur les subventions pour soutenir les activités des figures emblématiques et des mentors de l'égalité des sexes.

Il est à souhaiter que les liens personnels tissés et les différentes sources d'inspiration soient un héritage qui contribuera dans l'avenir à l'autonomisation des femmes. Par exemple, dans les régions rurales du Népal, des entrepreneurs ont transformé des bâtiments en espaces sécurisés pour les femmes. Les accords locaux qu'ils ont conclus afin de continuer d'utiliser ces locaux pourraient à l'avenir être « institutionnalisés » dans une certaine mesure.

Améliorer l'accès des femmes aux actifs de production pour les transitions économiques vertes

Difficultés

L'accès aux actifs de production est un élément qui revient dans beaucoup de conclusions des études GLOW. Les économies en développement souffrent souvent d'un manque d'accès aux actifs de production pour leurs activités économiques bas carbone et résilientes au changement climatique. Les sources documentaires attestent que les femmes ont beaucoup moins accès que les hommes aux terres, aux financements et aux intrants agricoles, des éléments clés à leur émancipation économique. Cette situation les enlève dans la pauvreté et les inégalités, et entravent le développement de leurs activités bas carbone et résilientes au changement climatique.

Selon Intellectap,⁸⁶ l'inégalité d'accès des femmes aux terres est un problème bien ancré en Afrique de l'Est. Malgré les lois nationales qui prévoient l'égalité des droits de propriété pour les hommes et les femmes, dans la pratique, la terre est transmise aux garçons et non aux filles. Ne détenant pas de biens immobiliers, il est plus difficile pour les femmes d'obtenir un crédit ; elles sont donc doublement désavantagées.

Au Malawi, où le projet GLOW visait l'autonomisation des femmes des filières fruits et macadamia, les productrices de fruits et de noix « ... comptent sur les projets pour s'approvisionner en jeunes plants ». La disparition de nombreux arbres et la faible productivité, en particulier dans le cas de la noix de macadamia, sont dues à plusieurs facteurs : le manque de sources d'eau facilement accessibles, les ressources limitées pour lutter contre les parasites et les maladies et les lacunes en matière de gestion, notamment en ce qui concerne les engrais organiques ou chimiques. Etant plus limitées financièrement et professionnellement que les hommes, les femmes en subissent les conséquences de plein fouet. Elles sont également limitées en termes de mobilité. »⁸⁷

Au Népal, les femmes peinent à obtenir des crédits auprès des institutions financières en raison de leur manque de garanties et du volume important de documents à fournir. Pour ne rien arranger, à la suite du Covid-19 qui a davantage affecté l'emploi des femmes, les plans de relance économique du gouvernement se sont rarement focalisés sur les femmes travaillant dans l'agriculture ou dans des petites entreprises.⁸⁸

Solutions : L'action collective des femmes pour sécuriser les actifs de production

Grâce à l'action collective, les femmes guinéennes ont réussi à accéder aux terres, à la propriété et aux ressources nécessaires à une agriculture durable et responsable. En Guinée, une association de femmes maraîchères et commerçantes dénommée *Les femmes de l'Union maraîchère de Tangama*⁸⁹ a acquis 3,5 hectares de terres. La parcelle, qui servait à l'origine de terrain de démonstration pour une université, a été répartie entre les membres de l'association pour leur usage personnel et pour celui de leurs membres de famille. Ensuite, les parcelles se sont transmises de mère en fille au fil des générations.



Techniques locales de production de biens durables. © ForestAction Nepal

La capacité des femmes à mobiliser des actifs de production a été renforcée lorsque l'association a rejoint une grande organisation syndicale, la *Fédération des paysans du Fouta Djallon*,⁹⁰ qui compte 750 membres (dont 700 femmes) et est spécialisée dans la production horticole. L'affiliation à cette organisation a ouvert l'accès à des intrants agricoles et à des informations clés du gouvernement sur les méthodes de production. Cela leur a également permis de bien concevoir les demandes de soutien extérieur. Des organisations officielles et des régimes fonciers plus clairs et plus stables sont des conditions sine qua non pour que les agences gouvernementales et les partenaires financiers et techniques apportent leur soutien aux femmes.⁹¹

Grâce à cette organisation collective, les femmes ont pu accéder à des panneaux solaires et à du matériel d'irrigation pour leurs champs. Cela a considérablement réduit la pénibilité de leurs tâches, car les méthodes d'irrigation traditionnelles étaient manuelles et très fastidieuses. Le partenariat avec une fédération plus grande a également permis aux agricultrices d'accéder à des postes de direction au sein du mouvement syndical. Par exemple, la présidente de l'*Union maraîchère des femmes de Dalaba* a été Secrétaire générale du Conseil d'administration de la fédération, puis membre du conseil, ce qui a permis aux agricultrices de Dalaba d'obtenir une aide extérieure. (Voir *La transition énergétique pour l'autonomisation économique des femmes à travers (...) – Ipar, initiative prospective agricole et rurale*.⁹²)

Les associations d'épargne et de crédit gérées par des femmes, pour des femmes et/ou pour des membres de communautés pauvres sont des institutions de développement bien établies dans de nombreux endroits. Elles aident véritablement les femmes à mener des activités bas carbone et résilientes au changement climatique dans de nombreux sites des projets GLOW. Dans le district népalais d'Arghakhanchi, le projet **Coproduction d'un écosystème résistant aux chocs pour les entreprises dirigées par des femmes au Népal**⁹³ a reconnu que les associations d'épargne et de crédit pour les femmes remplissent des fonctions multiples et complémentaires. Elles fournissent aux femmes les fonds dont elles ont besoin pour s'approvisionner en intrants agricoles. Lors des réunions des associations d'épargne et de crédit, les femmes ont également l'occasion de discuter des questions d'égalité des sexes et d'inclusion sociale, y compris des obstacles au développement qu'elles rencontrent en tant que femmes. Ces discussions, animées par le personnel du projet, ont contribué à développer la capacité d'action des femmes, renforçant visiblement leur confiance en elles et leur implication dans les processus de planification locale.⁹⁴

Solutions : Changer de technologie, changer de modèle de production

Comme illustré par les projets GLOW en Afrique de l'Est, les nouvelles technologies ou les techniques autochtones et locales remises au goût du jour peuvent bouleverser les modèles de production reposant sur l'usage intensif des intrants externes. Elles permettent la création de nouveaux modèles auxquels les femmes peuvent adhérer sur un même pied d'égalité que les hommes. En sortant des sentiers battus, les technologies émergentes et les nouvelles techniques de production dans les domaines de l'agriculture et de l'aquaculture ont le potentiel de produire davantage, de manière plus durable et avec moins de ressources.

Les modes agricoles et forestiers économes en terres, régénérateurs des sols et nécessitant peu d'intrants externes permettent aux femmes d'occuper des emplois qui leur assurent une autonomie financière. Elles peuvent également développer leur entreprise en recourant à moins d'actifs de production qu'elles n'en auraient eu besoin avec les pratiques conventionnelles. En outre, grâce aux innovations de l'économie circulaire, des matériaux auparavant considérés comme des déchets sont transformés en actifs de production de grande valeur. C'est ce que nous voyons dans les exemples suivants de systèmes de production à faible consommation de ressources, circulaires, bas carbone et résilients au changement climatique, qui ont été soutenus par le projet **Réorienter le secteur privé vers des solutions agricoles climato-intelligentes afin de lutter contre les inégalités de genre**.⁹⁵

- « **Les systèmes de production intégrés/contrôlés** tels que l'aquaponie et l'hydroponie, qui permettent de contrôler précisément les facteurs environnementaux et contribuent à réduire le gaspillage des ressources, réduisent le besoin de labourage mécanique, diminuent la pression sur les terres et favorisent la diversification des cultures.
- **La bonne gestion des terres** par le recyclage des déchets en intrants organiques permet d'améliorer la santé des sols, ce qui favorise l'emprisonnement du carbone et réduit la dépendance à l'égard des engrais chimiques.
- **L'utilisation efficiente de l'eau** grâce à des capteurs et des serres intelligentes réduit la dépendance vis-à-vis des précipitations, limite les quantités d'eau nécessaires à l'agriculture, permet de tenir les calendriers d'irrigation et optimise l'utilisation de l'eau disponible. »⁹⁶

Le projet dresse les constats suivants :

« Par exemple, les chaînes de valeur qui utilisent des engrais organiques ont un plus grand potentiel d'inclusion des femmes car elles prévoient le tri des déchets, tâche que les femmes ont l'habitude d'effectuer. Le renforcement des mesures en faveur de l'égalité hommes-femmes dans ces chaînes de valeur peut avoir un plus grand impact et accroître les chances d'autonomisation économique des femmes. Certains modèles agro-industriels permettent de réduire les coûts de production, ce qui par nature est adapté aux besoins des agricultrices, compte tenu de leurs difficultés d'accès au capital et aux intrants. »⁹⁷

Capitaliser sur les initiatives des femmes, mais veiller à ce que les plus marginalisées ne soient pas laissées pour compte

Difficultés

Malgré leur niveau d’alphabétisation et leur patrimoine financier et foncier inférieurs à celui des hommes, de nombreuses femmes ont réussi à accéder à des technologies et à des méthodes de travail peu émettrices en carbone et résilientes au changement climatique. Au Sénégal, IPAR et CECI ont démontré que les femmes peuvent influencer l’achat d’équipements solaires par leurs maris ou y participer. Elles peuvent également les acheter directement si elles sont veuves ou divorcées et qu’elles disposent des fonds nécessaires pour le faire. Les agricultrices parviennent à se procurer et à utiliser des panneaux solaires en vue d’accroître les rendements de la culture maraîchère. L’utilisation des panneaux solaires, des pompes et des systèmes d’irrigation reliés leur fait réaliser des gains de temps et de main-d’œuvre considérables par rapport aux anciennes méthodes d’irrigation manuelle (la charge de travail est passée de 7,7 heures à 7 heures par jour). Quant aux revenus horticoles moyens, ils sont passés de 1 165 à 2 541 dollars par an.⁹⁸

Cependant, même dans des communautés apparemment homogènes, les groupes de femmes ont des niveaux d’autonomisation différents et chaque groupe a besoin de formes de soutien adaptées. Dans les communautés sélectionnées par IPAR Sénégal et le CECI, les femmes qui utilisent l’énergie solaire sont comparativement plus instruites et plus confiantes que celles qui ne l’utilisent pas.^{x,99} Les veuves ont tendance à se procurer et à utiliser des technologies d’irrigation solaire. Les données concernant les femmes mariées sont mitigées : bien que la plupart disent pouvoir influencer les décisions relatives aux dépenses du foyer, elles sont aussi une majorité à déclarer que ce sont les maris qui « contrôlent » les panneaux solaires. Dans les foyers polygames, l’accès aux technologies d’irrigation solaire dépend fortement du rang et du statut de chacun : la première épouse est plus susceptible d’avoir accès aux panneaux solaires que la deuxième ou la troisième épouse.

Au Malawi, la situation est similaire. Les femmes âgées et les veuves ont une plus grande autonomie. Les jeunes femmes quant à elles ont plus de difficultés à accéder à la propriété foncière et aux technologies, car leurs membres de famille pensent qu’elles finiront par se marier et partiront. Selon Kampanje et al (2022) :

« Au niveau des ménages, les hommes détiennent majoritairement les terres et les arbres et prennent les décisions. Cependant, cette inégalité varie d’une communauté et d’une famille à l’autre, en fonction de facteurs tels que la situation matrimoniale et l’âge De plus, selon les observations, plus les femmes sont âgées, plus leur pouvoir de décision et leur autonomie sont importants. Les veuves qui ont conservé la propriété des terres de leurs maris décédés, ainsi que les femmes divorcées plus âgées qui ont reçu des terres dans leur village d’origine, disposent d’une autonomie de décision relativement plus grande et d’une sécurité d’occupation des arbres nettement supérieure à celle de leurs homologues plus jeunes. » On s’attend à ce que les jeunes femmes se marient et s’en aillent. « Sous certaines conditions », les femmes mariées peuvent acquérir des actifs de production par le biais de leurs maris. »¹⁰⁰

x Les niveaux de confiance des femmes ont été évalués à l’aide d’un questionnaire utilisant la méthodologie de l’Indice d’autonomisation des femmes dans l’agriculture.

Les femmes étant différentes les unes des autres, il est normal que certaines soient plus à même que d'autres de tirer parti des possibilités offertes par les activités économiques et les moyens de subsistance bas carbone et résilients au changement climatique. Ceci étant, quelles stratégies permettent d'identifier et de renforcer les capacités, les atouts et l'autonomisation des femmes les plus marginalisées, voire d'autres groupes sociaux et socio-économiques laissés pour compte ? Sur la base des conclusions du projet GLOW, les options suivantes méritent d'être considérées.

Solutions : doter les femmes de compétences « mobiles » lorsque le besoin se fait sentir

Les travaux de recherche de GLOW recommandent d'adapter la formation à des groupes spécifiques de femmes en fonction de leur parcours de vie et des opportunités et contraintes socioculturelles auxquelles elles sont susceptibles d'être confrontées. Par exemple, les jeunes femmes célibataires pourraient acquérir des compétences techniques, pratiques et commerciales qui les « accompagneront » lorsqu'elles iront en mariage.

Dans les systèmes patriarcaux, les jeunes femmes sont parfois considérées comme des résidentes temporaires parce qu'elles vont déménager chez leur mari. Les jeunes femmes célibataires peuvent acquérir des « connaissances mobiles qu'elles pourront utiliser partout où elles iront. »¹⁰¹

Cette approche tient compte du fait que même si les initiatives climatiques peuvent et doivent s'attaquer aux structures sociales discriminatoires, il faut du temps pour changer les normes sociales profondément ancrées dans la société. Les initiatives peuvent donc adopter les stratégies et les techniques suivantes d'autonomisation des femmes :

- Renforcer les capacités des femmes à court terme (dans le contexte de la culture, des systèmes de succession privilégiant les hommes et des limites imposées aux femmes en termes d'autonomie, de propriété de terres et d'arbres).
- Contribuer à l'évolution à plus long terme des normes sociales discriminatoires vers l'égalité *de droit* et *de fait* entre les hommes et les femmes.

Solutions : la protection sociale pour faire face aux catastrophes et à l'extrême vulnérabilité

Il peut être nécessaire de concevoir et de mettre en œuvre des mesures de protection sociale pour les femmes qui n'ont pas les moyens de participer tout de suite à la formation et au développement des capacités en raison de leur extrême pauvreté ou dénuement. En rallongeant les périodes d'intervention et en créant davantage de partenariats entre les organismes gouvernementaux, les organisations communautaires et les organisations non gouvernementales (ONG), ces femmes peuvent accéder à des moyens de subsistance plus stables, y compris des emplois verts, et augmenter leur niveau de vie.

Les besoins en soins de santé des travailleuses doivent également être pris en compte. Le projet GrowAsia **a révélé qu'au Vietnam**, les besoins de nombreuses ouvrières agricoles en matière de santé et de sécurité ne sont pas satisfaits. L'équipe recommande vivement au gouvernement d'élargir l'accès des travailleurs à l'assurance sociale (programmes publics visant à protéger les personnes contre les difficultés financières résultant de la perte de revenus à la suite d'une maladie, d'un accident, d'un handicap, de la vieillesse ou d'une autre situation involontaire) ; elle encourage également les entreprises et les travailleurs à augmenter leur couverture sociale.¹⁰²

Améliorer l'accès des femmes sur les marchés où écouler leurs produits écologiques

Difficultés

De nombreux gouvernements de pays pauvres considèrent le développement des chaînes d'approvisionnement comme un enjeu stratégique crucial, notamment dans le cadre des politiques nationales de transition juste et de lutte contre le changement climatique. Certains obstacles à l'entrée des agriculteurs à faibles revenus sur les marchés et dans les chaînes d'approvisionnement ne sont pas liés au genre en tant que tel. Par exemple, au Cambodge, les agriculteurs ayant des contrats d'approvisionnement avec les supermarchés et les magasins de légumes « peinent à produire des légumes respectant les normes minimales exigées en termes de taille, d'apparence et de poids à cause de techniques et de connaissances agricoles limitées ainsi que de difficultés d'adaptation aux conditions climatiques instables ». ¹⁰³ Par ailleurs, si certains équipements destinés à aider les agriculteurs à s'adapter aux conditions climatiques incertaines sont abordables et faciles d'accès, ce n'est pas le cas pour d'autres. Au Cambodge, l'irrigation goutte-à-goutte permet d'optimiser la consommation d'eau pour les cultures et est abordable et facile à l'emploi. Cependant, les serres (structures équipées de filets qui créent des microclimats favorisant la croissance des plantes) sont beaucoup plus coûteuses, et les agriculteurs dépendent souvent des subventions des ONG pour y avoir accès.

Dans d'autres cas, les obstacles à l'entrée dans l'agriculture commerciale sont davantage liés au sexe. Par exemple, au Cambodge, les agricultrices qui n'ont pas de partenaire masculin ont du mal à utiliser les engins agricoles lourds qui leur permettraient d'être plus productives. GrowAsia souligne l'importance de vulgariser les technologies climato-intelligentes favorables aux femmes comme moyen d'augmenter l'inclusion financière. ¹⁰⁴

Dans d'autres régions d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie du Sud, les taux d'alphabétisation plus faibles chez les femmes, leur accès plus limité à l'information, à la formation et aux TIC ont nettement limité l'accès des femmes aux marchés par rapport à leurs homologues masculins. La plupart des ouvriers agricoles en Afrique de l'Est sont des femmes. Pourtant, les fournisseurs de la chaîne de valeur sont des hommes. ¹⁰⁵ Pour surmonter ces obstacles, il est nécessaire d'une part d'améliorer l'accès des femmes aux technologies numériques (renforcer les connaissances des productrices, faciliter leur approvisionnement et la commercialisation de leurs propres biens et services), et d'autre part de mettre en place une action collective des femmes par le biais de coopératives et de fédérations de producteurs.

Solutions : connecter les femmes aux marchés digitaux

La mise en relation des agricultrices, des commerçantes ou des clientes avec des outils de production de grande qualité et avec des marchés en ligne plus vastes pour leurs biens et leurs services – via des plateformes numériques – peut réduire les vulnérabilités et ouvrir de nouvelles perspectives aux femmes dans les chaînes de valeur. Elles cesseraient ainsi d'être des intermédiaires, comme l'a été démontré avec force le projet **Réorienter le secteur privé vers des solutions agricoles climato-intelligentes afin de lutter contre les inégalités de genre** en Afrique de l'Est. En effet, le projet a encouragé les plateformes technologiques et de collecte de données, qui fournissent aux agriculteurs des données climatiques en temps réel et un accès aux marchés leur permettant de mieux gérer les calendriers de culture, de réduire les pertes après récolte et de renforcer leur résilience face aux fluctuations du marché liées au climat. ¹⁰⁶

Au Népal, le projet **Coproduction d'un écosystème commercial résistant aux crises pour les entreprises dirigées par des femmes au Népal (CREW)**¹⁰⁷ a étudié le niveau d'utilisation actuel et potentiel des applications mobiles par les agricultrices. Ces applications leur permettent d'accéder aux informations météorologiques et climatiques (utiles à une production résiliente face au climat) et de consulter les données du marché pour faciliter les échanges commerciaux.

Le projet a révélé qu'en raison des préjugés et des obstacles sexistes, les femmes des régions rurales du Népal sont très en retard dans l'utilisation des outils numériques. Elles ne tirent donc pas profit de la digitalisation. Leur retard par rapport aux hommes se manifeste dans trois aspects interdépendants :

- un accès inégal aux technologies et infrastructures numériques disponibles
- les connaissances limitées des femmes sur la manière d'utiliser ces technologies numériques
- un manque d'applications mobiles adaptées aux femmes, compte tenu de leur faible taux d'alphabétisation.

Il est possible d'inverser la tendance en fixant des objectifs concrets et réalisables en matière de politique numérique, qui tiennent compte des réalités croisées des femmes vivant dans les zones rurales du Népal.

L'étude a porté sur le nombre de femmes qui utilisent des applications telles que **Smart Krishi**,¹⁰⁸ qui permettent aux agriculteurs de se connecter avec des experts et d'obtenir des données sur les marchés agricoles et des mises à jour météorologiques. Une **enquête quantitative menée auprès de plus de 350 agricultrices**¹⁰⁹ a révélé que, bien qu'elles sachent utiliser les applications bancaires et accèdent relativement facilement aux informations des marchés grâce aux technologies numériques, elles ne les exploitent cependant pas pour favoriser des moyens de subsistance agricoles résilients face au climat. Moins de 5 % d'entre elles utilisent des technologies numériques spécialement dédiées aux informations agricoles.

Malgré ces difficultés, les personnes interrogées reconnaissent le caractère indispensable du numérique. Au début de l'intervention, plus de 95 % d'entre les personnes interrogées ont déclaré n'avoir reçu aucune formation sur les applications dédiées à l'agriculture. Néanmoins, 63 % d'entre elles ont affirmé pouvoir augmenter leur production agricole en adoptant les technologies numériques à l'avenir.



Atelier communautaire, Kenya. © Intellectap

Cette situation s'explique entre autres par des obstacles d'ordre infrastructurel tels que la médiocrité des signaux de téléphonie mobile dans certaines régions rurales du Népal. D'autres obstacles sont de nature socioculturelle, comme le témoigne cette femme qui a déclaré : « Mon mari envoie de l'argent à mon beau-père qui le dépense à sa guise. J'ai peur de demander de l'argent pour acheter un bon téléphone. » Ces normes sociales (voir ci-dessous) peuvent être abordées de manière explicite dans le cadre d'initiatives bas carbone et de résilience climatique. Cela dit, il faudra du temps pour que certaines normes changent. Les 30 % des femmes interrogées qui se décrivent comme des chefs de famille ont affirmé plus facilement être autonomes sur le plan financier et sur le plan de l'utilisation des outils numériques.

Solutions: Garantir l'accès aux marchés par une action collective

Précédemment dans ce chapitre, nous avons évoqué le fait que l'action collective - par le biais d'associations et de fédérations de productrices - peut permettre l'accès aux informations et aux actifs de production nécessaires à une agriculture intelligente face au climat. Les associations apparaissent à nouveau comme un moyen de garantir l'accès au marché pour les producteurs.

Le projet **Renforcer l'autonomie des femmes dans les filières agricoles pour une transition bas carbone en Amérique centrale**¹¹⁰ a étudié les filières du cacao et de la tomate au Guatemala, au Salvador et au Nicaragua. Le choix s'est porté sur ces cultures en raison de leur potentiel de « verdissement » et d'augmentation des revenus des productrices. En effet, il ne s'agit pas de cultures de subsistance, mais de cultures destinées aux marchés intérieurs dans le cas de la tomate, et aux marchés d'exportation dans le cas du cacao. Les chercheurs ont constaté que la proportion d'agriculteurs vendant sur des marchés plus formels est beaucoup plus élevée au Nicaragua (près de 80 % des producteurs interrogés). Ce pourcentage est beaucoup plus faible dans les autres pays (près de 10 % des producteurs de cacao et entre 20 et 30 % des producteurs de tomates). Les producteurs qui ont accès à des marchés plus formels sont plus susceptibles d'avoir de meilleurs revenus.

Trois facteurs clés expliquent cette différence. Au Nicaragua, le sexe n'est pas un élément de différenciation important et les facteurs en question s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes :

- Le fait de disposer de suffisamment de terres pour rendre l'activité rentable multiplie presque par trois les chances de vendre sur un marché plus formel.
- Le fait d'avoir reçu une formation double les chances de vendre sur un marché plus formel.
- L'appartenance à une association multiplie par près de sept la probabilité de pénétrer le marché formel. Sur ce dernier point, le Nicaragua se distingue des autres pays car plus de la moitié des hommes et des femmes appartiennent à une organisation de producteurs, contre moins de 20 % au Salvador et au Guatemala. Le pourcentage de producteurs ayant reçu une assistance technique est également plus élevé au Nicaragua.¹¹¹

Le contenu des activités d'une association agricole est important ; la question n'est pas seulement de savoir s'il faut « s'associer » ou non. Il est important, par exemple, qu'une association soit capable de négocier de bons prix d'achat pour les produits de ses membres. Les associations sont efficaces lorsqu'elles exercent un pouvoir de négociation collectif au profit des petits exploitants et donnent ainsi aux agriculteurs plus de poids qu'ils n'en auraient eu en tant qu'individus.¹¹²

Utiliser les initiatives climatiques comme moyen de lutte contre les normes discriminatoires

Difficultés

La lutte contre les normes discriminatoires à l'égard des groupes de femmes et des personnes marginalisées va au-delà de la seule action climatique et touche à tous les aspects du développement durable. Cependant, le changement des normes sociales devrait être considéré et financé comme faisant partie intégrante des programmes climatiques. Jusqu'à présent, ces aspects n'ont pas toujours été associés à l'action climatique. Les programmes des bailleurs de fonds, des gouvernements et des entreprises ont eu tendance à exclure les travaux qui s'attaquaient aux normes sociales discriminatoires ou préjudiciables à l'égalité des sexes, estimant qu'ils n'étaient pas pertinents dans le cadre de l'action climatique. Pourtant, c'est tout le contraire. La lutte contre les normes discriminatoires nécessite des fonds et des ressources humaines spécifiques, car ces normes empêchent les femmes et les filles de participer efficacement à l'action climatique. Le terme « ressources humaines » désigne ici à la fois l'expertise et la formation dédiées à la lutte contre les normes discriminatoires des responsables de la mise en œuvre des projets.

Dans les pays concernés par les travaux de GLOW, plusieurs normes discriminatoires empêchent les femmes de participer à des activités bas carbone et résilientes au changement climatique :

- Au Nicaragua, au Guatemala et au Salvador, les agricultrices ont été invitées, en même proportion que les hommes, à participer à des programmes de formation visant à réduire les empreintes carbone et hydrique de leurs systèmes de production. Les incitations à la participation étaient fortes : l'adoption des nouvelles méthodes permettait d'économiser des ressources et donc d'augmenter les revenus des ménages. Malgré cela, les formateurs ont appris que « les femmes ne voulaient pas venir ». ¹¹³ Après enquête, il s'est avéré que les femmes ne sont pas considérées comme des « productrices de tomates » (même si elles cultivent effectivement des tomates) et qu'elles sont victimes de harcèlement sur leur lieu de travail, notamment de plaisanteries sexistes ou à caractère sexuel. ¹¹⁴
- Au Népal, il existe des tabous de longue date autour des menstruations, en particulier parmi certaines castes. Selon ces normes, les femmes et les jeunes filles qui ont leurs règles ne peuvent pas toucher les gens, la nourriture et les objets comme elles le feraient normalement. 89 % des femmes népalaises déclarent que leurs mouvements sont limités pendant leurs règles, et qu'il leur est interdit de se déplacer dans leur communauté ou à la maison. Cela crée des obstacles évidents qui limitent la participation des femmes aux activités économiques et affecte leur vie sociale et leur santé physique et mentale. ¹¹⁵
- Dans les communautés côtières du Kenya, les normes sociales veulent que les femmes n'aillent pas à la mer et ne nagent pas. Ces normes retiennent donc les femmes d'adopter de nouvelles technologies de production durables sur le plan environnemental et économiquement lucratives telles que l'aquaculture multitrophique intégrée. ¹¹⁶



Solutions : mettre en place des programmes climatiques conçus pour susciter l'adhésion et le soutien de la communauté à l'évolution des rôles et des actions des femmes

Les programmes et initiatives climatiques peuvent être conçus de manière à aborder explicitement, à confronter et à contester des croyances et des comportements « normaux » qui limitent la pleine participation des femmes à des moyens de subsistance bas carbone et résilients au changement climatique.

Les approches doivent être adaptées au lieu et à l'institution. Les sujets doivent être abordés avec tact par les défenseurs de l'égalité des sexes et leurs alliés. De cette façon, les initiatives protégeront le bien-être des femmes et des filles dans les communautés et/ou les chaînes de valeur et favoriseront des changements positifs en démontrant les capacités des femmes et des filles.

Par exemple, dans les communautés côtières du Kenya décrites précédemment, les normes sociales empêchant les femmes d'apprendre à nager ont limité leur accès aux nouveaux emplois bas carbone et résilients au changement climatique de l'économie bleue. Le **projet Blue Empowerment**¹¹⁷ a aidé les femmes désireuses de s'initier à cette nouvelle technologie à suivre des cours de natation et a soutenu la création de coopératives réservées aux femmes et de plateformes locales servant d'espaces d'entraide et de soutien mutuel.

Le projet **Renforcer l'autonomie des femmes dans les filières agricoles pour une transition bas carbone en Amérique centrale**¹¹⁸ a travaillé avec des entreprises qui prélèvent, transforment et distribuent des tomates et du cacao provenant de fournisseurs situés dans les trois pays que sont le Salvador, le Guatemala et le Nicaragua. Une partie du travail a consisté à identifier les possibilités de réduire les émissions par une meilleure efficacité énergétique et l'utilisation d'énergies renouvelables dans les chaînes de valeur, et de réduire l'utilisation de l'eau, afin de contribuer à la résilience climatique. Des analyses de genre ont également été réalisées afin de déterminer si l'environnement de travail des femmes est favorable ou hostile. Les analyses ont conduit à des formations sur mesure pour les membres des grandes équipes d'entreprise et des coopératives de commercialisation de la tomate et du cacao. Ces formations ont abordé, entre autres, les points suivants :

- l'identification et la cessation des microagressions contre les femmes sur le lieu de travail
- la conception de projets sous l'angle de l'égalité des sexes
- la compréhension et l'adhésion à des notions de masculinités positives et coresponsables
- l'utilisation d'une communication et d'un langage inclusifs
- des capacités d'adaptation socio-psychologiques (pour les femmes).¹¹⁹

Les programmes et les initiatives en faveur du climat peuvent ainsi servir à élaborer et à promouvoir dans le milieu du travail des normes positives, équitables sur le plan social et égalitaires entre les hommes et les femmes. Ces normes pourront avoir des retombées positives dans d'autres domaines de la vie.

Renforcer les politiques de soutien

Difficultés

Les Plans nationaux pour le climat, les CDN, ont été créés pour la première fois et soumis à la CCNUCC en 2015–2016, lorsque l'Accord de Paris est entré en vigueur. En 2020–2021, les pays ont à nouveau soumis des CDN révisées, plus ambitieuses sur le plan climatique. Ces nouvelles éditions faisaient davantage mention du genre et des femmes. Une recherche par mot-clé effectuée par l'UICN (2021) a révélé que 40 % des premières versions des CDN soumises par les parties à la CCNUCC en 2016 mentionnaient le mot « genre ». Ce pourcentage est presque deux fois plus élevé (78 %) dans la version des CDN soumises en 2021.¹²⁰

Bien souvent, les CDN ne mettent pas suffisamment l'accent sur l'égalité des droits et les avantages escomptés pour les femmes et les groupes défavorisés. De nombreux pays doivent encore renforcer la dimension d'inclusion sociale de leurs lois et politiques en matière de climat.

Le besoin de renforcement des dimensions sociales et de genre ne concerne pas seulement les politiques climatiques, mais aussi les lois et les politiques sectorielles liées à l'action climatique (les lois sur la gestion des terres et les régimes fonciers, les emplois verts, les politiques de formation professionnelle, etc.).

Au Cameroun par exemple, les politiques de restauration des terres ne tiennent pas suffisamment compte des besoins des femmes. Le projet **Restauration des terres pour l'autonomisation post-Covid et la réduction de la pauvreté des femmes rurales et autochtones du Cameroun**¹²¹ a fait le constat suivant : «... les politiques nationales et les instruments politiques ne sont certes pas discriminatoires à l'égard des femmes, mais il est possible de les orienter davantage au profit des femmes, notamment en ce qui concerne l'accès et le contrôle des ressources, l'accès à l'information et à la connaissance et, enfin en termes de participation et de pouvoir. Ensuite, des approches plus inclusives garantiront que les personnes, notamment les femmes et les groupes minoritaires, reçoivent des informations et des formations sur les dernières techniques de restauration des terres, qui soient adaptées à leur contexte et respectueuses de l'égalité des sexes.¹²²

Au Kenya, le gouvernement ambitionne de développer le secteur de « l'économie bleue ». Toutefois, comme le gouvernement le reconnaît lui-même dans sa stratégie quinquennale, les femmes sont sous-représentées : « Actuellement, le secteur de l'économie bleue est fortement dominé par les hommes, avec une très faible présence des femmes dans les professions maritimes. Il est donc nécessaire d'élaborer et de mettre en œuvre des lois, des

politiques et un cadre appropriés pour accroître la participation des femmes dans le secteur de l'économie bleue ». ¹²³

Cela est en partie dû au fait que les femmes ont des possibilités d'emploi limitées dans le secteur de l'économie bleue. Leur travail étant souvent informel et précaire, les contributions actuelles des femmes sont peu visibles ou largement sous-estimées, de sorte que leurs besoins sont éclipés dans les politiques gouvernementales.

Solutions: Renforcer les questions de genre et d'équité sociale dans les plans d'action climatiques et les politiques sectorielles et économiques

En fin de compte, l'émancipation économique des femmes requiert une « mosaïque » de mesures politiques et réglementaires, qui soient cohérentes, homogènes et alignées les unes sur les autres. Elles doivent intégrer et appliquer pleinement les lois nationales sur l'égalité des sexes par secteur.

Le projet **Restauration des terres pour l'autonomisation post-Covid et la réduction de la pauvreté des femmes rurales et autochtones du Cameroun** ¹²⁴ a réalisé une analyse systématique des politiques liées à la restauration des terres sous l'angle de l'égalité des sexes. Sur la base du cadre analytique de Harvard, l'équipe a évalué si les politiques nationales tenaient compte du genre et si elles faisaient évoluer la condition des femmes dans les domaines suivants :

- l'accès et le contrôle des ressources
- l'accès à l'information et au savoir
- la participation, le statut et le pouvoir.

Les chercheurs ont analysé trois stratégies ou politiques générales de développement, dont le Plan national de développement, ainsi que neuf politiques thématiques qui abordent des questions environnementales liées à la restauration des terres. Sur les douze politiques :

« Les résultats montrent que plus de la moitié des politiques ou des instruments ne tiennent pas compte de la dimension de genre pour les trois critères d'autonomisation. Sur quatre politiques sensibles au genre, au moins deux ne définissent pas de mesures concrètes. En d'autres termes, seuls deux des 12 instruments politiques ont apporté de vrais changements en matière d'égalité des genres. Il reste donc beaucoup à faire pour que nos politiques actuelles intègrent davantage les dimensions de genre en ce qui concerne l'accès et le contrôle des ressources, l'accès à l'information et au savoir et, enfin, la participation et le pouvoir. » ¹²⁵

Un examen des politiques multisectorielles (agriculture, foresterie, changement climatique et socio-économie) et des expériences sur le terrain, réalisé dans le cadre du projet **Co-production d'un écosystème d'entreprises résilient aux chocs pour les entreprises dirigées par des femmes au Népal**, ¹²⁶ a révélé que les dispositions constitutionnelles et les cadres politiques sectoriels plus larges du Népal sont assez progressistes en termes de garantie des droits des femmes et des groupes marginalisés et qu'ils prévoient un certain niveau de dispositions/ subventions pour les agricultrices. Cependant, ces mesures politiques apparemment progressistes ne sont pas réellement appliquées. Cela semble être dû à des lacunes dans l'élaboration d'instruments réglementaires sectoriels et de mécanismes institutionnels, dans l'élaboration de lignes directrices pour la mise en œuvre, dans la préparation des programmes requis et des budgets assortis, dans l'acheminement des ressources vers la population cible, dans la mise en œuvre effective sur le terrain, dans le suivi et l'évaluation de ces politiques et programmes, ainsi que dans l'harmonisation des politiques entre les secteurs.

L'intégration de mesures d'égalité des sexes dans les politiques climatiques et sectorielles pertinentes nécessite de multiples interventions. Des défenseurs attirés sont nécessaires dans les sphères législatives et exécutives du gouvernement, ainsi que l'implication des parties prenantes concernées de la société. Des analyses solides de ce type peuvent servir de tremplin pour un changement de politique.

Mettre en œuvre les objectifs et les engagements en matière d'égalité des sexes

Les problèmes rencontrés

Même lorsque des lois sur l'égalité des sexes ont une base juridique solide et sont bien reliées à des politiques climatiques et sectorielles, il arrive qu'elles ne soient pas mises en œuvre dans la pratique. C'est le cas au Népal, où la constitution et les lois nationales soutiennent fortement l'égalité des sexes. Cet engagement fort des autorités politiques en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes se traduit dans les CDN du Népal, que GLOW considère comme étant parmi les plus progressistes du monde. La loi exige que les collectivités locales et les institutions régissant l'utilisation des ressources naturelles, comme les groupes d'utilisateurs des forêts communautaires, soient composées à parts égales d'hommes et de femmes. Or, dans la réalité, la discrimination qui sévit encore dans l'administration locale et en matière de gestion des ressources naturelles est loin de refléter les lois népalaises favorables aux femmes.

Solutions : établir des partenariats avec des organisations intermédiaires afin de mettre en commun les données, défendre les intérêts des femmes et accélérer les actions écologiques adaptées à leurs besoins

Des partenariats fondés sur le respect avec des organisations intermédiaires aideront à mieux embrasser le changement et à mettre à la disposition des femmes et des groupes communautaires les ressources nécessaires.

Les partenariats et les alliances seront établis avec les organisations intermédiaires qui :

- offrent une visibilité politique, médiatique et publique aux questions d'économie verte menées par les femmes et pour les femmes, et qui peuvent si nécessaire faire pression pour un changement de politique
- peuvent mettre en commun des données et coordonner l'apprentissage et l'élaboration de stratégies entre différentes organisations et entreprises de femmes
- peuvent fournir des pistes de financement grâce à des contacts auxquels les organisations locales et les petites entreprises de femmes n'auraient pas accès autrement (y compris les traductions de documents).

Les partenariats directs et les alliances avec des investisseurs dans des initiatives dirigées par des femmes, à prédominance féminine et adaptées aux femmes sont également utiles lorsque les investisseurs externes respectent les priorités des femmes locales et s'en inspirent (voir l'encadré sur [L'approche de la recherche-action](#) à la page 66).

Un exemple d'organisation intermédiaire très efficace est l'observatoire bolivien du tourisme durable (*Observatorio Boliviano para el Industria Turística Sostenible – ORBITA*),¹²⁷ fondé par le projet GLOW **Le tourisme comme moteur d'un développement inclusif et durable en Bolivie**.¹²⁸ Son objectif est de transformer l'économie bolivienne afin qu'elle repose non plus sur des activités d'extraction traditionnellement dominées par les hommes, mais sur des activités plus respectueuses de l'égalité des sexes et de l'environnement, et fondées sur les riches atouts naturels et culturels de la Bolivie.

ORBITA a connu de nombreux succès. Pendant la phase de démarrage :

- Le projet a étudié plusieurs aspects : le rôle que le tourisme peut jouer en tant que moteur d'un développement durable et respectueux de l'égalité hommes-femmes, les disparités entre les sexes et les questions de genre dans l'industrie du tourisme, les préoccupations, les besoins, les demandes et les recommandations des différents acteurs de l'industrie du tourisme en Bolivie pendant la pandémie, et l'empreinte écologique du tourisme en Bolivie. ORBITA a en outre parrainé 25 étudiants qui ont rédigé des mémoires de Master sur l'autonomisation économique des femmes dans le domaine de l'écotourisme.
- Dans le cadre du projet, des services consultatifs sont été fournis aux entreprises touristiques dirigées et dominées par des femmes.
- Des partenariats et des alliances ont été conclus pour consolider et exploiter le potentiel de la Bolivie en tant que leader de l'écotourisme.

Ces différentes initiatives ont abouti à la production du rapport phare « Tourism with a Purpose and the 2030 Agenda in Bolivia » (disponible en espagnol sous le titre *Turismo con Propósito y la Agenda 2030 en Bolivia*).¹²⁹ Selon ce rapport, le tourisme pourrait devenir le principal produit d'exportation de la Bolivie en cinq ou six ans seulement, et générer des recettes en devises étrangères et des centaines de milliers d'emplois de qualité, en particulier pour les femmes et les jeunes, tout en nuisant peu à l'environnement. Afin de libérer ce potentiel, la Bolivie doit donner la priorité à cinq types de tourisme particulièrement porteurs (culturel, d'aventure, communautaire, gastronomique et scientifique).

Grâce à ces idées, ORBITA a réussi à capter l'attention du monde politique et de l'opinion publique dans le contexte de la reprise économique post-Covid et des autres événements extérieurs qui ont secoué l'économie bolivienne. Le cabinet du Vice-président a demandé que les recommandations du projet soient préparées sous forme de décret afin que les effets soient réels et rapides.

L'équipe a produit un projet de décret, qui se trouve actuellement entre les mains du Vice-président de la Bolivie, en attente d'approbation. Les efforts de promotion du tourisme en tant que moteur d'un développement durable et inclusif ont également été reconnus par l'Assemblée législative, et ont valu à ORBITA et SDSN Bolivia de recevoir des prix. Mais comment passer de cette vision et de cet engagement en faveur d'un tourisme rentable, respectueux de l'égalité entre les sexes et à faible impact sur l'environnement, à sa concrétisation sur le terrain ?

L'équipe a mis au point une stratégie de durabilité à plusieurs volets qui permettra de mettre en œuvre cette vision et cette politique émergente de manière pratique et durable. Sur la base d'une analyse de l'offre, de la demande et des opportunités, les actions futures d'ORBITA peuvent être articulées en quatre domaines pour lesquels un financement sera recherché. Là encore, l'importance d'ORBITA est évidente pour les entreprises touristiques dirigées et dominées par des femmes, ainsi que pour les femmes leaders en devenir. ORBITA agit en tant qu'organisation intermédiaire œuvrant pour l'obtention d'accords de coopération et de financements dans les domaines suivants :



- **La collaboration avec les universités** : Le programme ORBITA vise à canaliser les ressources afin d’approfondir les recherches et de mettre en relation les chercheurs locaux et internationaux. L’objectif est de faire la promotion dans d’autres pays de la Bolivie en tant que destination touristique. De plus, ORBITA a réussi à convaincre le recteur de l’université **Universidad Privada Boliviana – UPB**¹³⁰ que le tourisme est l’avenir de la Bolivie. Par conséquent, l’UPB a soumis son nouveau programme de licence en hôtellerie à l’approbation du ministère de l’Éducation.¹³¹
- **La collaboration avec les autorités infranationales** : Le programme vise à fournir des services de recherche, d’aménagement du territoire et d’élaboration de politiques publiques aux collectivités territoriales et départementales, en utilisant la plateforme ORBITA pour présenter les données et les offres touristiques.
- **Entreprises de tourisme communautaire** : Le programme ORBITA vise à développer le tourisme communautaire en Bolivie, en encourageant la participation des communautés locales à la gestion durable de leurs ressources naturelles et culturelles.
- **Services de conseil aux entreprises** : Le programme ORBITA vise à offrir un service complet qui fournit des informations sectorielles actualisées, des conseils personnalisés et une formation de haut niveau en matière de gestion afin de renforcer le positionnement stratégique, la compétitivité et la prise de décision efficace des entreprises touristiques en Bolivie.¹³²
- Au Népal, les politiques en faveur de l’égalité des sexes sont loin d’être mises en œuvre. Grâce au projet **Co-produire un écosystème commercial résilient aux chocs pour les entreprises dirigées par des femmes au Népal**,¹³³ le Southasia Institute for Advanced Studies a joué un rôle de rassembleur pour les membres des communautés, des gouvernements locaux et des institutions nationales. Le SIAS a convoqué toutes ces parties prenantes à une table ronde afin d’aborder ensemble les raisons pour lesquelles les aspects d’égalité des sexes et d’inclusion sociale ne sont pas mis en œuvre dans le cadre des politiques agricoles intelligentes face au climat. Les sujets abordés lors de la table ronde de 2023 étaient les suivants :

« l’absence de mise en œuvre ou les défaillances dans la mise en œuvre des politiques adoptées en faveur de l’inclusion sociale des femmes et de l’égalité des sexes, et leur incapacité à produire les résultats escomptés en termes d’émancipation économique des femmes, malgré l’adoption des politiques. Selon les experts, plusieurs défis sont à relever : les politiques inadaptées, les instruments réglementaires non harmonisés, le manque de capacité de mise en œuvre des politiques, le manque de budget, l’apathie techno-bureaucratique, la politique de développement local et l’attitude des politiciens, des bureaucrates et d’autres acteurs. »¹³⁴

Le projet a tenté de surmonter les défis identifiés en organisant davantage de dialogues délibératifs et des réunions formelles et officielles avec les parties prenantes locales impliquées dans l'accès des femmes aux marchés de leurs produits durables. Des formations ont également été organisées à l'intention des productrices et des responsables du gouvernement dans le but de trouver des solutions locales.

Encadré 3 : L'approche de la recherche-action

Le développement des capacités et les processus de changement s'appuient sur des méthodes de recherche-action pour la plupart des bénéficiaires de GLOW (groupes de réflexion, universités, ONG et organismes de conseil), qui jouent le rôle d'intermédiaires. Des approches de recherche-action similaires sont parfois appelées processus de « coproduction » ou de « knowledgebrokering » (échange de connaissances).

En d'autres termes, ces approches considèrent les femmes de la communauté (y compris les entrepreneures) et les représentants des autorités locales comme des membres de l'équipe de recherche élargie qui, ensemble, enquêtent sur les éléments moteurs, les obstacles et les solutions pour l'autonomisation des femmes et l'action climatique.

Ces différents acteurs ont rassemblé et analysé des données ensemble, afin d'établir une « analyse de la situation » ou un état des lieux, et ils ont élaboré ensemble des interventions sur mesure pour des localités et des activités spécifiques. Dans le cas de processus de collecte de données fastidieux et longs tels que les enquêtes auprès des ménages, le travail a été confié aux bénéficiaires de GLOW. Par la suite, les participants de l'équipe issus

de la communauté, du gouvernement et des entreprises ont analysé ensemble les données et élaboré des recommandations et des actions.

La valeur ajoutée des organisations intermédiaires réside dans leurs ressources et leurs compétences dans divers domaines : l'analyse technique (sur le genre et/ou l'atténuation et l'adaptation au changement climatique), l'animation de groupes de discussion et de dialogues, et la convocation stratégique des parties prenantes afin d'enrichir et d'accélérer les décisions politiques et leur mise en œuvre.

Ces institutions ont également bénéficié de financements du CRDI et se sont occupées de la conformité fiduciaire des donateurs, de la comptabilité et de l'établissement des rapports financiers. La plupart d'entre elles ont accordé des micro-subventions aux institutions communautaires sous la forme de financements modestes mais stratégiques destinés à catalyser la création d'entreprises, le passage à des systèmes de production intelligents face au climat et l'ensemble des mesures de renforcement des capacités et de formation par les pairs que nous avons décrites dans ce rapport comme étant nécessaires à l'autonomisation des femmes.



« GRÂCE À L'APPROCHE DE COPRODUCTION, LES BÉNÉFICIAIRES NE RÉPONDENT PAS SIMPLEMENT AUX QUESTIONNAIRES DU PROJET, ILS PARTICIPENT AUX TRAVAUX DE RECHERCHE. » – PROJET CREW, NÉPAL¹³⁵

Solutions : Renforcer le personnel féminin des administrations locales

Souvent, le personnel du gouvernement au niveau du district, de la municipalité ou de l'administration locale ne comprend pas très bien comment mettre en œuvre les politiques d'égalité des sexes et, en particulier, comment les appliquer aux actions climatiques et sectorielles. Ce personnel joue un rôle crucial, car il est en première ligne.

Il peut être très efficace d'organiser des réunions d'information et des formations et/ou de favoriser le dialogue avec les autorités locales afin de renforcer leurs capacités de mise en œuvre.

Par exemple, au Malawi, le projet **Accorder la priorité aux solutions en faveur de l'autonomisation et de la résilience des femmes dans les filières d'arbres à fruits comestibles au Malawi (POWER)**¹³⁶ vise spécifiquement à impliquer le personnel du gouvernement du district dans le co-développement d'activités destinées à autonomiser les femmes dans les chaînes de valeur des arbres alimentaires – de façon à ce qu'elles participent aux résultats. Le projet souhaite également sensibiliser le personnel du district aux questions de genre.

L'un des objectifs de POWER est de « donner aux utilisateurs finaux ciblés – le gouvernement du Malawi (à travers ses bureaux de district pour l'agriculture, l'environnement et les ressources naturelles [DAENR]), d'autres organisations de mise en œuvre comme les ONG et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et les acteurs concernés du secteur privé tels que Malawi Mangoes et Shire Best – les moyens de disposer des directives, du matériel de formation communautaire et de communication, des notes d'information sur les politiques et des formations ciblées pour mettre en œuvre les interventions et les solutions élaborées en commun. »¹³⁷

Le projet a organisé des « réunions catalysatrices » approfondies avec le gouvernement du district et les agents de terrain de l'agriculture. Conçues dans le cadre de l'intervention transformatrice en matière de genre, les réunions visaient à examiner l'avancement des travaux. L'occasion était offerte aux formateurs, aux mentors et aux participants de la communauté la possibilité de réfléchir et de planifier avec les responsables du district.

Ces points de contrôle ont également permis au projet de développer la sensibilisation et la compréhension des fonctionnaires du gouvernement local et des agents de terrain sur les besoins et les contraintes des agricultrices locales et leurs rôles dans la chaîne de valeur vis-à-vis des hommes.¹³⁸ Les sessions ont duré trois jours (décembre 2023) et ont impliqué 24 responsables de district des deux districts ciblés.

« Les aspects fondamentaux de cette méthodologie étaient l'approche d'engagement communautaire et le mécanisme d'apprentissage par rétroaction qui ont permis à toutes les parties prenantes participant au modèle POWER de co-apprendre et de réfléchir à des choses qui fonctionnent et pourraient ne pas fonctionner pour le succès de l'autonomisation significative des femmes et de l'amélioration des moyens de subsistance. »¹³⁹

Au Cambodge, GrowAsia s'est engagé en particulier avec les agences de vulgarisation agricole du gouvernement local. Il est particulièrement important que les agents de vulgarisation comprennent la nature des obstacles liés au genre à l'adoption d'une agriculture intelligente face au climat, car ce sont eux qui introduisent de nouveaux intrants et techniques agricoles pour les femmes et les hommes sur le terrain.

GrowAsia a fortement recommandé que les agents de promotion « soient conscients des obstacles spécifiques auxquels les femmes sont confrontées, de la manière dont cette inégalité affecte négativement tous les membres de la communauté et de la manière dont ces contraintes peuvent être atténuées ». Les agences de promotion locales ont été encouragées à accroître l'accès des femmes en « organisant des formations à des moments qui conviennent aux femmes, en permettant aux femmes d'assister avec leurs enfants ou en partageant les résumés de formation par voie électronique via une plate-forme accessible aux femmes des zones rurales (comme les groupes Telegram qui permettent la messagerie vocale et vidéo) ». ¹⁴⁰

Au Vietnam, GrowAsia exhorte le personnel du gouvernement local à renforcer les mesures de santé et de sécurité pour les agricultrices et à prendre des mesures proactives pour protéger leurs besoins en matière de santé et de mobilité pendant la formation agricole, en raison des « conditions météorologiques, de la boue des champs et des matériaux chimiques utilisés dans la riziculture, ainsi que du vieillissement des travailleuses ». ¹⁴¹

Aux Philippines, les chercheurs de GLOW défendent l'idée de fournir aux gouvernements locaux un « menu budgétaire de développement local » d'options de développement agricole autonomisant les femmes, à faible émission de carbone et résilientes au climat, afin d'orienter ces entités vers des investissements plus intégrés. ¹⁴²

Solutions : mettre des fonds à la disposition des groupes de femmes et des femmes entrepreneurs

Plusieurs groupes de femmes locales ont besoin de financement pour leurs activités en vertu des politiques d'égalité des sexes et de leur mise en œuvre, en particulier dans le contexte des économies bas carbone et résilientes au changement climatique.

Comme indiqué précédemment, les femmes ont besoin de ressources pour des activités formelles et informelles qui renforcent leurs compétences, leur confiance, leur leadership, le développement de leurs produits et de leurs marchés, et qui favorisent le dialogue, la compréhension et le soutien moral et pratique entre les générations, les sexes, les castes et les ethnies de leurs localités.

Les projets GLOW ont exploré les possibilités d'utilisation des fonds provenant de l'épargne et des bénéfices réalisés par les femmes. Malheureusement, le besoin en financement extérieur reste urgent pour plusieurs activités commerciales et de subsistance. Le besoin concerne entre autres :

- les intrants et les investissements de départ pour accéder aux marchés bas carbone et résilients au changement climatique
- les ressources pour l'organisation collective des femmes, la convocation des communautés et l'engagement politique, y compris les coûts liés aux locaux, au matériel et à la communication
- les ressources pour la formation dans les divers domaines du renforcement des capacités (compétences techniques, commerciales et financières, coaching en leadership, etc.).

Le programme GLOW ne s'est pas attardé sur les modèles de financement institutionnels, mais une initiative parallèle de Convergence and Climate Policy Initiative va dans ce sens. L'organisation a analysé la sensibilité au genre des investissements climatiques dans son rapport **Blended finance and the gender-energy nexus : a stocktaking report**.¹⁴³ Sur la base de données Historical Deals Database de Convergence, l'analyse classe les investissements climatiques dans la catégorie des investissements d'impact pour les raisons suivantes lorsque :

- ils attirent les financements d'investisseurs qui, autrement, n'auraient pas investi dans la région/le secteur/le projet
- ils mobilisent des capitaux à des conditions préférentielles auprès d'investisseurs publics ou philanthropiques, avec des subventions et/ou une assistance technique
- ils sont destinés à créer plus d'impact en rapport avec les Objectifs de développement durable (ODD) ou à bénéficier directement à des groupes dans des marchés émergents ou frontalières.

L'étude a révélé que 78 % des transactions climatiques « occultent la dimension de genre », 17 % « la reconnaissent et en tiennent compte » et 5 % sont « expressément axées sur l'égalité des sexes ». La plupart des transactions de la dernière catégorie concernent le secteur agricole et impliquent des institutions de financement du développement.

Cette analyse met en évidence de sérieuses lacunes et le fait qu'un changement est nécessaire de la part des bailleurs de fonds publics et philanthropiques pour soutenir le leadership des femmes dans les actions bas carbone et de résilience climatique au sein des économies émergentes et pionnières.

Encadré 4 : L'importance d'une budgétisation sensible au genre dans les politiques et les programmes

La budgétisation sensible au genre est une approche stratégique visant à intégrer les perspectives de genre dans les processus de budgétisation et de planification et à soutenir les activités pour permettre aux femmes et aux hommes d'en bénéficier équitablement. En 2007–2008, le gouvernement népalais a approuvé et mis en place un système de budgétisation orienté vers l'égalité des sexes. Le gouvernement local de Malarani a sollicité l'équipe du projet **Coproduction d'un écosystème commercial résistant aux crises pour les entreprises dirigées par des femmes au Népal**¹⁴⁴ de GLOW pour l'aider

à intégrer l'approche dans son plan annuel. Le projet a organisé des forums d'orientation et de délibération sur l'égalité des sexes et l'inclusion sociale afin de sensibiliser les élus locaux aux dispositions et aux avantages d'une budgétisation sensible au genre. Les municipalités ont ainsi renforcé leur engagement en faveur de cette approche et les programmes municipaux ont défini plus clairement les groupes cibles. Les allocations budgétaires orientées en faveur de l'égalité des genres ont également augmenté et un programme de sensibilisation a été mis en place pour d'autres fonctionnaires municipaux et membres du conseil.

Aborder le travail non rémunéré, y compris le travail de soins, comme une partie intrinsèque de l'action climatique

Difficultés

De nombreuses publications traitent du manque de temps des femmes, qui résulte de leur lourde charge de travail, rémunéré ou non, et cette réalité se reflète de manière frappante dans les études de GLOW. Les tâches non rémunérées ou largement sous-payées sont souvent des travaux agricoles, agroforestiers et de l'économie bleue qui sont effectués pour le compte de la maisonnée, parfois pour assurer sa subsistance ou pour vendre en petite quantité. Il peut également s'agir de soins apportés à des personnes dépendantes, dont le nombre a explosé pendant la pandémie de Covid-19. Les femmes sont souvent plus disposées que les hommes à rester à domicile pour ce genre de tâches.

Selon Intellecap, en Afrique de l'Est par exemple, les femmes sont « limitées en temps libre et en mobilité en raison des normes socioculturelles et des attentes traditionnelles à leur encontre, ainsi que d'une répartition inégale des responsabilités domestiques et des soins. »¹⁴⁵ Du fait de ces contraintes et attentes socioculturelles, les agricultrices qui subissent des bouleversements et des pressions climatiques tels que le manque d'eau ou la baisse des rendements agricoles ont beaucoup plus de mal à s'en remettre. Ces difficultés sont entre autres aggravées par des moyens de production limités et un faible pouvoir de décision en matière de ressources et de pratiques agricoles, comme expliqué précédemment.

Solutions : Changer les normes et les pratiques en matière de soins

Le programme GLOW n'est pas spécifiquement dédié à la recherche de solutions à l'écart d'attribution des tâches non rémunérées entre hommes et femmes et à ses conséquences sur les transitions bas carbone et résilientes au changement climatique. Un programme de recherche connexe financé par le CRDI a étudié plus en profondeur la valeur que la société accorde aux tâches de soins, et comment ces dernières peuvent être rééquilibrées entre les femmes et les hommes et, dans une certaine mesure, être officialisées en tant que travail décent. Ces domaines de recherche-action sont, en effet, étroitement liés. Les possibilités de les intégrer davantage dans les travaux de recherche sont multiples.



Les principaux points découlant de la recherche-action sur les économies de soins, qui pourraient être intégrés aux transitions bas carbone et résilientes au climat, sont les suivants :

- « **Changer la vision des soins** : Il est impératif de modifier la perception selon laquelle le travail de soins relève exclusivement de la responsabilité des femmes. Il faut se pencher sur les normes et les attentes établies, en particulier sur les défis qu'elles posent en matière de développement d'affaires et d'égalité des genres.
- **Décideurs et rémunération dans l'économie des soins** : Qui sont les décideurs dans l'économie des soins et que faudrait-il pour que les soins ne soient plus considérés uniquement comme un travail de femmes ? Il est important de fournir systématiquement des compensations justes et décentes.
- **Implication du secteur privé et investissement d'impact** : Il est primordial d'encourager le secteur privé (entrepreneurs, financiers et multinationales du domaine de la santé) à proposer des solutions innovantes. Les connaissances et les capacités limitées nuisent aux flux financiers, et seuls la recherche, la mise en œuvre et la sensibilisation peuvent alors stimuler l'investissement d'impact.
- **La technologie et l'éducation comme catalyseurs** : L'accent a été mis sur le rôle de la technologie dans la mise en relation des soignants avec les familles et les superviseurs, ainsi que sur la création de parcours éducatifs pour les prestataires de soins. Le développement numérique a également été présenté comme un moyen d'attirer des femmes hautement qualifiées, en leur offrant un meilleur salaire et une plus grande sécurité.
- **Défense des intérêts et prise en compte de la dimension de genre dans l'économie des soins** : Il est nécessaire de défendre les politiques, de renforcer les capacités et de produire des données probantes pour soutenir les entreprises de soins. La population active masculine peut être mobilisée pour changer le discours et rendre le travail des soins plus attrayant. En outre, les hauts responsables devraient être sensibilisés pour promouvoir un secteur plus inclusif et plus sensible à la dimension de genre.¹⁴⁶

Les principaux points sont les suivants :

- En rééquilibrant les contributions des femmes et des hommes aux soins non rémunérés, les femmes pourraient consacrer plus de temps à des activités bas carbone génératrices de revenus et résilientes au changement climatique, et les hommes pourraient passer plus de temps avec leur famille.
- Les secteurs des soins professionnels (formels) et des soins informels (effectués par les membres masculins et féminins de la famille) constituent des domaines clés qui pourraient proposer des biens et des services bas carbone et plus résilients au changement climatique aux consommateurs, et ainsi modifier leur comportement pour un avenir plus respectueux de l'environnement.



Solutions : promouvoir des technologies bas carbone qui réduisent la corvée des femmes (et des hommes)

Toutes les tâches de soins, les travaux pour compte propre non rémunérés ou sous-payés dans l'agriculture, la foresterie et l'économie bleue ne sont pas des « fardeaux ». Du fait de leur valeur socioculturelle, de nombreux aspects de ces travaux sont appréciés ou tolérés par beaucoup de femmes. Ils peuvent être associés à des activités socioculturelles importantes telles que la collecte, le traitement et la préparation des denrées alimentaires et d'objets religieux et culturels spécifiques, ainsi qu'à des activités connexes.

Toutefois, les travaux effectués par les femmes pour leur propre compte et les soins qu'elles prodiguent constituent bien souvent une corvée, avec son lot de pressions physiques et psychologiques (manque de sommeil et de temps de relaxation, stress élevé, etc.). En adoptant des technologies et des techniques bas carbone, les femmes peuvent se libérer du temps et réduire la pénibilité de leurs tâches, qu'elles soient rémunérées ou non. Le projet **Transition énergétique en Guinée et au Sénégal en faveur de l'autonomisation économique des femmes grâce à la filière horticole dans un contexte post-Covid**¹⁴⁷ a documenté comment certaines activités de production agricole « conventionnelle » dominées par les femmes, telles que l'irrigation manuelle, sont coûteuses en temps et en énergie. Dans ce contexte, l'introduction de l'irrigation solaire peut considérablement alléger la charge de travail des femmes dans les champs. Elles pourraient, si elles le souhaitent, dégager du temps pour d'autres activités génératrices de revenus ou passer plus de temps dans leur foyer et leur communauté, y compris pour des activités sociales de valeur.¹⁴⁸

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

CHAPITRE 6

Conclusions des travaux de recherche de GLOW

Les conclusions et les recommandations d'action du programme GLOW peuvent éclairer les décisions et les pratiques des travailleuses et des entrepreneures, des groupes de femmes et des leaders communautaires. Elles peuvent influencer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et les budgets nationaux. Ces conclusions sont utiles dans le cadre plus large des partenariats internationaux pour le développement et des flux financiers liés au climat.

Les conclusions de GLOW peuvent inspirer et guider les parties prenantes locales et nationales dans leurs efforts pour atteindre la « **version 3.0** » plus ambitieuse des Contributions déterminées au niveau national.¹⁴⁹ La plus ambitieuse des CDN depuis leur lancement en 2015, la génération 3.0 des CDN pourrait permettre aux pays qui n'ont fait que des pas timides dans cette direction d'intégrer efficacement l'égalité des sexes et l'équité sociale dans leurs actions en faveur du climat.

Les conclusions de GLOW sont pertinentes et directement applicables au programme de travail apparenté de la CCNUCC sur « l'impact de la mise en œuvre des mesures » (d'atténuation du changement climatique) sur le bien-être socio-économique des populations. Ces conclusions seront également utiles dans d'autres aspects transversaux des objectifs et finalités en matière de développement durable.

Une agricultrice s'occupe des cultures, Tanzanie © Georgina Smith, CIAT

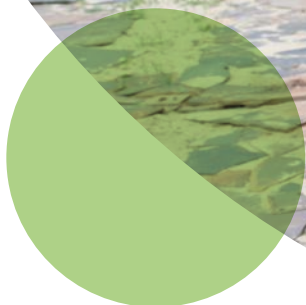


Les travaux de recherche de GLOW envoient un message clair et catégorique à ces acteurs et processus : les progrès en matière d'égalité de genre et d'action climatique vont de pair. Les actions en faveur de l'égalité des sexes et du climat, ainsi que les initiatives prises par la société pour faire face aux risques et aux effets du climat, doivent être soigneusement conçues et mises en œuvre en synergie.

L'efficacité et la durabilité des actions climatiques sont liées à l'autonomisation des femmes dans divers domaines. Une meilleure parité hommes-femmes passe par une plus grande résilience des femmes aux chocs et aux pressions climatiques. Dans cette optique, il est nécessaire d'aider précisément les femmes à profiter des possibilités et des avantages offerts par les transitions économiques vers l'objectif « zéro émission ».

Bon nombre des ingrédients nécessaires à l'autonomisation économique des femmes dans le contexte des transitions bas carbone et résilientes au changement climatique sont des principes de développement durable bien établis et reconnus dans l'Agenda 2030, même s'ils ne sont pas systématiquement appliqués. La principale leçon pour les décideurs politiques, les gestionnaires de programmes et les responsables de la mise en œuvre du climat est qu'ils ne peuvent pas se permettre de négliger ces principes fondamentaux d'un développement juste, équitable et efficace dans le domaine du climat :

- **Les femmes doivent occuper les mêmes postes que les hommes et jouer un rôle significatif dans la prise de décision et la direction des initiatives en matière de climat**, et ne pas simplement être des participantes. Le leadership des femmes est un facteur déterminant pour des initiatives climatiques plus efficaces et plus durables.
- **Tant les politiques climatiques que les politiques sectorielles adaptées telles que la restauration des terres, la protection de l'environnement, l'agriculture, l'économie bleue et le tourisme, devraient chercher à renforcer l'autonomie des femmes.** La législation sur l'égalité des sexes n'est pas suffisamment intégrée dans un grand nombre de politiques, de stratégies et d'instruments d'investissement utilisés dans la mise en œuvre d'actions bas carbone et résilientes au changement climatique. Dans certains pays, des efforts considérables doivent être déployés pour non seulement aligner et intégrer de manière adéquate les questions de genre et d'équité sociale dans ces instruments sectoriels, mais aussi pour garantir leur application et leur mise en œuvre.
- **Des actions ciblées sont nécessaires pour créer des conditions et des résultats équitables pour les femmes.** La conception opérationnelle et, surtout, la budgétisation des initiatives en matière de climat doivent inclure des mesures de soutien ciblées permettant aux femmes de participer et de bénéficier d'avantages sur un même pied d'égalité que les hommes. Les initiatives en matière de climat doivent également adopter une approche intersectionnelle et analyser les obstacles auxquels se heurtent certains groupes défavorisés (tels que les femmes handicapées), puis prévoir des interventions bien adaptées et financées.



Le programme a également permis de dégager d'autres idées innovantes en termes de financement, d'expérimentation, de recherche et d'apprentissage dans différents contextes, qui pourraient avoir un impact à plus grande échelle :

- **Les technologies et les modèles de production bas carbone et résilients au changement climatique sont susceptibles d'alléger les tâches subalternes généralement effectuées par les femmes dans les secteurs des ressources naturelles étudiés.** La recherche a mis en évidence la manière dont l'introduction de technologies et de pratiques bas carbone et résilients au changement climatique telles que l'irrigation solaire (**Sénégal, Guinée**)¹⁵⁰ et l'agriculture régénérative, peuvent (selon les pratiques et le contexte, comme en **Bolivie**)¹⁵¹ stabiliser la production ou soutenir l'entrée des femmes dans des activités à plus forte valeur ajoutée, tout en réduisant la pénibilité du travail manuel sous-productif et en libérant du temps pour d'autres activités.
- **Les modes d'agriculture, d'aquaculture et de foresterie renouvelables et économes en terres permettent aux femmes de s'émanciper sur le plan économique.** Les technologies bas carbone et résilients au changement peuvent rendre des modèles de production entiers plus lucratifs et durables pour les travailleuses et les entrepreneuses. Elles peuvent également alléger le besoin d'actifs de départ tels que la terre et le financement dont les femmes cruellement. Par exemple, l'élevage de la mouche soldat noire a une faible empreinte physique tout en permettant de transformer les déchets organiques en plusieurs composts respectueux de l'environnement et générateurs de profits, ainsi qu'en aliments pour le bétail.
- **L'autonomisation économique des femmes dans le cadre des transitions bas carbone et résilients au changement climatique nécessite un renforcement des capacités des femmes à plusieurs niveaux : technique, financier et psychosocial.** Les initiatives en matière de climat devraient aider les femmes, au même titre que les hommes, à accéder aux informations météorologiques et climatiques et à renforcer leurs compétences en matière de technologies et de pratiques liées au climat. Elles doivent également aider les travailleuses et les entrepreneuses ayant des connaissances financières et des compétences en gestion d'entreprise (le cas échéant) à prospérer dans la production et la commercialisation de biens et de services bas carbone et résilients au changement climatique. Les initiatives en matière de climat peuvent comprendre différentes mesures adaptées au contexte local pour renforcer la confiance des femmes et lever les obstacles psychosociaux internes dus aux préjugés de la société. Elles peuvent doter les femmes de compétences de défense et de négociation pour être des leaders climatiques plus efficaces.

- **Nommer et soutenir les promotrices de l'égalité des sexes, et s'allier avec les hommes, est capital pour que les initiatives en matière de climat profitent à l'ensemble de la société.** Les initiatives en matière de climat sont une occasion unique d'encourager les alliés et les défenseurs de l'égalité des sexes et de positionner les femmes en tant que leaders dans le domaine du climat. Ce rapport a décrit de nombreuses formes de dialogue facilité et délibératif aux niveaux imbriqués du ménage à la communauté au niveau national pour encadrer et promulguer ces normes positives autour de l'autonomisation des femmes et des groupes sociaux et socio-économiques défavorisés. Ces mesures, généralement peu prises en compte dans les programmes climatiques, doivent être faire partie intégrante des efforts de renforcement des capacités et des actions.
- **Les systèmes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage doivent intégrer la probabilité que les femmes et divers groupes de la société apprécient les avantages matériels et immatériels découlant des interventions en matière de climat.** Les avantages matériels comprennent des revenus et des actifs économiques plus importants, ainsi qu'une meilleure résilience, c'est-à-dire la capacité d'anticiper, d'absorber et de se remettre des crises et des pressions climatiques. Cette capacité est mesurée par la faible interruption des activités de production et de consommation, ainsi que par le bien-être qui en résulte. Les avantages immatériels de l'application des mesures bas carbone et climato-intelligentes comprennent l'augmentation du temps de repos et de la participation à des activités sociales et culturelles.

Les frontières de la recherche

Le programme GLOW a ouvert de nouveaux sujets de recherche :

Les liens entre la préservation de l'intégrité des écosystèmes (y compris la biodiversité), l'égalité des sexes et la lutte contre le changement climatique.

Les projets GLOW en **Bolivie**¹⁵² (production de quinoa par les femmes autochtones) et au **Népal** (solutions forestières menées par les femmes) ont examiné l'étendue et le potentiel de l'agrobiodiversité^{xi} dans le cadre de leurs analyses de référence. Le projet népalais **Autonomisation économique des femmes grâce à des solutions forestières**¹⁵³ a en outre travaillé avec les groupes d'utilisateurs forestiers communautaires et les autorités de district pour étendre les règlements locaux. Les nouveaux règlements prévoient le suivi et la gestion durable des diverses espèces d'arbres dont les femmes ont besoin pour leurs entreprises de produits forestiers non ligneux.

Il existe un potentiel beaucoup plus grand pour la recherche-action dans des contextes très diversifiés, afin d'encadrer, de tester et de tirer des conclusions sur le potentiel d'autonomisation économique des femmes, de lutte contre le changement climatique et de restauration de la biodiversité et de l'écosystème. Elle pourrait porter sur la restauration des espèces en danger de manière plus générale (au-delà de la diversité des cultures et du bétail) afin de stabiliser et de restaurer la grande diversité des espèces du biome environnant, ainsi que les services écosystémiques qui en découlent. Elle pourrait également s'intéresser à la manière dont cela peut se faire en dehors des zones de conservation de la nature dans les paysages productifs.

xi **agrobiodiversité** : l'éventail des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture ou « biodiversité au sein des systèmes agricoles » (FAO)

Il est nécessaire de mieux comprendre, sur le plan scientifique et politique, comment des initiatives bien conçues peuvent cibler ces intersections entre le climat, la nature et l'homme et produire diverses retombées positives, qui peuvent être correctement mesurées au fil du temps, notamment grâce à la surveillance de la biodiversité.

La recherche-action à ce niveau ferait progresser les évaluations mondiales et la prise de décision future dans l'ensemble du Cadre mondial pour la biodiversité (en particulier sa Cible 1 : Planifier et gérer tous les domaines pour réduire la perte de biodiversité, et sa Cible 2 : Restaurer 30 % de tous les écosystèmes dégradés), **l'Agenda 2030**¹⁵⁴ et l'Accord de Paris.¹⁵⁵ Le projet de quinoa en Bolivie et le projet d'entreprise forestière au Népal ont ceci de commun qu'ils sont inspirés et dirigés par des femmes autochtones. Les travaux de la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) et du GIEC attestent d'ores et déjà que les terres gérées par les populations autochtones présentent une plus grande biodiversité et des écosystèmes mieux préservés. La recherche développée et documentée conjointement avec les communautés autochtones sur leurs connaissances, les pratiques et les implications pour les politiques est particulièrement précieuse.

Caractéristiques de la protection sociale pour les femmes les plus marginalisées dans le contexte des transitions bas carbone et résilientes au changement climatique.

Les projets GLOW ont mis en évidence une stratification des femmes en termes de capacité à adopter des technologies, des systèmes de production et des activités bas carbone et résilientes au changement climatique. Même dans les communautés qui paraissent relativement homogènes en termes de niveau de richesse ou d'appartenance ethnique, les chercheurs ont constaté des niveaux de participation des femmes très différents.

D'autres facteurs se conjuguent au genre et aggravent les obstacles à l'accès à des moyens de subsistance décents, bas carbone et résilients au changement climatique. Bien que la recherche GLOW et le présent rapport de synthèse mettent en évidence autant que possible l'analyse intersectionnelle entreprise dans les 17 sites étudiés, les équipes du projet GLOW ont toutes souligné la nécessité de poursuivre les recherches. Il s'agit avant tout de savoir comment les femmes et les ménages dirigés par des femmes extrêmement pauvres – indigentes – peuvent et doivent être aidés afin d'avoir une vie digne, pérenne et résiliente face au changement climatique (sachant que leur profil d'émissions est quasiment nul). D'autres pistes de recherche du programme GLOW concernent la manière dont des facteurs tels que le sexe, la situation matrimoniale et l'âge entravent ou facilitent l'accès à des moyens de subsistance bas carbone et résilients au changement climatique. Il est nécessaire de s'appuyer sur le rapport **de la Banque mondiale sur les ondes de choc et les contributions (2015–2016)**¹⁵⁶ sur les interactions entre le changement climatique et la pauvreté, pour interroger les relations entre le climat, l'extrême pauvreté et les transitions économiques vertes dans une perspective sexospécifique et intersectionnelle.

Des recherches plus approfondies doivent être menées pour déterminer quels sont les facteurs économiques et socioculturels qui maintiennent certains groupes de femmes à la traîne dans les transitions vertes, et comment les instruments de protection sociale et d'autres mesures ciblées peuvent davantage inclure ces sous-groupes de femmes. L'objectif est de leur permettre d'avoir une meilleure situation économique et un travail décent bas carbone et résilient au changement climatique (si leur âge, leur santé et leurs capacités physiques et psychologiques leur permettent de travailler).

Recenser et suivre les flux financiers actuels en faveur des initiatives climatiques menées par les femmes au niveau local et se servir de cette analyse pour mobiliser et débloquer d'autres fonds.

Les initiatives menées par des femmes et décrites dans les études GLOW ont reçu des financements provenant de différentes sources. Certaines activités ont été financées par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada via les projets de recherche-action GLOW en question. D'autres initiatives ont été autofinancées, telles que l'achat direct par les ménages de systèmes d'irrigation à l'énergie solaire au Sénégal. D'autres encore ont été subventionnées ou directement financées par des fonds publics ou des donateurs philanthropiques (toujours au Sénégal). Certaines activités reposaient sur des modèles d'associations villageoises d'épargne et de crédit, où les participants mettaient en commun leurs ressources et définissaient leurs propres règles.

Dans les forums de politique publique mondiaux et régionaux, les discussions sur la définition des stratégies et des plans nationaux de lutte contre le changement climatique témoignent de la nécessité de mieux comprendre l'ampleur des besoins en matière de financement, qu'il s'agisse de l'atténuation du changement climatique ou de l'adaptation, ou de ces deux domaines pris ensemble.

Les décideurs politiques et les investisseurs souhaitent connaître le montant et la qualité de l'offre et de la demande de financement climatique (combien de financement climatique circule, de qui, vers quels pays, secteurs, thèmes, activités et sous-groupes de la population, avec quel degré de concessionnalité^{xii} et pour quels types d'activités et calendriers). La CCNUCC et ses organes constitués, tels que le Comité permanent des finances et ses évaluations biennales du financement de la lutte contre le changement climatique et de la détermination des besoins des pays en développement, mènent depuis des années des négociations et des analyses visant à mieux cartographier et surveiller ce paysage complexe.

Les méthodologies de suivi des flux de financement climatique et de vérification de l'adéquation entre l'offre et la demande se développent progressivement, mais dans une mesure encore largement insuffisante. Les recherches ascendantes et les essais pilotes doivent être multipliés dans le cadre des initiatives climatiques locales menées par des femmes afin de définir les besoins et mettre au point des méthodes plus centrées sur les personnes et permettant de s'assurer que l'aide extérieure est adaptée. Concevoir et expérimenter de nouvelles méthodes dans divers endroits pourrait déboucher sur une méthodologie plus largement utilisée, basée sur l'échantillonnage, et qui permettrait de mieux comprendre les enjeux et d'investir plus intelligemment à l'échelle nationale, régionale et mondiale.

xii **Concessionnel** : financement fourni sous forme de subvention ou de prêt à faible taux d'intérêt, contrairement aux prêts non concessionnels qui sont accordés aux taux du marché.

Notes finales

1. A. Gutierrez (2020). *L'impact de la COVID-19 sur les femmes*. New York : Secrétariat général des Nations Unies. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/04/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women>
2. Programme GLOW (2021–2024). *Le programme GLOW (Gender Equality in a Low Carbon World)* est financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site <https://glowprogramme.org>
3. GIEC (2022). Résumé pour les décideurs [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, M. Tignor, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem (éds.)]. Dans : *Changement climatique 2022 : Impacts, adaptation et vulnérabilité*. Contribution du Groupe de travail II au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, pp. 3–33, doi:10.1017/9781009325844.001. https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_SummaryForPolicymakers.pdf
4. CCNUCC. *Les Contributions déterminées au niveau national (CDN)*. Bonn : CCNUCC. <https://unfccc.int/NDCREG>
5. GIEC (2023). Sections. Dans : *Changement climatique 2023 : Rapport de synthèse*. Contribution des groupes de travail I, II et III au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [Core Writing Team, H. Lee et J. Romero (eds.)] GIEC, Genève, Suisse, pp. 35–115 (Figure 2.5 dans le rapport original), doi : 10.59327/IPCC/AR6-9789291691647. IPCC_AR6_SYR_LongerReport.pdf. https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC_AR6_SYR_LongerReport.pdf
6. Ibid. (Figure 2.2 du rapport original).
7. GIEC (2022). Groupe de travail II, *Changement climatique 2022 : Impacts, adaptation et vulnérabilité*, Résumé pour les décideurs politiques, B.2.4. https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_SummaryForPolicymakers.pdf
8. Ibid.
9. Programme des Nations Unies pour le développement (2011). *L'indice d'inégalité de genre du PNUD*. New York : PNUD. <https://hdr.undp.org/data-center/thematic-composite-indices/gender-inequality-index#/indicies/GII>
10. Forum économique mondial (juin 2024). *Global Gender Gap, Rapport de synthèse*. Genève : FEM. https://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2024.pdf
11. Ibid.
12. M. Dupar et E. Tan (2023). *De consommatrices bas carbone à leaders climatiques : Un examen du rôle des femmes dans la transition vers des économies bas carbone*. <https://glowprogramme.org/fr/resource/de-consommatrices-bas-carbone-leaders-climatiques>
13. Intellectap (août 2024). *Rapport d'apprentissage*. Document interne, page 7.
14. Sumberg et Okali, 267–277, chez M. Dupar et al. (2021). *Génération résiliente : soutenir les perspectives de travail décent pour les jeunes dans les zones arides d'Afrique de l'Est et de l'Ouest*, page 6. Londres : Supporting Pastoralism and Agriculture in Recurrent and Protracted Crises (SPARC) <https://www.sparc-knowledge.org/publications-resources/report-resilient-generation-supporting-young-peoples-prospects-decent-work>
15. Organisation internationale du travail (2024). *Travail décent*. Genève : OIT. <https://www.ilo.org/topics/decent-work>
16. Nations Unies (2015). *Objectifs de développement durable*. New York : Nations Unies. <https://sdgs.un.org/goals>
17. M. Dupar et E. Tan (2023). *De consommatrices bas carbone à leaders climatiques : Un examen du rôle des femmes dans la transition vers des économies bas carbone*. <https://glowprogramme.org/fr/resource/de-consommatrices-bas-carbone-leaders-climatiques>

18. GIEC (2021) Annexe VII : Glossaire [J.B.R. Matthews, V. Möller, R. van Diemen, J.S. Fuglestedt, V. Masson-Delmotte, C. Méndez, S. Semenov, A. Reisinger (éds.)]. Dans *Changement climatique 2021 : La base des sciences physiques*. Contribution du Groupe de travail I au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [V. Masson-Delmotte, P. Zhai, A. Pirani, S.L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M.I. Gomis, M. Huang, K. Leitzell, E. Lonnoy, J.B.R. Matthews, T.K. Maycock, T. Waterfield, O. Yelekçi, R. Yu et B. Zhou (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni et New York, NY, États-Unis, pp. 2215–2256, doi :10.1017/9781009157896.022. https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WGI_AnnexVII.pdf
19. Programme des Nations Unies pour l'environnement (2022). Cadre mondial de la biodiversité. Nairobi : PNUÉ. <https://www.cbd.int/gbf>
20. Amar Gokhale, associé, Intellectap, *Sankalp Investment Forum* (2023). page 27. <https://www.sankalpforum.com/wp-content/uploads/2023/12/Sankalp-Global-Summit-2023-Report.pdf>
21. Le Centre mondial pour l'adaptation et l'Alliance pour le climat et le développement (2023). *Récits de résilience : l'adaptation appliquée au niveau local*. Rotterdam et Le Cap : GCA et CDKN. <https://cdkn.org/resource/stories-resilience-lessons-local-adaptation-practice>
22. CCNUCC-KCI. 2024. *Impacts de la mise en œuvre des actions en faveur de l'équité intergénérationnelle, du genre, des communautés locales, des populations autochtones, des jeunes et des personnes en situation de vulnérabilité*, page 7. Bonn : CCNUCC. <https://unfccc.int/documents/638245>
23. M. Dupar et E. Tan (2023). *De consommatrices bas carbone à leaders climatiques : Un examen du rôle des femmes dans la transition vers des économies bas carbone*. <https://glowprogramme.org/fr/resource/de-consommatrices-bas-carbone-leaders-climatiques>
24. CCNUCC-Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre (KCI). 2024. *Impacts de la mise en œuvre des actions en faveur de l'équité intergénérationnelle, du genre, des communautés locales, des populations autochtones, des jeunes et des personnes en situation de vulnérabilité*, page 7. Bonn : CCNUCC. <https://unfccc.int/documents/638245>
25. M. Dupar et E. Tan (2023). *De consommatrices bas carbone à leaders climatiques : Un examen du rôle des femmes dans la transition vers des économies bas carbone*. <https://glowprogramme.org/fr/resource/de-consommatrices-bas-carbone-leaders-climatiques>
26. CCNUCC. *Agenda de travail pour une transition juste*. <https://unfccc.int/topics/just-transition/united-arab-emirates-just-transition-work-programme>
27. CCNUCC (2023). *Rapport de la Conférence des Parties, quatrième session de la rencontre des parties à l'Accord de Paris, qui s'est tenue à Sharm el-Sheikh du 6 au 20 novembre 2022*. Annexe. Deuxième partie : Mesures prises par la Conférence des Parties, quatrième session de la rencontre des parties à l'Accord de Paris. <https://unfccc.int/documents/626569>
28. CCNUCC. *Programme de travail pour une transition juste*, tel que décrit dans la décision 1/CMA.4, paragraphes 50 à 52. <https://unfccc.int/documents/626569>
29. Ibid., paragraphe 85. <https://unfccc.int/documents/626569>
30. Programme GLOW. Figure créée pour ce rapport.
31. Gouvernement de Bolivie (2009). *Constitution bolivienne*. La Paz : Gouvernement bolivien. https://www.constituteproject.org/constitution/Bolivia_2009.pdf
32. Projet GLOW. *Création d'emplois verts pour les femmes autochtones dans le cadre d'actions bas carbone de reprise post-Covid-19 et relance du secteur du quinoa en Bolivie*. <https://glowprogramme.org/fr/project/creation-demplois-verts-pour-les-femmes-autochtones-dans-le-cadre-dactions-bas-carbone-de>. Voir aussi le portail des publications de l'INESAD, <https://www.inesad.edu.bo/empleos-verdes-y-agricultura-sostenible> (en espagnol avec quelques traductions en anglais).
33. Initiative pour la restauration des paysages forestiers africains (AFR100). <https://afr100.org/>
34. Projet GLOW. *Restauration des terres pour l'autonomisation post-Covid et la réduction de la pauvreté des femmes rurales et autochtones du Cameroun*. <https://glowprogramme.org/fr/project/restauration-des-terres-pour-lautonomisation-post-covid-et-la-reduction-de-la-pauvrete-des>
35. Tall et al. (2024). *Synthèse des Résultats*. Document interne. Dakar : IPAR Sénégal.
36. Projet GLOW. *Transition énergétique en Guinée et au Sénégal en faveur de l'autonomisation économique des femmes grâce à la filière horticole dans un contexte post-Covid*. <https://glowprogramme.org/project/energy-transition-economic-empowerment-women-through-horticultural-value-chain-post-covid>
37. Projet GLOW. *Renforcer l'autonomie des femmes dans les filières agricoles pour une transition bas carbone en Amérique centrale*. <https://glowprogramme.org/fr/project/renforcer-lautonomie-des-femmes-dans-les-filieres-agricoles-pour-une-transition-bas-carbone>

38. Projet GLOW. *Accorder la priorité aux solutions en faveur de l'autonomisation et de la résilience des femmes dans les filières d'arbres à fruits comestibles au Malawi (POWER)*. <https://glowprogramme.org/fr/project/accorder-la-priorite-aux-solutions-en-faveur-de-lautonomisation-et-de-la-resilience-des>
39. Projet GLOW. *Coproduction d'un écosystème commercial résistant aux crises pour les entreprises dirigées par des femmes au Népal*. <https://glowprogramme.org/fr/project/coproduction-dun-ecosysteme-commercial-resistant-aux-criSES-pour-les-entreprises-dirigees>
40. ASEAN. *ASEAN Comprehensive Recovery Framework Implementation Plan*. <https://asean.org/book/asean-comprehensive-recovery-framework-implementation-plan/>
41. Projet GLOW. *La relance verte de l'ASEAN par l'équité et l'autonomisation (AGREE)*. <https://glowprogramme.org/fr/project/la-relance-verte-de-lasean-par-lequite-et-lautonomisation>
42. Gouvernement du Népal (2020). *Deuxième Contribution déterminée au niveau national du Népal*. Katmandou : Gouvernement du Népal. <https://unfccc.int/documents/497812>
43. Projet ForestAction Nepal. *Autonomisation économique des femmes grâce à des solutions forestières*. <https://glowprogramme.org/fr/project/autonomisation-economique-des-femmes-grace-des-solutions-forestieres>
44. Projet CREW. *Coproduction d'un écosystème commercial résistant aux crises pour les entreprises dirigées par des femmes au Népal*. <https://glowprogramme.org/fr/project/coproduction-dun-ecosysteme-commercial-resistant-aux-criSES-pour-les-entreprises-dirigees>
45. Gouvernement du Kenya (2007). *Kenya Vision 2030*. <https://vision2030.go.ke/wp-content/uploads/2018/05/Vision-2030-Popular-Version.pdf>
46. Projet GLOW. *Culture des algues et pisciculture : Opportunités d'autonomisation économique et de résilience de la population kenyane grâce aux produits de la mer dans un contexte post-Covid-19*. <https://glowprogramme.org/fr/project/culture-des-algues-et-pisciculture-opportunités-dautonomisation-economique-et-de-resilience>
47. Projet Blue Empowerment. <https://blueeconomy.acts-net.org/>
48. Projet GLOW. *Le tourisme, moteur d'un développement durable et respectueux de l'égalité des sexes en Bolivie*. <https://glowprogramme.org/fr/project/le-tourisme-moteur-dun-developpement-durable-et-respectueux-de-legalite-des-sexes-en>
49. ORBITA – Observatoire du tourisme durable, Bolivie. URL : <https://orbita.bo>
50. Organisation internationale du travail (2020). *Rapport sur l'emploi en Afrique (Re-Afrique) : Relever le défi de l'emploi des jeunes*. Genève : OIT. https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/@africa/@ro-abidjan/documents/publication/wcms_753300.pdf
51. FAO (2011). *Comblent le fossé hommes-femmes dans l'agriculture*. Rome : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <https://www.fao.org/gender/news/news-detail/FAO-report-makes-strong-business-case-for-investing-in-women/fr>
52. Forum économique mondial (2022). *Qu'est-ce que l'agriculture régénératrice ?* Rome : WEF. <https://www.weforum.org/agenda/2022/10/what-is-regenerative-agriculture/>
53. Paes et al. (2019). *Pilotage durable des déchets ménagers dans un cadre d'économie circulaire – Une revue systématique et une analyse SWOT*. ScienceDirect. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0959652619329567>
54. Projet GLOW. *Réorienter le secteur privé vers des solutions agricoles climato-intelligentes afin de lutter contre les inégalités de genre*. <https://glowprogramme.org/fr/project/reorienter-le-secteur-prive-vers-des-solutions-agricoles-climato-intelligentes-afin-de>
55. *Por qué y para qué del enfoque de género en el turismo ?* Cité dans SDSN et Fundacion IES (avril 2024). *Rapport final*. Document interne, page 7.
56. G. Achieng et al. (2024). *Fiche d'information sur l'autonomisation par l'économie bleue*, page 2. https://blueeconomy.acts-net.org/images/publications/Info_Briefs/Understanding-IMTA-Systems.pdf
57. Projet GLOW. *La relance verte de l'ASEAN par l'équité et l'autonomisation (AGREE)*. <https://glowprogramme.org/fr/project/la-relance-verte-de-lasean-par-lequite-et-lautonomisation>
58. PPSA et GrowAsia (2022). *Gendered barriers and parallel realities: gender and climate action research on Corn Value Chain in Bukidnon and Maguindanao, Philippines*. https://www.growasia.org/_files/ugd/80c4d8_3f867a87bfb34c18af1c3065b90996ab.pdf
59. Projet ForestAction Nepal. *Autonomisation économique des femmes grâce à des solutions forestières*. <https://glowprogramme.org/fr/project/autonomisation-economique-des-femmes-grace-des-solutions-forestieres>

60. Programme GLOW. Figure créée pour ce rapport.
61. Gouvernement du Kenya (2010). Constitution du Kenya de 2010, article 27. https://kmpdc.go.ke/resources/Constitution_of_Kenya_2010.pdf
62. GrowAsia (2023). *Women as champions of climate action in Southeast Asia*. https://www.growasia.org/files/ugd/80c4d8_4e882364f5584332bb837024f9eac86a.pdf
63. Projet GLOW. *La relance verte de l'ASEAN par l'équité et l'autonomisation (AGREE)*. <https://glowprogramme.org/fr/project/la-relance-verte-de-lasean-par-lequite-et-lautonomisation>
64. GrowAsia (2023). *Women as Champions of Climate Action in Southeast Asia*. https://www.growasia.org/files/ugd/80c4d8_4e882364f5584332bb837024f9eac86a.pdf
65. Dupar et al. (2019). *Communiquer sur le changement climatique*. Le Cap : Alliance pour le Climat et le Développement. <https://cdkn.org/sites/default/files/files/CDKN-Communicating-Climate-Change-guide-2019-revised-version.pdf>
66. Projet GLOW. *Renforcer l'autonomie des femmes dans les filières agricoles pour une transition bas carbone en Amérique centrale*. <https://glowprogramme.org/fr/project/renforcer-lautonomie-des-femmes-dans-les-filieres-agricoles-pour-une-transition-bas-carbone>
67. Iniciativa IXCHEL. <https://fusades.org/contenido/serie-de-webinars-iniciativa-ixchel>
68. G. Achieng et al. (2024). *Fiche d'information sur l'autonomisation par l'économie bleue*, page 2.
69. SDSN et Fundacion IES (avril 2024). *Rapport final*. Document interne, page 4.
70. FUSADES, ASÍES et Corewoman (février 2024). *Rapport technique*. Document interne, section 3.1.
71. Naila Kabeer (1996). *Gender Analysis Framework*. <https://www.ids.ac.uk/download.php?file=files/Dp357.pdf>
72. Ibid.
73. Susana Martinez, Restrepo (Avril 2022). Présentation à GLOW.
74. Projet GLOW. *Restauration des terres pour l'autonomisation post-Covid et la réduction de la pauvreté des femmes rurales et autochtones du Cameroun*. <https://glowprogramme.org/fr/project/restauration-des-terres-pour-lautonomisation-post-covid-et-la-reduction-de-la-pauvrete-des>
75. Centre d'Appui aux Femmes et aux Ruraux Yaoundé, Cameroun ; en collaboration avec World Agroforestry (ICRAF) et Actions pour la Biodiversité et Gestion des Terroirs (ABIOGeT) (décembre 2023). *Rapport technique intermédiaire*. Document interne.
76. Projet GLOW. *Accorder la priorité aux solutions en faveur de l'autonomisation et de la résilience des femmes dans les filières d'arbres à fruits comestibles au Malawi (POWER)*. <https://glowprogramme.org/fr/project/accorder-la-priorite-aux-solutions-en-faveur-de-lautonomisation-et-de-la-resilience-des>
77. B. Muriel et D. Romero (2024). *Engaging gender equality in the economic-productive sphere*. Institute for Advanced Development Studies (INESAD). <https://www.inesad.edu.bo/en/2024/01/26/engaging-gender-equality-in-the-economic-productive-sphere>
78. Projet GLOW. *Création d'emplois verts pour les femmes autochtones dans le cadre d'actions bas carbone de reprise post-Covid-19 et relance du secteur du quinoa en Bolivie*. <https://glowprogramme.org/fr/project/creation-demplois-verts-pour-les-femmes-autochtones-dans-le-cadre-dactions-bas-carbone-de>
79. Projet GLOW. *Accorder la priorité aux solutions en faveur de l'autonomisation et de la résilience des femmes dans les filières d'arbres à fruits comestibles au Malawi (POWER)*. Document interne. <https://glowprogramme.org/fr/project/accorder-la-priorite-aux-solutions-en-faveur-de-lautonomisation-et-de-la-resilience-des>
80. *Rapport POWER sur les actions transformatrices en matière d'égalité des sexes* (mars 2024). Document interne.
81. Kampanje et al. (2024). *Manuel de formation POWER sur l'approche famille*. Document interne ; page IX.
82. Ibid.
83. Ibid., page xii.
84. *Rapport POWER sur les actions transformatrices en matière d'égalité des sexes*, (mars 2024). Document interne, page 16.
85. Intellectap (2024). *Étude de cas : Réorienter le secteur privé vers des solutions agricoles climato-intelligentes afin de lutter contre les inégalités de genre*. <https://glowprogramme.org/fr/project/reorienter-le-secteur-prive-vers-des-solutions-agricoles-climato-intelligentes-afin-de>
86. Ibid.

87. Kampanje et al. (2022). *Analyse de la question de l'égalité des genres dans la chaîne de valeur des arbres fruitiers et des noix de macadamia dans les districts de Mzimba et Kasungu au Malawi*, page 4. <https://glowprogramme.org/resource/gender-assessment-study-improved-fruit-tree-and-macademia-nuts-value-chains-mzimba-and>
88. Projet GLOW. *Coproduction d'un écosystème commercial résistant aux crises pour les entreprises dirigées par des femmes au Népal*. <https://glowprogramme.org/fr/project/coproduction-dun-ecosysteme-commercial-resistant-aux-crisis-pour-les-entreprises-dirigees>
89. *Les femmes de l'Union maraichère de Tangama*, référencé dans IPAR Sénégal (2024). *Synthèses des Résultats*. Document interne. Dakar : IPAR Sénégal.
90. *Fédération des paysans du Fouta Djallon*, référencée dans IPAR Sénégal (2024). *Synthèses des Résultats*. Document interne. Dakar : IPAR Sénégal.
91. IPAR et CECI (juillet 2024). *Rapport de synthèse des résultats*. Document interne.
92. *La transition énergétique pour l'autonomisation économique des femmes à travers (...) – Ipar, initiative prospective agricole et rurale*. <https://ipar.sn/La-transition-energetique-pour-l-autonomisation-economique-des-femmes-a-travers-2280.html?lang=fr>
93. Projet GLOW. *Coproduction d'un écosystème commercial résistant aux crises pour les entreprises dirigées par des femmes au Népal*. <https://glowprogramme.org/fr/project/coproduction-dun-ecosysteme-commercial-resistant-aux-crisis-pour-les-entreprises-dirigees>
94. SIAS (mai 2023). *Rapport technique intermédiaire*. Document interne, page 10.
95. Projet GLOW. *Réorienter le secteur privé vers des solutions agricoles climato-intelligentes afin de lutter contre les inégalités de genre*. <https://glowprogramme.org/fr/project/reorienter-le-secteur-prive-vers-des-solutions-agricoles-climato-intelligentes-afin-de>
96. Intellecip (août 2024). *Rapport d'apprentissage*. Document interne, page 14.
97. Ibid., section 6 (Recommandations pour l'écosystème).
98. IPAR et CECI (juillet 2024). *Rapport de synthèse des résultats*. Document interne.
99. Ibid.
100. Kampanje et al. (2022). *Gender assessment study for improved fruit tree and macadamia nuts value chain in Mzimba and Kasungu districts of Malawi*; page 4. <https://glowprogramme.org/resource/gender-assessment-study-improved-fruit-tree-and-macademia-nuts-value-chains-mzimba-and>
101. Ibid., page 9.
102. GrowAsia (2023). *Women as champions of climate action in Southeast Asia*, page 15.
103. Ibid., page 7.
104. Ibid.
105. Intellecip (2024). *Rapport d'apprentissage*. Document interne.
106. Ibid., page 14.
107. Projet CREW. *Coproduction d'un écosystème commercial résistant aux crises pour les entreprises dirigées par des femmes au Népal*. <https://glowprogramme.org/fr/project/coproduction-dun-ecosysteme-commercial-resistant-aux-crisis-pour-les-entreprises-dirigees>
108. Smart Krishi. <https://www.smartkrishi.org/>
109. S. Mainali et al. (2024) *Comblent le fossé numérique des agricultrices des zones rurales du Népal*. Katmandou : SIAS. <https://glowprogramme.org/news-blogs/bridging-digi-tech-gap-female-farmers-rural-nepal>
110. Projet GLOW. *Renforcer l'autonomie des femmes dans les filières agricoles pour une transition bas carbone en Amérique centrale*. <https://glowprogramme.org/fr/project/renforcer-lautonomie-des-femmes-dans-les-filieres-agricoles-pour-une-transition-bas-carbone>
111. FUSADES, ASÍES et CoreWoman (février 2024). *Rapport technique intermédiaire*. Document interne, section 3.1.
112. Ibid.
113. Margarita Beneke dans la vidéo de la COP28 de CDKN.
114. FUSADES, ASÍES et CoreWoman (février 2024). *Rapport technique intermédiaire*. Document interne, section 3.1.
115. J. Wilbur, S. Kayastha, T. Mahon et al. *Qualitative study exploring the barriers to menstrual hygiene management faced by adolescents and young people with a disability, and their carers in the Kavrepalanchok district, Nepal*. *BMC Public Health* 21, 476 (2021). <https://doi.org/10.1186/s12889-021-10439-y>

116. G. Achieng et al. (2024). Fiche d'information sur l'autonomisation par l'économie bleue. https://blueeconomy.acts-net.org/images/publications/Info_Briefs/Understanding-IMTA-Systems.pdf
117. Ibid.
118. Projet GLOW. *Renforcer l'autonomie des femmes dans les filières agricoles pour une transition bas carbone en Amérique centrale*. <https://glowprogramme.org/fr/project/renforcer-lautonomie-des-femmes-dans-les-filieres-agricoles-pour-une-transition-bas-carbone>
119. FUSADES, ASÍES et CoreWoman (février 2024). *Rapport technique intermédiaire*. Document interne, section 4.3.2.
120. M. Dupar et E. Tan (2023). *De consommatrices bas carbone à leaders climatiques : Un examen du rôle des femmes dans la transition vers des économies bas carbone*. <https://glowprogramme.org/fr/resource/de-consommatrices-bas-carbone-leaders-climatiques>
121. Projet GLOW. *Restauration des terres pour l'autonomisation post-Covid et la réduction de la pauvreté des femmes rurales et autochtones du Cameroun*. <https://glowprogramme.org/fr/project/restauration-des-terres-pour-lautonomisation-post-covid-et-la-reduction-de-la-pauvrete-des>
122. Degrand et al. (2024). *Constraints and opportunities to the participation of women and minorities in land restoration in Cameroon*. <https://www.cifor-icraf.org/knowledge/publication/18738/>
123. Gouvernement du Kenya, *Sector Plan for Blue Economy 2018–22*. <https://www.planning.go.ke/wp-content/uploads/2020/11/SECTOR-PLAN-FOR-BLUE-ECONOMY-2018-2022.pdf>
124. Projet GLOW. *Restauration des terres pour l'autonomisation post-Covid et la réduction de la pauvreté des femmes rurales et autochtones du Cameroun*. <https://glowprogramme.org/fr/project/restauration-des-terres-pour-lautonomisation-post-covid-et-la-reduction-de-la-pauvrete-des>
125. CAFER, ICRAF et ABIOGet (décembre 2023). *Rapport technique intermédiaire*. Document interne, section 3.1.4.
126. Projet GLOW. *Coproduction d'un écosystème commercial résistant aux crises pour les entreprises dirigées par des femmes au Népal*. <https://glowprogramme.org/fr/project/coproduction-dun-ecosysteme-commercial-resistant-aux-crises-pour-les-entreprises-dirigees>
127. ORBITA – Observatoire du tourisme durable, Bolivie. URL : <https://orbita.bo>
128. Projet GLOW. *Le tourisme, moteur d'un développement durable et respectueux de l'égalité des sexes en Bolivie*. <https://glowprogramme.org/fr/project/le-tourisme-moteur-dun-developpement-durable-et-respectueux-de-legalite-des-sexes-en>
129. <https://sdsnbolivia.org/turismo-con-proposito/>
130. Universidad Privada Boliviana (UPB). <https://www.upb.edu/>
131. SDSN et Fundacion IES (avril 2024). *Rapport final*. Document interne.
132. Ibid., page 5.
133. Projet GLOW. *Coproduction d'un écosystème commercial résistant aux crises pour les entreprises dirigées par des femmes au Népal*. <https://glowprogramme.org/fr/project/coproduction-dun-ecosysteme-commercial-resistant-aux-crises-pour-les-entreprises-dirigees>
134. SIAS et al. (Mai 2023). *Rapport technique intermédiaire*. Document interne, page 3.
135. Projet CREW. *Coproduction d'un écosystème commercial résistant aux crises pour les entreprises dirigées par des femmes au Népal*. <https://glowprogramme.org/fr/project/coproduction-dun-ecosysteme-commercial-resistant-aux-crises-pour-les-entreprises-dirigees>
136. Projet GLOW. *Accorder la priorité aux solutions en faveur de l'autonomisation et de la résilience des femmes dans les filières d'arbres à fruits comestibles au Malawi (POWER)*. <https://glowprogramme.org/fr/project/accorder-la-priorite-aux-solutions-en-faveur-de-lautonomisation-et-de-la-resilience-des>
137. Kampanje et al. (2022). *Document interne*.
138. Projet POWER (2024). *Rapport d'intervention transformatrice en genre*. Document de projet interne, page 11.
139. Ibid., page 15.
140. CPSA et GrowAsia (2023). *Analyse sensible au genre et au climat des chaînes de valeur des légumes au Cambodge*, page 8.
141. Ibid., page 14.
142. PPSA et GrowAsia (2022). *Gendered barriers and parallel realities: gender and climate action research on Corn Value Chain in Bukidnon and Maguindanao, Philippines*. https://www.growasia.org/_files/ugd/80c4d8_3f867a87bfb34c18af1c3065b90996ab.pdf

143. Mécanisme de financement catalyseur du climat (août 2024). *Blended finance and the gender-energy nexus : a stocktaking report*. <https://www.ccfacility.org/learning-hub/blended-finance-gender-energy-nexus-report>
144. Projet GLOW. *Coproduction d'un écosystème commercial résistant aux crises pour les entreprises dirigées par des femmes au Népal*. <https://glowprogramme.org/fr/project/coproduction-dun-ecosysteme-commercial-resistant-aux-crisis-pour-les-entreprises-dirigees>
145. Intellectap (août 2024). *Rapport d'apprentissage*. Document interne, page 11.
146. Intellectap et CRDI (2023). *Résumé de la session « Changer de discours sur le travail de soins » à Sankalp 2023 Comptes-rendus*, page 26.
147. Projet GLOW. *Transition énergétique en Guinée et au Sénégal en faveur de l'autonomisation économique des femmes grâce à la filière horticole dans un contexte post-Covid*. <https://glowprogramme.org/project/energy-transition-economic-empowerment-women-through-horticultural-value-chain-post-covid>
148. IPAR et CECI (juillet 2024). *Rapport de synthèse des résultats*. Document interne.
149. CCNUCC. *Version 3.0 des Contributions déterminées au niveau national (CDN)*. Bonn : CCNUCC. <https://unfccc.int/ndc-3.0>
150. Projet GLOW. *Transition énergétique en Guinée et au Sénégal en faveur de l'autonomisation économique des femmes grâce à la filière horticole dans un contexte post-Covid*. <https://glowprogramme.org/project/energy-transition-economic-empowerment-women-through-horticultural-value-chain-post-covid>
151. Projet GLOW. *Création d'emplois verts pour les femmes autochtones dans le cadre d'actions bas carbone de reprise post-Covid-19 et relance du secteur du quinoa en Bolivie*. <https://glowprogramme.org/fr/project/creation-demplois-verts-pour-les-femmes-autochtones-dans-le-cadre-dactions-bas-carbone-de-reprise-post-covid-19-et-relance-du-secteur-du-quinoa-en-bolivie>
152. Ibid.
153. Projet ForestAction Nepal. *Autonomisation économique des femmes grâce à des solutions forestières*. <https://glowprogramme.org/fr/project/autonomisation-economique-des-femmes-grace-des-solutions-forestieres>
154. Nations Unies (2015). *Objectifs de développement durable*. New York : Nations Unies. <https://sdgs.un.org/goals>
155. CCNUCC. *L'Accord de Paris*. Bonn : CCNUCC. https://unfccc.int/files/meetings/paris_nov_2015/application/pdf/paris_agreement_english_.pdf
156. Bangalore, Mukund Ram ; Hallegatte, Stéphane ; Bangalore, Mook ; Bonzanigo, Laura ; Fay, Marianne ; Kane, Tamaro ; Narloch, Ulf Gerrit ; Rozenberg, Julie ; Treguer, David Olivier ; Vogt-Schilb, Adrien Camille. *Shock waves : managing the impacts of climate change on poverty (Anglais)*. Climate Change and Development Washington, DC : Groupe de la Banque mondiale. <http://documents.worldbank.org/curated/en/260011486755946625/Shock-waves-managing-the-impacts-of-climate-change-on-poverty>



GLOW

Gender Equality in a Low Carbon World

<https://glowprogramme.org>

Clause de non-responsabilité.

Ce travail a été réalisé grâce à une subvention du Centre de recherches pour le développement international d'Ottawa au Canada, dans le cadre du programme GLOW (Gender Equality in a Low Carbon World). Les opinions exprimées ici ne sont pas nécessairement celles du CRDI ou de son conseil d'administration, ni des entités gérant CDKN et GLOW.

© 2024 Alliance pour le climat et le développement (Climate and Development Knowledge Network, CDKN) Licence internationale Creative Commons Attribution 4.0 (CC-BY 4.0).



SOUTH
SOUTH
NORTH

Financé par:

